

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
RÉTABLISSEMENT DE L'ADOPTION
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le vendredi 10 novembre 1911, à 4 h. 1/2

PAR

LUCIEN DEJOB

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur
Suffragants : { MM. PLANIOL, professeur
PIÉDELIEVRE, professeur

PARIS

A. PÉDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

LE
RÉTABLISSEMENT DE L'ADOPTION
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le vendredi 10 novembre 1911, à 4 h. 1/2

PAR

LUCIEN DEJOB

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur

*Suffragants : { MM. PLANIOL, professeur
PIÉDELIÈVRE, professeur*



PARIS

A. PÉDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1911

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A Messieurs

ALPHONSE AULARD et AMBROISE COLIN

PROFESSEURS A L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Hommage de respectueuse gratitude.

PRÉFACE

Et tout d'abord excusons-nous d'avoir choisi semblable sujet. L'adoption est aujourd'hui une institution morte : les chiffres donnés à la fin de cette étude en font foi. Mais son rétablissement avait suscité des espérances qu'il nous a paru intéressant d'exposer à nouveau. La paternité fictive est entrée tout à coup, et comme par effraction, dans les lois françaises. Mais dès qu'elle a été proclamée, on lui a reconnu toutes sortes de vertus. Elle a, littéralement, enthousiasmé certains hommes politiques, dont Cambacérès. Enthousiasmer Cambacérès ! autant vaudrait dire : enthousiasmer M. de Talleyrand ! Les assemblées révolutionnaires ont affirmé à différentes reprises leur intention de la réglementer. Mais, semblables à ces chœurs d'opéra qui procèdent... comme l'on sait, elles ne l'ont jamais fait, au moins d'une façon définitive. Cependant l'adoption dans la pratique était très fréquente¹. Nombre de

1. *Rapport* de Bouteville au Tribunal sur le projet de loi relatif aux adoptions postérieures au 18 janvier 1792 et antérieures à la promulgation du Code civil.

gens, dans les Assemblées et dans le public, en province et à Paris, en rêvaient, ne se lassant pas de la remettre sur le tapis. Les enfants s'en mêlèrent ou y furent mêlés. D'où plusieurs scènes à effet. On put croire un moment que l'institution nouvelle allait entrer dans les mœurs. Et puis, lorsqu'on discuta au Conseil d'État le statut de la paternité fictive, les difficultés se révélèrent. Les temps avaient changé ; des adversaires apparurent qui proclamèrent l'adoption dangereuse. D'autres la dirent inutile. Elle triompha cependant. Mais en fait on y recourut de moins en moins. Aujourd'hui l'on n'en compte guère que 70 à 80 chaque année. C'est la faillite.

Nous avons insisté bien davantage sur la période proprement révolutionnaire que sur celle du Consulat. C'est que cette dernière a été déjà étudiée dans nombre de thèses et d'ouvrages généraux, tandis que la période préparatoire n'a pas encore fait, à notre connaissance, l'objet d'un travail particulier. C'est la même raison qui nous a empêché de poursuivre cette étude au-delà de la promulgation du Code civil¹, d'y insérer notamment certaine contro-

1. Il entrerait pourtant dans notre plan de donner en appendice un aperçu des différentes législations qui régissent la paternité fictive. Les circonstances ne l'ont pas permis. Nous n'en remercions pas moins MM. Revon, professeur à la Sorbonne, Houdas, professeur à l'École des langues orientales, et

verse célèbre à propos de laquelle tout a été dit ; nous viendrions trop tard.

On trouvera dans les pages qui suivent beaucoup de textes. Un assez grand nombre sont, croyons-nous, inédits. D'autres sont d'une consultation assez malaisée. Nous les donnons souvent *in extenso*, afin de situer ce qui a trait à notre sujet. De la sorte, ceux qui par la suite, et pour leurs péchés, seraient astreints à refaire le même travail, trouveraient dans cette étude même les matériaux nécessaires pour faire mieux que nous¹.

Bouillet, magistrat en Algérie, qui ont bien voulu nous donner, sur l'adoption en Extrême-Orient et dans le monde musulman, de curieux détails. Nous comptons bien les utiliser quelque jour.

1. M. Jules Couët, archiviste de la Comédie-Française, nous a donné sur l'adoption dans la littérature dramatique de très utiles indications. Nous le remercions vivement de sa bienveillance.

LE Rétablissement de l'Adoption EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRES REQUÊTES EN FAVEUR DE L'ADOPTION

Deux chances existent pour une idée d'être accueillie par le législateur.

Tout d'abord lorsqu'elle est préconisée par un grand nombre de personnes ou au moins par quelques esprits d'élite.

Ensuite lorsqu'elle est dans l'air, lorsqu'elle cadre avec les idées du temps. Il peut se produire alors une sorte de phénomène de génération spontanée dans un terrain favorable.

Ce fut plutôt cette deuxième éventualité qui se réalisa pour l'adoption. Au XVIII^e siècle en effet, jusqu'à la veille de la Révolution, ni chez les jurisconsultes ni chez les philosophes nous ne trouvons

trace d'un vœu quelconque en faveur de son rétablissement. Une seule phrase sur et contre elle dans l'*Esprit des lois*. Encore ne s'applique-t-elle pas à la France, puisqu'elle est écrite à propos des républiques aristocratiques : « Il n'y faut point de substitutions, de retraits lignagers, de majorats, d'adoptions. Tous les moyens, inventés pour perpétuer la grandeur des familles dans les états monarchiques, ne sçauroient être d'usage dans l'aristocratie ¹. » Ils seraient donc d'un usage utile dans une monarchie. Mais l'adoption paraît sans doute à Montesquieu chose si minime, qu'il ne la mentionne même plus lorsqu'au chapitre suivant il approuve dans les états monarchiques ces moyens qu'il a condamnés dans les aristocraties ².

En revanche, dès 1783, nous trouvons, dans un ouvrage assez médiocre mais dont les détails curieux et les idées hardies allaient faire le succès, le *Tableau de Paris* de Mercier, une requête formelle en faveur de l'adoption. Le passage est à citer : « En traversant ces salles (de l'hôtel des enfants

1. « Il semble, ajoute Montesquieu en note, que l'objet de quelques aristocraties soit moins de maintenir l'état que ce qu'elles appellent leur noblesse. »

2. « Il faut (dans les monarchies) que les lois travaillent à soutenir cette noblesse dont l'honneur est, pour ainsi dire, l'enfant et le père. »

trouvés) où dorment dans la crèche tous ces enfans qui ne sentent pas encore leur infortune, en contemplant leur physionomie douce, gracieuse et touchante, une idée m'a frappé. Qu'il me soit permis de la proposer aux princes, aux grands, aux riches, à tous ceux enfin qui possèdent un superflu considérable.

« On a des manies puériles, vétilleuses, vicieuses, et l'on n'en a point de vertueuses. Que d'argent pour des tableaux, des médailles, des bronzes, des fleurs, des coquilles, des oiseaux ! Comment ne se trouve-t-il point un amateur de l'enfance, de cet âge riant, aimable, qui fasse élever sous ses yeux des enfans abandonnés qu'il adopteroit ? Tel homme a trente chevaux dans son écurie, qui pourroit, s'il en retranchoit six, voir croître autour de lui six enfans dont il seroit le bienfaiteur. Quelle fête pour un cœur sensible !

« Quoi ! parmi tant d'hommes opulens, aucun n'a dit : j'élèverai de ces enfans qui n'ont point de parens ; je les adopterai. Vingt jolis garçons m'appelleront un jour leur père : j'en ferai des citoyens ; un seul qui parviendra à la perfection d'un art quelconque me récompensera de tous mes travaux.

« Les passions ardentes, contrariées par les institutions sociales, ont peuplé ce séjour. « Ces enfans (dit Shakespeare avec son énergie accoutumée) dans

« l'acte vigoureux et clandestin de la nature, ont
« reçu une substance plus abondante et des élé-
« ments plus forts que n'en peut fournir un couple
« épuisé qui va dans une couche insipide travailler
« sans plaisir à la création d'une race d'avortons
« engendrés entre le sommeil et le réveil¹. » Parmi
tant d'individus que de talents divers à cultiver ! que
d'âmes fortes à diriger au bien ! Il ne faudroit qu'un
cœur pour payer vingt années de soins ; il ne fau-
droit qu'un homme de génie pour dédommager des
frais d'éducation.

« Il est bien étonnant que l'adoption connue chez
les Romains, révérée par les sauvages, ne soit pas
en usage parmi nous. La foule des nécessiteux aug-
mentant chaque jour en proportion du nombre des
riches, une loi qui établiroit l'adoption seroit sans
doute une des plus utiles qu'on pût faire aujour-
d'hui en France. Le père adoptif auroit tous les pri-
vilèges de la paternité sans en avoir les chagrins ; il
ouvreroit son âme à l'âme qu'il trouveroit sensible
et reconnoissante, et celui qui montreroit des incli-
nations vicieuses ne seroit plus son fils. L'enfant
adopté perdrait totalement le nom de son père et
toute relation avec la source dont il sort.

1. Le *Roi Lear*, acte I^{er}, scène 6.

« Qui sait si l'histoire naturelle ne s'éclairciroit pas encore par cette loi bienfaisante ? Si l'homme n'est pas mieux connu, c'est que l'on n'a pas encore tenté les expériences suivies qui tourneroient au profit des générations à venir. Qui sait si en élevant de la même manière vingt garçons nés le même jour et dans le même endroit on ne parviendrait pas à quelque découverte neuve et importante ? et, comme l'on distingue les vins généreux et les fruits savoureux de telle année, si l'on n'apercevrait pas de même des générations d'hommes plus actifs, plus éclairés, plus vigoureux les uns que les autres ? »

« J'ai eu occasion de remarquer que presque tous les hommes nés en 1742 avaient une teinte marquée de génie et de folie, mais où la folie dominoit, tandis que les années antérieures et subséquentes offroient des hommes d'un sens plus rassis.

« Je laisse à l'imagination le soin de développer ce que ce projet a de fécond ; je ne fais que l'indiquer, mais si je ne me trompe, j'aperçois dans cette loi une foule d'avantages pour la politique, la morale et l'histoire naturelle qui doit servir plus que jamais à nous éclairer sur toutes les étranges modifications de la curieuse espèce humaine ¹. »

1. Mercier, *Tableau de Paris*, 1783, tome VII, chap. DLXXVII. Je n'ai eu garde de supprimer la seconde partie de cette longue

On a pu remarquer, à la simple lecture de ce fragment, que l'adoption préconisée par Mercier n'est point l'adoption dans le sens large du mot, une sorte d'adoption extra-légale. C'est une loi que l'auteur réclame, et il indique quelques-uns des effets de droit qu'elle produira : « l'enfant adopté perdra totalement le nom de son père et toute relation avec la source dont il sort. »

Telle est l'adoption romaine aux temps de la République.

Nous pouvons donc dès maintenant noter deux des motifs qui allaient mettre bientôt l'adoption à l'ordre du jour. « C'est une fête pour un cœur sensible ! » s'écrie Mercier, et ensuite c'est une réminiscence de l'antiquité ; or l'on sait que jamais l'antiquité n'a été plus en honneur qu'à la fin du XVIII^e siècle.

L'ouvrage de Mercier, simple compilation en somme, est le seul à notre connaissance et pour les dernières années de l'ancien régime, qui réclame le rétablissement de la paternité fictive connue des anciens.

Mais dès l'année 1789 une voix s'élève en faveur de notre institution, et c'est celle du plus grand

citation. N'avais-je pas avancé que les idées de l'auteur étaient parfois un peu hardies ?

littérateur de l'époque, de Bernardin de Saint-Pierre. Dans ses vœux pour la noblesse (*Vœux d'un solitaire*, septembre 1789)¹, il demande que la noblesse s'unisse au peuple par des adoptions et des mariages. Il souhaite que la noblesse, « qui, dans des siècles barbares, donna au peuple des exemples d'héroïsme en temps de guerre, lui en donne de toutes les vertus patriotiques dans un siècle éclairé ». Qu'elle protège les faibles, que, « s'élevant à la grandeur romaine, elle adopte dans son sein les familles plébéiennes qui s'illustreront par la vertu ; ainsi les Catons et les Scipions furent adoptés par des familles patriciennes ». Partout où le peuple est méprisé, la noblesse est malheureuse et peu considérée. « O nobles, qui voulez élever votre Ordre, élevez l'ordre du Peuple ! » Il voudrait qu'on instituât un ordre de chevalerie viagère pour les bons serviteurs, nobles ou roturiers, de la nation. On y serait nommé par le roi, sur présentation exclusive de l'Assemblée nationale. Il n'y aurait plus d'anoblissement héréditaire. Quant aux nobles d'origine, ils conserveraient leurs anciennes prérogatives, « mais ils acquerraient par cette nouvelle illustration (la

1. L'ouvrage fut loué dans le *Moniteur* du 29 nov. 1789 comme « le fruit des plus sages méditations d'un philosophe et des épanchements d'une âme très sensible ».

chevalerie susnommée) le pouvoir d'adopter un plébéien décoré du même ordre, et, dans ce cas seulement, la noblesse deviendrait héréditaire dans l'adoption. Ainsi la noblesse deviendrait chère au peuple puisqu'il trouverait en elle le seul moyen de perpétuer son élévation¹. »

Plus tard dans la république imaginaire décrite par un Français qui a fui la révolution (*Fragments de l'Amazone*, 5^e volume des *Etudes de la nature*, dans l'édition de Paris 1818, p. 383), Bernardin de Saint-Pierre parlera des adoptions qui s'y pratiquent sur l'autel de la patrie.

1. Dès l'année précédente, dans *Paul et Virginie*, l'ami de Jean-Jacques Rousseau avait accordé un souvenir attristé aux mœurs anciennes :

« PAUL. — Mais je ferai des actions si courageuses, je serai si fidèle à ma parole, si exact dans mes devoirs, si zélé et si constant dans mon amitié que je mériterai d'être adopté par quelqu'un d'eux (des grands), comme j'ai vu que cela se pratiquait dans les histoires anciennes que vous m'avez fait lire.

LE VIEILLARD. — O mon ami ! chez les Grecs et chez les Romains, même dans leur décadence, les grands avaient du respect pour la vertu ; mais nous avons eu une foule d'hommes célèbres en tous genres, sortis des classes du peuple, et je n'en sache pas un seul qui ait été adopté par une grande maison. La vertu sans nos rois serait condamnée en France à être éternellement plébéienne. Comme je vous l'ai dit, ils la mettent quelquefois en honneur, lorsqu'ils l'aperçoivent, mais aujourd'hui les distinctions qui lui étaient réservées ne s'accordent plus que pour de l'argent. »

En somme, deux choses séduisent Bernardin de Saint-Pierre dans l'adoption. D'abord et toujours la réminiscence de l'antiquité ; ensuite il y a là selon lui un procédé de fusion entre la noblesse et le tiers, et tout l'ouvrage est consacré à la recherche d'un compromis acceptable entre les différents Ordres du royaume.

Voilà donc quel était l'état de la question en 1789.

Mais avant d'aborder l'étude de l'époque révolutionnaire, il nous faut parler d'un précédent qui a été quelquefois signalé comme ayant exercé une certaine influence sur la législation intermédiaire, en ce qui nous concerne : l'existence de l'adoption en Allemagne.

Le *Nouveau Denisart* (1783), une dizaine d'années avant la promulgation du code prussien, nous apprend qu'en Allemagne l'adoption ne confère pas la puissance paternelle, mais le droit de succéder *ab intestat*, que l'adopté n'y prend pas toujours le nom de l'adoptant, que l'adoption ne transmet pas la noblesse, et que, s'il y a des agnats, l'adopté n'hérite pas des fiefs de l'adoptant.

L'introduction de l'adoption en l'Allemagne était d'ailleurs très ancienne, bien antérieure au *Projet de code Frédéric* de 1751, qui ne fit guère, en la reconnaissant, que consacrer un état de fait¹.

1. Cf Pfeffinger, *Corpus juris publici*, t. III, 1754, pp. 113,

Ce *Projet de code Frédéric* rédigé par Cocceii fut traduit en français dès 1753. Ses dispositions principales passèrent dans le code prussien promulgué en 1794, et nous en donnons ci-dessous une analyse relativement à notre sujet ¹.

115 ; Hem. Menninga, *Varia jurium principia*, Baileae, 1685, feuille B, § XVII ; Müller, *Promptuarium juris novum*, Lipsiæ, 1792, t. 1^{er}, pp. 96 à 99.

1. L'adoption est d'abord distinguée de l'*adrogatio*. Pour l'*adrogatio*, c'est-à-dire pour l'adoption d'une personne *sui juris*, qui-conque n'a pas d'enfant ou espérance d'en avoir peut, qu'il soit marié ou non, adopter ; en conséquence on ne peut adopter avant 60 ans ; il faut avoir 18 ans de plus que l'adopté. Celui qui s'est mutilé lui-même, mais non l'eunuque involontaire, ne peut adopter. La femme ne peut adopter, sauf la femme qui a eu des enfants et les a perdus. — On peut adroger n'importe qui, même un fils qu'on aurait émancipé, et le fils d'un fils qu'on aurait émancipé. — Il faut le consentement de vive voix de l'adrogé. — Il faut la confirmation royale. — Pour l'adoption d'un mineur ou d'un pupille, il faut le consentement du tuteur et du pupille, si le pupille a 7 ans ; du tuteur seul, si le pupille a moins de 7 ans. — La justice interrogera les plus proches parents sur l'intérêt de l'enfant. — L'adoptant donnera caution garantissant qu'en cas de mort du pupille avant sa puberté ou de mort du mineur intestat la succession sera remise aux plus proches parents. — L'adoptant ne pourra émanciper l'adopté sans motif grave ; autrement il devra restituer et donner en outre un quart de son bien ; mais s'il émancipe pour de justes motifs, le pupille recouvrera seulement son bien. — Le juge prononcera sur la valeur de la cause d'adoption. — Les tuteurs ne pourront adopter qu'après reddition de comptes. L'adrogeant acquiert pleine puissance paternelle sur l'adrogé et ses enfants. — L'adrogé sort de sa

Cette réglementation minutieuse insérée dans un code qui se piquait d'être à la hauteur des besoins

première famille ; il n'y succède pas *ab intestat*. — Il devient héritier nécessaire dans sa nouvelle famille. Même justement déshérité, il recouvre son bien. — Mais il n'acquiert dans sa nouvelle famille que l'*agnatio*, non la *cognatio*. — Ensuite vient l'adoption proprement dite : Qui ne peut adroger ne peut adopter. Quiconque est sous la puissance paternelle, même impubère, peut être adopté sans que la sanction royale soit nécessaire ; la confirmation par la justice ordinaire suffira. — Il faut le consentement au moins tacite de l'adopté et le consentement de son vrai père ; la puissance paternelle est acquise dans le cas seulement où l'adoptant est un ascendant. — L'ascendant qui adopte son descendant acquiert pleine puissance paternelle sur lui ; l'adopté a dans ce cas tous les droits d'enfant légitime, agnation, cognation, fiefs... Lorsqu'un gentilhomme adopte l'enfant d'un bourgeois placé ou non sous la puissance paternelle, cet enfant n'acquiert pas la noblesse, malgré la confirmation royale ; le comte ou baron qui adopte un gentilhomme ne fait par là de lui un comte ou un baron que si le roi le déclare formellement dans l'acte de confirmation. Les adoptés, de quelque manière qu'ils l'aient été, peuvent réclamer contre l'adoption. — L'enfant qui est sous la puissance paternelle et qu'un homme étranger à sa famille adopte reste sous la puissance de son vrai père, tant par rapport aux droits d'*agnatio* qu'aux droits de *cognatio*, et n'obtient que le droit de succéder *ab intestat* à l'adoptant. Si on adopte un enfant étranger à la famille comme petit-fils, il ne passe pas sous la puissance paternelle de l'adoptant ni du fils de l'adoptant, mais il acquiert le droit de succéder *ab intestat*. — Une femme et quiconque n'a pas d'enfant peut, à tout âge, à partir de la majorité, procéder à l'adoption proprement dite. Un mariage subséquent de l'adoptant, la naissance

du siècle, élaboré sous la surveillance d'un roi philosophe, exerça-t-elle chez nous quelque influence? il est possible. Je dois avouer cependant n'en avoir trouvé nulle trace dans les nombreux documents de l'époque révolutionnaire que j'ai dû consulter. Il est bon de rappeler en outre qu'à cette époque, en France, on était plutôt enclin à donner aux nations étrangères, l'Angleterre exceptée, des exemples, qu'à leur demander des leçons¹. Nous ne parlons d'ailleurs que de l'époque purement révolutionnaire. Il en ira différemment, nous le verrons, lors des travaux préparatoires du code civil.

Inutile de dire qu'il n'est point parlé de l'adoption dans les *Cahiers des États généraux*... Elle ne figure pas non plus dans le *Nouveau Code civil proposé à la nation française* par d'Olivier en 1789.

Bref, à part le vœu de Bernardin de Saint-Pierre et

à l'adoptant d'enfants légitimes ou la légitimation de bâtards n'annulent pas l'adoption. — L'usage a introduit l'adoption par laquelle deux conjoints qui avaient chacun des enfants d'un autre lit les recevaient pour enfants et héritiers communs ; mais cette adoption donne lieu à des procès et est inutile, puisqu'on peut y suppléer par l'adoption régulière ou le testament. En conséquence le nouveau Code l'abolit.

1. On sait combien fut mal accueilli dans l'armée française l'essai des méthodes prussiennes tenté par le gouvernement.

le projet philanthropique de Mercier, c'est le silence ;
mais le culte de l'Antiquité, qui se propage alors de
plus en plus, et la sensiblerie à la mode travaillent
en faveur de notre institution.

CHAPITRE II

LES ASSEMBLÉES CONSTITUANTE ET LÉGISLATIVE

§ I. — LA CONSTITUANTE.

On sait qu'il n'y eut point sous l'Assemblée constituante de comité de législation civile. C'était avant tout la réforme des lois criminelles qui semblait s'imposer, et le comité de législation prit le titre de « Comité de législation criminelle ». Ceci n'empêcha pas d'ailleurs l'assemblée de s'occuper, à différentes reprises, de droit civil et de procéder même, en cet ordre d'idées, à des réformes capitales.

Au mois d'août 1791, c'est-à-dire un mois avant de terminer ses travaux, la Constituante reçut une adresse rédigée par un sieur Lanthenas, président de la *Société de Paris des amis de l'union et de l'égalité dans les familles*, et signée « de nombreux citoyens de toutes les provinces »¹. Cette adresse demandait

1. F. Lanthenas, D. M., président ; Viaud, avocat au parlement, secrétaire ; pour la *Société de Paris des amis de l'union et de*

que l'égalité du partage entre les enfants fût rétablie par un décret constitutionnel¹, que l'émancipation légale fût fixée, et que la faculté d'adopter fût rendue à ceux qui sont sans postérité. — On y dit que la portion la plus considérable des Français réclame contre l'oppression qu'elle souffre dans les plus chers de ses droits ; qu'on ne peut sans danger remettre l'examen de la question à l'établissement de la Constitution. On félicite l'Assemblée d'avoir aboli le droit d'aînesse, mais on lui fait observer qu'il subsiste un autre droit d'aînesse établi sur les biens ci-devant dits de roture dans beaucoup de pays de coutume ; que dans les pays de droit écrit l'institution d'héritier est le prétexte d'une inégalité plus oppressive encore. On invoque d'abord la justice, car les puînés sont menacés par l'inégalité d'héritage dans la jouissance des droits politiques, puisque ces droits sont subordonnés à divers degrés de propriété (citoyens actifs, citoyens éligibles). On a donné dans les élections une préférence légitime aux hommes mariés,

l'égalité dans les familles. 11 août l'an 2^e de la liberté des Français. Imprimerie du patriote français.

A la suite de l'adresse, il est écrit : « On a remis à l'Assemblée nationale les signatures de citoyens nombreux de toutes les provinces qui ont adhéré à cette adresse. »

1. Le principe du partage égal entre les enfants était déjà proclamé par le décret du 8 avril 1791.

donc jeté une tache bien juste sur le célibataire ; mais les puînés sont souvent réduits au célibat. Les puînés ne regrettent pas qu'on ait frappé le clergé d'une réforme, mais enfin par là on leur a ôté une compensation que les aînés leur offraient jadis. Puis on invoque la sagesse de l'Assemblée ; le despotisme divisait pour régner, donc jetait la division entre les aînés et les puînés. « L'inégalité nous a façonnés pour porter des fers. » Il importe d'abolir des distinctions qui forment des citoyens flétris, dégradés, dangereux ; le rapport des puînés aux aînés est au moins de 5 à 1. « Vous avez promis à la France un mode définitif et uniforme pour les successions. » L'égalité la plus parfaite des partages est nécessaire au succès de la Constitution. « Vous ne vous êtes pas épouvantés des vastes débris qui vous entourent. Ils font votre gloire... Ne redoutez donc pas d'abattre encore cette branche féconde de nos erreurs et de nos maux ! » Les pétitionnaires demandent qu'on ne permette de donner et de tester que lorsqu'il n'y a pas d'enfant pour hériter mais de simples collatéraux ; et encore ils regrettent cette concession. Il faut que les héritages répartissent la richesse autant que possible, « de même que l'agriculteur intelligent répand avec égalité des engrais qui, entassés, corrompraient l'air et nuiraient aux fruits qu'il voudrait faire naître ». Pour la même raison il faut rétablir

l'adoption, qui divise les fortunes, qui imite d'ailleurs la nature et est plus judicieuse qu'elle. Ce serait un encouragement pour les familles pauvres, une consolation pour les riches qui feraient du bien aux enfants naturels, aux enfants pauvres ¹. L'adoption donnera la vie à des talents qui sans elle resteraient enfouis. Elle créera une foule de citoyens utiles. L'adoption a disparu en même temps que s'établissait la féodalité ; chez tous les peuples de mœurs pures, l'adoption est facile. L'adoption même des enfants trouvés serait bien plus aisée à établir qu'on ne se l'imagine. Ce rétablissement de l'adoption serait utile pour les puînés victimes de partages déjà faits ; car les pétitionnaires ne demandent pas d'effet rétroactif pour leur proposition. Puis ils déclament contre la puissance paternelle, « barrière recommandée autrefois aux despotes ». Ils concluent en demandant la suppression des droits d'aînesse sur les biens de roture, la suppression du droit d'avantager les aînés par testament, donation, substitution ; sur l'adoption ils proposent cet article unique : « Il sera libre à toute personne qui n'aura pas d'enfant d'en adopter. »

1. « Pour les mêmes motifs, ajoute Lanthenas, il faudrait réduire petit à petit puis supprimer les dots des filles ; la femme est assez dotée de beauté, de grâce et d'esprit ; ces qualités seules doivent la faire épouser..... »

Il apparaît dans cette adresse un nouvel argument en faveur de l'adoption : ce sera un moyen de diviser les fortunes, de se rapprocher de l'égalité idéale entre citoyens. Le moyen était-il efficace en toute occurrence ? Les pétitionnaires ne se rendaient pas compte que l'adoption, arme à deux tranchants, pourrait, si l'on ne prenait certaines mesures, servir à la concentration des biens. Ce sera même le cas normal : un homme riche, sans enfant, en adoptant un, se donnant ainsi un héritier unique, ce qui empêchera le morcellement de sa fortune entre ses héritiers légitimes.

Un autre motif, qui naturellement n'est point indiqué, mais qui se sent et subsistera d'ailleurs longtemps encore, se trouve dans le goût de l'époque pour les constructions *a priori*. Le terrain est neuf ou du moins déblayé depuis longtemps. On pourra édifier à loisir et sur les seules données de la raison.

§ II. — LA LÉGISLATIVE

L'Assemblée législative eut un comité de législation civile et criminelle, et elle invita, le 16 octobre 1791, tous les citoyens et même les étrangers à lui communiquer leurs idées sur le futur code civil.

Le 9 janvier 1792, Delivet de Saint-Mars¹, député de l'Eure, adressait au président de la Législative un *Mémoire sur l'adoption*². Son but, disait-il dans une lettre justificative, était que l'Assemblée voulût bien charger son comité de législation de lui présenter une loi sur l'adoption, lorsqu'il lui soumettrait le code des nouvelles lois civiles. Voici le texte de ce mémoire :

« Messieurs, l'Assemblée Constituante a planté sur le sol de l'Empire français l'arbre de la liberté ; c'est aux assemblées législatives à cultiver cet arbre précieux et à lui faire produire de bons fruits ; un des plus salutaires serait l'introduction des bonnes mœurs et la pratique des vertus sociales et patriotiques. Un des moyens les plus efficaces pour parvenir à ce but serait la loi de l'adoption. Les Romains, autrefois nos maîtres et encore aujourd'hui à bien des égards nos législateurs, avaient admis cette loi sage et en avaient obtenu les plus grands avantages. Qui ne sait que le grand Scipion, le vainqueur d'Annibal, était fils adoptif de Paul-Emile, que le divin Antonin était fils adoptif d'Adrien, que le vertueux Marc-Aurèle, le plus grand des humains s'il n'eût pas laissé

1. Malade dès cette époque, Delivet de Saint-Mars devait mourir bientôt après. Il fut remplacé le 24 mars 1792.

2. Archiv. nat. DIII, 366.

succéder à l'empire Commode, son indigne fils, était fils adoptif d'Antonin? De pareils exemples, qui seraient nombreux si on voulait faire une compilation historique, démontrent assez l'utilité de la loi sur l'adoption. Il ne doit être question que de la modifier de manière à la faire entrer dans le cadre de nos lois nouvelles ; et en conséquence, le décret à intervenir sur cette matière, le rapport du comité de législation entendu, doit statuer que dans aucun cas le roi de France ni aucun prince français ne pourra faire usage de la loi de l'adoption, attendu que l'hérédité au trône est définitivement fixée par la Constitution ; ainsi l'exception ou plutôt l'interdiction d'user de la loi de l'adoption doit être formellement prononcée à l'égard de la dynastie régnante. Mais il sera libre à tous les citoyens français d'en faire usage en remplissant les formalités que la loi déterminera et pourvu que des conventions précédentes et consenties avant l'acte d'adoption ne s'y opposent point.

« Pour se faire une idée de l'importance de cette loi, il faut jeter un regard attentif sur cette foule innombrable de célibataires qui vivent dans une dissolution scandaleuse, meurent tout entiers et ne laissent aucune trace de leur existence ni de leur fortune (*sic*) ; sur cette multitude non moins considérable d'époux qui, n'ayant point d'enfants, ou vivent à la manière des célibataires, ou laissent passer leurs héri-

tages à des collatéraux qui leur sont inconnus ; que d'un autre côté on contemple cette quantité prodigieuse d'enfants et de jeunes citoyens sans ressources, sans débouchés, sans espoir, quels que soient leurs talents et leurs vertus, de sortir du cruel abandon où les met un funeste concours de malheureuses circonstances ; ces infortunés, pressés par le désespoir et l'impérieuse loi de la nécessité, s'égareront souvent et deviennent le fléau d'une société dont ils auraient pu être l'honneur et l'appui.

« A présent que des titres imaginaires et métaphysiques ont, comme des feux-follets, disparu à l'éclat du flambeau de la liberté, ne serait-ce pas un titre inestimable et pour l'enfant et pour le père adoptif que l'acte même de l'adoption ? pour l'enfant, parce qu'il aurait obtenu librement le prix de sa vertu ; pour le père, parce qu'avec son nom il transmettrait à son fils adoptif l'obligation de rendre ce nom respectable, en représentant dignement celui qui l'en aurait honoré ? Peut-il être pour les hommes un plus puissant attrait à la vertu que la loi de l'adoption ? D'un côté le désir d'obtenir ce prix honorable, de l'autre la gloire de le donner, produiront des effets salutaires que l'on ne peut calculer ; cette loi, celle du divorce, avec des restrictions convenables, celle du mariage des prêtres, contribueront infiniment à la restauration des mœurs par la génération

existante, et l'éducation nationale y mettra le complément pour les générations futures.

« Il est impossible de présenter sur cette matière un projet isolé de décret, parce qu'il faudrait connaître l'ensemble des nouvelles lois civiles qui seront soumises à la sagesse de l'Assemblée nationale. Je demande donc qu'il plaise à l'Assemblée de charger son comité de législation de lui présenter, avec le nouveau code de lois civiles qu'il doit préparer, une loi sur l'adoption¹. »

Le vœu de Delivet ne devait pas tarder à être exaucé. Quelques jours plus tard, le 18 janvier 1792, le député Rougier Labergerie proposa la motion suivante : « Tous les peuples libres ont eu des lois sur l'adoption. Nous devons donc au moins nous occuper à examiner si elles peuvent se concilier avec nos mœurs ; je demande que le comité de législation comprenne l'adoption dans son plan général des lois civiles. » La proposition fut adoptée (Décret du 18 janvier 1792).

C'était là une simple décision de principe. Quelques mois après, Bernard d'Héry, député de l'Yonne, dans un *Rapport présenté à l'Assemblée nationale sur l'organisation générale des secours publics et sur la*

1. Le mémoire fut renvoyé à la section systématique.

*destruction de la mendicité*¹, écrivait : « Il faudra voir s'il ne serait pas à propos de voter une loi qui, unissant les hommes par le plus fort de tous les liens, répare à leur égard l'abandonnement de la nature et qui, fécondant par une fiction heureuse un mariage stérile, assure des enfants à ceux à qui il n'a pas été donné d'en obtenir, et des parents aux enfants que la misère et la honte ont privés des leurs. » B. d'Héry avoue qu'il y a lieu de réfléchir, il énumère les inconvénients possibles. Faut-il permettre l'adoption uniquement à ceux qui manquent d'enfants ? au cas contraire, n'est-ce pas introduire la division dans les familles que de mettre des étrangers à côté des enfants du sang ? Mais on peut combiner de façon à prévenir les inconvénients. Le rapporteur laisse voir qu'il souhaite l'adoption, tout en évitant, je crois par coquetterie d'élégance, d'en prononcer le nom.

Jusqu'ici tous nos orateurs, tous nos écrivains, tous nos pétitionnaires ont demandé qu'on « pût » adopter. Mais voici qui est plus grave, et nous allons voir un essai de contrainte. Dans la séance du 25 juin 1792, Oudot, après avoir prononcé un discours dans lequel il préconisait la reconnaissance par le législateur des « mariages privés », ajouta :

1. Le 13 juin 1792, an 4^e de la liberté.

« Les lois relatives au mariage et à la naissance des citoyens doivent avoir trois objets : favoriser la population qui est la force et la richesse des empires, assurer la protection aux nouveaux-nés, et faire respecter, chérir et observer les devoirs de la paternité. Vous atteindrez à ce triple but en donnant une grande latitude à la liberté des mariages, en contraignant chaque citoyen aisé à contracter un mariage légal ou privé ou à se déclarer père naturel ou protecteur adoptif d'un enfant. Privez de toute succession collatérale tous ceux et toutes celles qui auront passé 30 ans sans avoir contracté un mariage suivant la loi, ou qui n'auront pas reconnu ou adopté un enfant dont ils auront soin, qu'ils élèveront, et à qui passera de droit une partie de leurs biens après eux. Etablissez l'adoption comme un devoir sacré, indispensable pour tout citoyen qui n'aura pas d'enfant. »

L'idée de pousser au mariage au moyen du spectre de l'adoption était chimérique, comme d'ailleurs presque tous les systèmes proposés jusqu'à ce jour à cet effet. Restait « la vaste carrière de secours pour les enfants pauvres », qui hantait alors les imaginations et que nous retrouverons bien souvent encore.

Le 30 août 1792, sur la demande d'un de ses membres, l'Assemblée législative, faisant un pas de

plus, décrète que son comité de législation lui présentera un projet de loi sur l'adoption.

Le 20 septembre, c'est-à-dire à la veille de se séparer, les députés décident l'impression du rapport de Gohier sur la puissance paternelle et l'adoption¹.

C'est à cette époque que je note les premières adoptions opérées en France, bien que ni les conditions ni les formes ni les effets de ces actes n'eussent été réglés. Un procès-verbal d'une séance tenue le 6 septembre par la *Société des amis de la liberté et de l'égalité* d'Orléans rappelle les services importants rendus par les sieurs Léonard Bourdon et Dubail, commissaires nationaux, et demande qu'ils soient proposés comme candidats à l'Assemblée électorale siégeant à Beaugency, avec l'offre de Bourdon d'adopter deux pauvres enfants de la ville, offre acceptée avec enthousiasme².

1. Ce rapport ne se trouve point à la Bibl. nat., et je ne l'ai vu nulle part ailleurs.

2. Archiv. nat. B¹20. Extrait du procès-verbal des séances de la *Société des amis de la liberté et de l'égalité* : « Six et sept septembre 1792, l'an 4^e de la liberté et le 1^{er} de l'égalité.

« M. Léonard Bourdon président par invitation de la Société, un membre a rappelé les services importants que MM. Léonard Bourdon et Dubail commissaires nationaux avaient rendus au département du Loiret, le courage et la fraternité avec lesquels ils avaient réclamé l'obéissance et le respect dûs à la Loi, et

avaient empêché le sang des citoyens de couler ; il a observé que M. Léonard Bourdon, électeur de 89, l'un des vainqueurs de la Bastille, honoré perpétuellement de la confiance de ses concitoyens, avait manifesté les connaissances les plus approfondies tant sur les subsistances que sur l'éducation nationale, que le patriotisme, l'amour pour la liberté et pour l'égalité qu'il avait déployés, ainsi que son collègue, les rendraient dignes de l'honneur de représenter la nation ; qu'il proposait en conséquence que tous les citoyens d'Orléans envoyassent sur le champ à Beaugency où réside l'assemblée électorale une députation pour lui présenter ces deux citoyens comme candidats. Cette motion, après avoir été discutée, a été adoptée à l'unanimité et les deux commissaires nommés pour remplir cette mission seront mis en route sur le champ.

« M. Léonard Bourdon, après avoir exprimé à la Société toute sa sensibilité, a présenté quelques idées sur l'adoption, loi dont il a fait sentir la nécessité pour l'encouragement des bonnes mœurs et sur le champ a fait offre d'adopter deux pauvres enfans de la ville, au choix de la société, en reconnaissance des témoignages d'estime et d'amitié qu'il avait reçus de tous les citoyens, et de les réunir aux orphelins de la Bastille, dans la société des jeunes français, au cy-devant prieuré de S^t Martin des Champs.

« Cette offre a été agréée avec enthousiasme, et sur le champ on a présenté deux Jeunes Enfans intéressans par leur position, l'assiduité avec laquelle ils suivaient les séances de la Société, et les talens qu'ils annonçaient ; ils ont réuni unanimement les suffrages ; l'un est l'enfant du frère Bataille portier de la Société et père de six Enfans, l'autre fils de la veuve Seuvrier, chargée de quatre enfans.

« Et le lendemain les députés envoyés à Beaugency étant de retour, ont rapporté à la Société que malheureusement elle avait exprimé trop tardivement son vœu à l'égard de MM. Bourdon et Dubail puisque les Elections finissaient au moment de leur arrivée.

« Sur quoi un membre a demandé qu'au moins les noms de ces deux bons citoyens fussent inscrits en gros caractères sur la

tribune et qu'ils fussent ainsi exposés à la reconnaissance publique; M. Léonard Bourdon a demandé l'ordre du jour en observant que les hommes libres n'élevoient de pareils monumens qu'à des hommes qui avaient vécu.

« L'assemblée en passant à l'ordre du jour motivé a arrêté qu'extrait de son procès-verbal serait envoyé à nos frères de la Société de Paris, au Corps Electoral de cette ville et un à chacun de MM. Léonard Bourdon et Dubail.

« Délivré pour expédition,

« *Signature illisible* : Secrétaire. »

Ce Bourdon avait été envoyé à Saumur pour y conduire des prisonniers du 10 août; il les mena à Versailles, où ils furent massacrés.

CHAPITRE III

LA CONVENTION NATIONALE

La Convention nationale, comme l'assemblée qui l'avait précédée, eut son comité de législation¹, chargé de préparer ce code civil auquel ni la Constituante ni la Législative n'avaient eu le loisir de travailler. La 2^e section de ce comité devait s'occuper, entre autres choses, de l'adoption.

Le violent désir de diviser autant que possible les fortunes sévissait plus que jamais². Il allait bientôt

1. Décrété le 2 octobre 1792 et constitué le 14 du même mois.

2. Voici dans ce sens, et contemporain de la loi de Nivôse, un projet de décrets adressé par un de ses amis au conventionnel Carnot et recommandé par ce dernier à son collègue Couthon :

I. 1^o Nul célibataire qui jouira de 6000 livres de revenu ne pourra sous quelque prétexte que ce soit recevoir à titre de donation ou de legs aucun meuble ou immeuble ayant plus de 3000 livres de valeur. Ce qui excédera ladite somme appartiendra aux héritiers naturels soit en ligne directe soit en ligne collatérale qui seront aptes à hériter. 2^o Nul homme marié ou veuf avec enfants qui jouira de 6.000 livres de revenu ne pourra non

conduire à l'assimilation complète, au point de vue successoral, entre les enfants naturels et les enfants

plus recevoir à titre de don aucun meuble ou immeuble dont la valeur s'élèverait au-delà d'une somme de 3000 livres, pour chacun des enfans qu'il aura. 3^o Nul homme marié, sans enfant, qui jouira de 6.000 livres de revenu ne pourra non plus recevoir à titre de don aucun meuble ou immeuble dont la valeur s'élèverait au delà d'une somme de 3000 livres.

Vous sentés, mon cher Carnot, qu'avec ces trois articles, je parviendrai bientôt à diviser les fortunes, et véritablement ce doit être là votre grandissime projet ; parce que en divisant vous améliorés le sort de l'État et celui des individus, et ce qui vaut mieux que tout cela, vous détruisés le luxe.

II. Nul citoyen qui jouira de 6000 livres de revenu ne pourra en se mariant recevoir une dot dont la valeur s'élève au-dessus de 3000 liv. L'excédent de la dot sera dès l'instant du mariage une hérédité pour les parents aptes à hériter, et cependant ils n'en seront que les usufruitiers pendant la vie de la femme, afin qu'elle puisse, dans le cas de divorce, rentrer dans tous ses droits mais sans avoir droit aux fruits échus.

Vous sentés, mon cher Carnot, qu'avec ce bout de décret bien simple et bien juste, je trouve le moyen d'empêcher les accumulations de fortunes et je réduis sans effort les gens riches à ne consulter que leur goût. Les filles des citoyens peu riches m'élèveroient un autel ; je n'en veux pas, je veux rester sous le boisseau : vous, mon ami, produisés cette idée, je la crois bonne, très bonne et très révolutionnaire.

III. Nul citoyen qui possédera un ou plusieurs immeubles dont la valeur excédera 140.000 livres ne pourra acquérir que des biens nationaux ou d'émigrés, des marais, des landes ou des terres en friche depuis 20 ans ; il lui sera encore permis d'acheter des intérêts sur le grand livre de l'État.

Celui qui aura acquis des marais, landes ou terres en friche

légitimes; on conçoit donc que l'adoption, considérée à tort ou à raison comme un instrument de division, ait été dès lors à l'ordre du jour. On renonce aussi moins que jamais à lutter contre le célibat, et tous les moyens sont bons.

Le sieur Henry, électeur du district de Montmédy, adresse au comité de législation une requête urgente ¹. Il dit que la puissance, la richesse, l'indépendance et la gloire d'une nation dépendent du nombre de ses citoyens. Chaque citoyen doit se sacrifier au bien public; le célibataire libre et volontaire est « l'assassin de sa postérité »; d'ailleurs l'émigration et l'exécution des rebelles ont diminué la population. En conséquence, le requérant propose un décret : « Tout célibataire et veuf sans enfant qui ne se trouve pas engagé au service actif ou dans les ambulances de la République, de quelque état et profession qu'il soit ², depuis l'âge de 35 ans accomplis jusqu'à celui de 55 ans inclusivement, au 1^{er} fructidor prochain, adoptera l'enfant de 3 ans que sa municipalité lui désignera dans le nombre des orphe-

depuis 20 ans en sera dépossédé, si dans l'espace de 10 ans il n'a pas travaillé à leur entier défrichement ou s'il n'a pas fait de travaux pour leur dessèchement. (Sans signature, Arch. nat. DIII, 321.)

1. Arch. nat., DIII, 361.

2. Ceci vise sans doute les membres du clergé.

lins les plus pauvres de la commune. Il en fera la reconnaissance le décadi suivant dans le registre des délibérations de la municipalité, signée d'elle. Il sera déchu de sa qualité de citoyen, privé de ses parts et affouages communaux, et sa cote de cotisation sera doublée à la décharge des citoyens du lieu¹. »

A la même époque, c'est-à-dire au début de la Convention, je trouve un premier acte formel d'adoption, adoption avant la lettre, bien entendu, puisque le législateur s'est borné à en promettre la réglementation :

Section du Faux-bourg Montmartre

Extrait d'un certificat délivré, ensemble une Déclaration, reçue par le Comité permanent, et de l'arrêté de l'Assemblée générale qui en a été la suite :

« Nous membres du Comité de la Section du faux-bourg Montmartre soussignés, certifions que M. Gerbauld boulanger, rue du faux-bourg Montmartre, ayant perdu la vie au château des Thuilleries dans l'affaire du 10 août dernier, en combattant pour la deffense de la Liberté et de l'Égalité, a laissé trois enfans en bas âge, et dans un état de médiocrité fait pour être pris en considération.

Certifions que cejourd'hui, la Dame veuve Gerbauld s'est pré-

1. En revanche, dans le *Projet de Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* par Dessein Farjeux, qui porte en marge à l'encre : « renvoyé au comité de la constitution, séance du 8 avril 1793 », le célibataire est simplement puni par le doublement des impôts. On ne le contraint pas à adopter.

sentée en notre Comité permanent à l'effet d'y faire déclaration des vues humaines et patriotiques des S. et Dame Rouvrol, employés à la marée, demeurant rue Neuve-Saint-Eustache, qui n'ayant point d'enfans, ont bien voulu adopter le nommé Gérôme Gerbauld âgé de neuf ans, fils du dit défunt S. Gerbauld et de la Dame Gerbauld ici présente.

« La ditte Dame Rouvrol présente a fait Déclaration au Comité de n'avoir aucun parent ni enfant, et sans espoir d'en avoir, de lui donner l'éducation que ses moyens pourront lui permettre, et de le constituer son héritier par tel acte devant notaire qui sera jugé nécessaire. En foi de quoi, après lecture de sa déclaration et de celle de Madame Gerbauld, elles ont signé devant nous au comité permanent ce quinze septembre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an quatrième de la liberté et de l'égalité le premier. Signé. f. Rouvrol, veuve Gerbauld, le Gry Commissaire, Godefiers commissaire, Francastel Pierre commissaire, Massonnier, commissaire, Preste, président d'âge et Degapasia, secrétaire greffier.

« Et ledit jour à cinq heures de relevée le S. Rouvrol sus-énoncé est comparu au comité permanent à l'effet de déclarer que c'est avec son agrément et d'un commun accord avec la dame son épouse, qu'elle a fait la déclaration d'adoption du nommé Gérôme Gerbauld, fils mineur, âgé de neuf ans, sus-énoncé; qu'il confirmoit pour tout ce qui le concerne comme chef de la communauté de biens avec la Dame son épouse toutes les promesses et obligations contractées d'autre part au nom de ladite communauté par ladite dame son épouse, comme ayant été chargée d'exprimer leurs intentions communes, qu'il vient confirmer dans ce moment, et pour toute authenticité il a signé avec nous, les jour et an que dessus. Signé Joseph Rouvrol, Le Camus, commissaire, Humet commissaire, Mezière commissaire, Francastel Pierre commissaire, Vassaux père, Pépin Dégrouhette, Landrin, commissaire, Le Gry commissaire, Peyron, commissaire, Preste commissaire, Le Chevalier, président et De Gapasia secrétaire.

Le certificat et Déclaration d'adoption de Gérôme Gerbauld par

les S. et Dame Rouvrol ayant été communiqué à l'assemblée générale du même jour, il a été arrêté qu'invitation leur serait faite de paroître en l'assemblée générale du Dix-neuf du courant pour y recevoir une couronne civique des mains de M. le Président. Signé Le Chevalier Président, De Gapani secrétaire.

« Lecture faite du procès-verbal dressé par ladite section le quinze du présent mois à l'occasion de la soumission expresse faite par écrit par les S. et Dame Rouvrol, employés à la marée, de constituer pour leur héritier le nommé Gérôme Gerbault fils du feu S. Gerbault tué dans la journée du dix août dernier. M. le Président, d'après le v eu unanime de l'Assemblée a mis sur la tête des S. et Dame Rouvrol une couronne civique en reconnaissance de l'acte de vertu et de bienfaisance qu'ils exercent en faveur du fils Gerbault âgé de neuf ans. M. le Président a prononcé un discours que l'Assemblée a fort applaudi, cette scène s'est passée avec beaucoup d'entousiasme et des applaudissemens réitérés ; mention honorable, l'envoi du procès-verbal à l'Assemblée nationale sauf rédaction ; invitation aux journalistes patriotes d'en propager la publicité. M. Bolard, artiste s'est proposé de pourvoir au monument que l'assemblée a décidé d'être élevé dans son  glise pour conserver le souvenir de cet acte de vertu, de civisme et de bienfaisance¹. Signé : Cordier commandant en chef, Desauettes, le Chevalier, juge de paix, président, Château Labruyère, Deroire, Potard, Bergue, Bas, Daniel, Erouard, Maugin, Le Camus, commissaire, Fleurant commissaire, Dubois, Le Blanc, Le Camus commissaire, Bois-saulier.

« L'an mil sept cent quatre-vingt-douze, quatrième de la liberté, premier de l'égalité, et le vingtième jour de Septembre, sept heures de relevée. MM. les citoyens de la Section du faubourg Montmartre réunis en assemblée permanente et primaire

1. La collection de médailles révolutionnaires du Musée Carnavalet ne renferme aucune pièce qui ait trait à l'adoption.

au lieu accoutumé de ses séances, M. le Président a ouvert celle du jour par la demande à l'assemblée de la nomination des commissaires destinés à porter à l'assemblée nationale, ainsi que cela avait été arrêté le jour d'hier, les divers arrêtés relatifs à l'acte de bienfaisance et de civisme des S. et dame Rouvrol envers l'enfant du feu S. Gerbault canonier péri pour la défense de la Patrie dans la journée du dix août dernier et l'assemblée a nommé à cet effet, ainsi qu'il appert par la note annexée à la minute du procès-verbal MM. Moelle, Le Barbico, Bergues et Bolard, lesquels seront chargés de présenter à l'assemblée nationale les pièces relatives à la générosité patriotique des sieur et dame Rouvrol signés Bergue, Presle commissaire, Cohendot, Daniel, Fleurant, Bas, Dufour, et Le Chevalier, présidant l'assemblée primaire.

« Pour copie collationnée conforme :

« DEGAPANI, secrétaire greffier^{1 2}. »

Cependant les pétitions et les projets se succèdent.

Le 2 décembre 1792, c'est un nommé Henry, enfant de dix ans, qui fait un don de 48 livres en or et demande l'établissement de l'adoption. On renvoie aux comités de Constitution et de Législation réunis³.

1. Archiv. nat. C. 233, n° 190.

2. Cet acte se rapprocherait plutôt aujourd'hui de ce qu'on appelle la tutelle officieuse que de l'adoption, étant donné l'âge du jeune Gerbault. Comme le tuteur officieux, la requérante prend l'enfant à sa charge, s'engage à le nourrir, l'entretenir et l'élever à ses frais. D'autre part les conditions d'âge, d'absence d'enfant, de consentement du conjoint semblent remplies.

3. Procès-verbal de la séance du soir à la Convention 2 dé-

Le 24 décembre suivant, le conventionnel Jean Debry présente cinq projets dont un sur le rétablissement de l'adoption. « La Convention nationale rétablit le droit d'adoption ; il ne pourra s'exercer que de l'homme aisé à l'indigent payant moins de trois journées de travail¹. »

Enfin, le 7 mars 1793, la Convention, après avoir décrété que la faculté de disposer de ses biens soit à cause de mort soit entre vifs est abolie, que tous les descendants ont un droit égal au partage des biens des ascendants, charge son comité de législation de lui présenter un projet de loi sur les enfants appelés naturels et sur l'adoption.

Ce fut Lanjuinais qui présenta le premier rapport² sur la question dans la séance du 9 avril 1793, au nom du comité des six établi pour analyser les projets de constitution. Voici ce qu'il propose : L'adoption n'est permise qu'à ceux qui, étant mariés, après dix ans de mariage n'ont pas d'enfants, est interdite à un célibataire au-dessous de 35 ans et au-dessus de 70, est interdite à un homme qui a des enfants. Un mari peut adopter un garçon sans que sa femme puisse

cembre 1792, au tome IV des Procès-verbaux de la Convention.

1. *Moniteur* du 26 décembre 1792.

2. Imprimé par ordre de la Convention.

s'y opposer ; la femme peut en faire autant pour une fille ; les époux d'accord peuvent adopter qui bon leur semblera. L'enfant adopté doit être français, au-dessous de la puberté et pris dans les citoyens compris dans le rôle des pauvres contribuables. La patrie adopte tous les orphelins pauvres, mais un particulier peut se les approprier par l'adoption. L'enfant qui a père et mère ne peut être adopté que de leur consentement ; à leur défaut, il faut le consentement de quatre parents ou d'une assemblée¹ présidée par le juge de paix. L'enfant peut réclamer contre l'adoption dans les six mois de sa majorité ; après quoi l'adoption est irrévocable. L'adoption se fera devant les officiers municipaux et quatre témoins, sans publications. L'adopté sera dès lors comme un enfant légitime ; il ne lui restera que le nom de son père naturel qui précédera celui de son père adoptif. La survenance d'enfant ne changera rien. On peut adopter plusieurs enfants. L'enfant adopté n'a plus rien à prétendre dans la succession de ses parents naturels ; si toutefois ceux-ci meurent sans enfant, il partage leurs biens avec les enfants de son père adoptif nés après l'adoption, de même qu'il partage avec eux les biens de son père adop-

1. Souvenir sans doute de la législation romaine et qui devait plus tard séduire encore Bonaparte au Conseil d'État.

tif. L'adopté est soumis à l'autorité paternelle de l'adoptant.

Toutes ces mesures tendaient à rendre l'adoption facile. Sans doute on ne permettait pas encore à l'homme marié qui a des enfants d'adopter ; mais en l'y autorisant au bout de dix années seulement de mariage sans postérité, on montrait que la perspective du contact des enfants adoptifs et des enfants légitimes n'effrayait pas. Sans doute aussi l'enfant adoptif n'a plus rien à prétendre dans la succession de ses parents naturels, mais comme il a dû être choisi parmi les citoyens compris dans le rôle des pauvres contribuables, la perte sera généralement minime.

De fait, la pratique de l'adoption se répand. Les magistrats sont naturellement très embarrassés, et le 1^{er} juin 1793, sur pétition du juge de paix de la section de Molière-et-la-Fontaine, la Convention décrète que son comité de Législation lui fera, le mardi suivant, un rapport sur le droit d'adoption !¹. Ce fut Azéma qui le rédigea². Son projet différait peu de celui de Lanjuinais. Cependant il permettait l'a-

1. Celui de Lanjuinais n'avait pas été discuté.

2. Nous donnons de larges extraits de ce rapport dans l'appendice. On pourra remarquer dans le commentaire d'Azéma sur l'article 2 la même idée que devait plus tard exposer Bonaparte au Conseil d'État et presque dans les mêmes termes.

doption au simple majeur. Il autorisait aussi l'adoption du majeur, pourvu qu'il y eût entre lui et son bienfaiteur une différence de 15 années. Il doit, bien entendu, être un enfant de famille pauvre, « de manœuvriers, artisans ou autres de la classe indigente ». L'adoption est toujours un moyen « de répandre sur les pauvres les biens des riches qui n'ont point d'enfants et qui voudraient en avoir »¹.

Le rapport d'Azéma fut bien présenté à l'Assemblée au jour indiqué, mais celle-ci, après en avoir ordonné l'impression, ajourna la discussion au samedi suivant. Or ce samedi il n'en est même plus parlé. Cependant l'art. 4 de la Constitution du 24 juin 1793 proclamait le principe de l'adoption. « Tout homme qui adopte un enfant est admis à l'exercice des droits de citoyen français »². »

Le 25 juin, un membre impatient³ demande la parole pour faire un nouveau rapport sur la loi d'adoption. Mais on décide de renvoyer la discussion au jour où le Comité présentera un travail sur les successions.

Enfin, le 18 juillet 1793, un député demande

1. Arch. nat. ADXVIII, c. t. 325.

2. Voir le recueil général des lois, décrets, ordonnances, de juin 1789 à août 1830, tome IV, p. 263.

3. Qu'on ne nomme même pas.

encore la parole pour proposer la loi de l'adoption. On décrète qu'il sera entendu le lendemain, et le lendemain le discours n'est pas prononcé (*Procès-verbaux de la Convention nationale*).

Quelques jours auparavant, au comité de Législation, Durand Maillane avait lu son *Plan de code civil et uniforme pour toute la République française*. Un titre y était consacré par lui à l'adoption, dans lequel il reproduisait presque mot pour mot le rapport de Lanjuinais¹. Il faisait suivre les articles d'une explication de son projet. Il a eu en vue, dit-il, les deux buts que l'adoption se propose dans notre gouvernement républicain : 1^o faire le bonheur d'un enfant destiné par sa naissance à la misère, 2^o consoler les époux de leur stérilité. Il n'a permis l'adoption qu'à des époux qui n'avaient plus espoir de postérité, la refuse au célibataire au-dessous de 35 ans, pour ne pas lui accorder la récompense d'un célibat dont il est comptable envers la société. Il la refuse au septuagénaire, parce qu'il n'est plus en état de suivre l'éducation d'un jeune pupille. Il la refuse aussi aux personnes mariées qui ont des enfants, parce qu'elles ont assez affaire à les élever, parce que l'adoption de leur part serait une sorte

1. A tel point que je me demande s'il n'en serait pas plutôt l'auteur.

d'exhérédation, et que l'exhérédation est entièrement contraire à l'esprit des lois nouvelles : elle mettrait presque toujours la discorde entre les enfants par le sang et les adoptés. *Après dix ans de stérilité, le refus d'un conjoint d'accepter l'adoption que veut l'autre n'est qu'un caprice*¹, d'autant que l'adoption telle que nous l'établissons n'est, par elle-même et par ses effets, qu'une bonne œuvre. Mais pour la bienséance et pour le bien-être de l'enfant adopté, la loi dans le cas d'adoption voulue seulement par un des conjoints doit ne l'autoriser que dans le rapport des deux sexes. C'est principalement par le grand bien que notre Révolution fait aux pauvres, qu'elle sera toujours recommandable et se soutiendra contre tous les efforts des riches. Donc on adoptera des pauvres. Il faut laisser aux parents naturels le droit de ne pas donner leur enfant en adoption, à l'adopté le droit de renoncer à l'adoption...²

Cependant le projet d'Azéma toujours en suspens devant la Convention était loin de satisfaire les députés, et c'est à cette époque que Berlier présenta ses *Idées offertes à la méditation de ses collègues*³. « La

1. Notez que Durand Maillane n'était pas un jacobin.

2. 8 juillet 1793. Archiv. nat. ADII, 51.

3. Imprimé par ordre de la Convention. Berlier était député de la Côte-d'Or.

loi d'adoption, dit-il, est depuis longtemps attendue comme un bienfait. » Berlier veut qu'on vise la division des grandes fortunes et « l'ordre moral »¹. Suit un projet nouveau.

Chapitre I^{er}. Du droit d'adopter. — Il le réclame pour tout majeur des deux sexes, jouissant de ses droits civils. On dira que la simple majorité ne suffit pas ; Berlier ne voit qu'un motif plausible en faveur de cette objection, savoir qu'on ne peut permettre la fiction de paternité qu'à celui qui ne peut plus avoir d'enfants véritables. Il répond 1^o que mieux vaudrait une population un peu moindre avec un peu d'aisance qu'une « monstrueuse population » avec un mélange de pauvreté et d'opulence ; 2^o et surtout qu'il ne faut pas redouter qu'un homme aime mieux adopter des enfants qu'en procréer. Il veut pour les individus infirmes les consolations de l'adoption. Il faut que l'adoption soit commune aux époux ou que l'adoption faite par l'un ait reçu le consentement de l'autre. On opposera bien plus de résistance à Berlier quand il va demander qu'on puisse adopter, même si l'on a déjà des enfants. « Quoi ! me dira-t-on, n'est-ce pas blesser les droits sacrés de la nature ? » Mais le père doit avant tout à ses enfants l'éducation. « Quand il a rempli ce

1. ?

devoir, sa dette est déjà en grande partie acquittée. » S'il a une grosse fortune, il ne la doit pas tout entière à son fils. « Je demande si les lois qui laissent aux pères de famille tant d'occasion de se jouer de leur fortune, ne deviendront répressives que lorsqu'il s'agira d'en diriger l'emploi vers le bien public. » Tous les moyens qui peuvent établir plus d'égalité entre les hommes doivent agréer au législateur, car c'est la grande famille qui doit l'occuper. « Que les biens du père passent en entier à son enfant quand il n'en a pas disposé autrement, la Société qui rigoureusement eût pu se ressaisir du superflu, le permet et lui laisse tout, parce qu'elle craindrait par cette appropriation d'affaiblir l'industrie humaine qui est son principal appui et dont l'activité se fonde souvent sur la génération future » ; mais qu'un riche adopte le fils d'un voisin pauvre, la société ne peut que l'y inviter. N'a-t-on pas vu sous l'ancien régime les pères réduire plusieurs de leurs enfants à une légitime, loi barbare envers les individus, fatale envers la société ? L'adoption étendue aux pères de famille ne contredira point l'interdiction de tester en ligne directe, car elle contribuera avec elle à empêcher l'accumulation de fortune sur une même tête.

Chapitre II. Des limitations à apporter au droit d'adoption. — Comme il faut qu'un père suive l'édu-

cation de ses enfants, *Berlier propose qu'on ne puisse pas en adopter plus de douze*, même y compris les enfants véritables ; toutefois, il ne demande pas que des enfants adoptés perdent ce titre par survenance d'autres enfants véritables qui feraient dépasser ce chiffre.

Chapitre III. Qui pourra être adopté? — Berlier demande qu'on ne puisse plus être adopté à partir de 16 ans. Il avoue que tel individu qui aurait adopté tel jeune homme qu'il affectionne et qui a plus de 16 ans n'en adoptera pas un autre ; mais c'est à chacun à ne pas laisser un enfant dépasser cet âge avant de l'adopter. Il faut à l'idée d'adoption attacher indissolublement celle de soins paternels. Entre l'adoptant et l'adopté, il faut l'intervalle complet d'une puberté, c'est-à-dire 14 ans.

Chapitre IV. Comment le pacte d'adoption se réglera-t-il? — Devant les officiers publics chargés de recueillir les preuves d'état ; l'acte sera passé pour l'orphelin par les collatéraux ou amis ; pour l'enfant qui a père ou mère par celui de ces deux parents qu'il a encore ; si l'enfant a ses deux parents, il faut le consentement des deux. Pour l'enfant trouvé la volonté de l'adoptant suffira.

Chapitre V. De la ratification de l'adoption par l'enfant devenu majeur. — Berlier compte sur les vertus de l'adoptant. « Tout est grand et noble dans

cette institution. » Toutefois de honteux calculs pourraient intervenir ; il faut donc que l'adopté un jour ratifie ou désavoue. « En éloignant toute présomption d'abus, ne verrez-vous jamais d'enfans qui préfèrent la chaumière où ils reçurent le jour aux superbes demeures de leurs pères adoptifs ? » Les hommes les meilleurs se trouveront dans la classe des enfans adoptifs.

Chapitre VI. Des cas de désaveu par l'enfant adoptif. — Le désaveu se fera devant les officiers qui ont reçu l'acte d'adoption et dans un délai donné (Berlier ne le fixe pas). En cas de désaveu, l'enfant doit retrouver ses droits dans sa famille primitive. « Si quelqu'un de ses droits était ouvert à son profit avant l'acte d'adoption ou qu'il fût échu depuis, mais avant la ratification, qu'il lui soit établi éventuellement un tuteur dans sa famille primitive. » Les aliments et secours fournis à l'enfant adopté ne donneront lieu à aucune répétition légale contre lui.

Chapitre VII. Du cas où l'enfant décéderait avant l'âge fixé pour la ratification ou le désaveu. — En ce cas il sera réputé mourir dans sa famille adoptive.

Chapitre VIII. Droits de l'enfant sur les biens de l'adoptant. — « Il n'est pas dans la nature et il ne peut être admis dans l'ordre social que le même enfant appartienne à plusieurs pères. » Donc l'adopté n'a

rien à réclamer dans sa famille primitive, d'autant qu'il faut diviser les fortunes. L'adoptant doit élever l'adopté ; mais il ne faut pas que l'adopté puisse recueillir tout l'héritage, toujours pour éviter la concentration des biens. Berlier veut qu'on limite son droit, mais non pas à la moitié, au tiers, au quart ou au sixième, car alors il y aurait trop d'inégalité entre l'adopté d'un homme qui a 50.000 livres de rente et l'adopté d'un homme qui n'en a que 5.000. On lui dira que cette inégalité existe entre deux enfants du sang dont les pères sont inégalement riches ; oui, répond-il, et, jusqu'à un certain point, il faut s'y soumettre ; mais dans le cas de l'adoption, il ne s'agit pas d'une opération naturelle dont les règles soient tracées par la main des siècles. Berlier propose pour l'adopté un maximum égal au capital qui produit un revenu de 100 marcs d'argent, c'est-à-dire un peu plus de 5.000 livres au taux qui existait « avant l'émission immense et momentanée de nos signes monétaires. On dira que c'est beaucoup, mais ce sont les riches qu'il faut amener à adopter ; or ils n'adopteront que s'ils peuvent laisser une grande aisance à l'adopté. Il faut souvent pour faire le bien se prêter aux faiblesses humaines, mais surtout il faut toujours les connaître... Le riche voit la misère là où d'autres pourraient voir l'aisance. » Berlier ne veut pas qu'on réclame dans la succession

un privilège pour les enfants du sang¹. « Laissons toute distinction de cette nature ; elle ne ferait qu'embarrasser le système » (*sic*).

Chapitre IX. De l'enfant par rapport à la famille du père adoptif. — L'enfant adoptif reste étranger à la famille de l'adoptant : car le lien qui l'attache à l'adoptant est fondé sur la loi et non sur la nature.

Chapitre X. Des droits que l'adoption confère à l'adoptant. — L'autorité du père naturel passe à l'adoptant. L'adoptant seul hérite de l'adopté ; ce n'est d'ailleurs là qu'un droit de retour.

1. « Sur ce point j'observe d'abord que cette distinction est marquée par les principes que je viens de déduire ; car la limitation que j'ai proposée pour les enfants adoptifs n'existe pas pour les enfants du sang. D'où il résulte que l'excédent de la part assignée, s'il s'en trouve après le partage, retourne en son intégrité aux enfants du sang.

« L'objection, si c'en est une, ne reste donc que pour le cas où le partage absorbe tout : alors effectivement je vois l'enfant adoptif de même condition que l'enfant du sang.

« Mais d'une part si l'adoption a précédé la survenance de l'enfant qui donne lieu au concours, comment la condition de l'adopté changerait-elle à tel point qu'il cessât d'avoir un droit égal au partage jusqu'à concurrence du maximum, lorsque ce partage est déjà pour lui une chance défavorable, dans le contrat public qui assuroit son état ?

« Si au contraire l'adoption a suivi, croyez-vous que l'enfant du sang soit souvent fondé à réclamer des droits qui n'eussent été sans doute ni affaiblis ni partagés, s'il eût su inspirer à son père le désir de concentrer en lui toutes ses affections ? »

Chapitre XI. Du cas où l'enfant adoptif après avoir recueilli ses droits successifs décède sans enfant. — L'héritier, si on écoutait l'impulsion de la nature, serait la famille naturelle, généralement plus pauvre ; mais la justice veut que la famille adoptive hérite de ces biens, qui sont émanés d'elle.

Chapitre XII. Des rapports purement naturels que l'adoption laisse entre l'adopté et les père et mère primitifs. — Les aliments sont dus réciproquement entre l'adopté et les parents naturels ; la nature le veut.

Ensuite viennent des observations diverses. Pour que l'adoption porte ses fruits il faut limiter le droit de tester en ligne collatérale ; autrement on n'arrivera pas à la division des grandes fortunes. — On dira que les règles de proportion sont blessées par l'établissement d'un même maximum pour toutes les fortunes ; mais le riche adoptera plus d'enfants. On reprochera à Berlier de fixer pour le nombre des enfants qu'on peut adopter un même maximum (12). Il répond que les richesses varient à l'infini dans les mains de ceux qui les possèdent. — On dira que l'adoptant pourra choisir dans sa famille un parent, au préjudice de tous les autres pour accumuler injustement ses biens sur lui, et que par conséquent il faudrait ne permettre d'adopter que des étrangers. Berlier répond que le maximum qu'il propose préserve de l'accumulation et que la loi (d'ancien régime)

qui permettait de laisser sa fortune à un seul excusera toujours celle qui est proposée. D'ailleurs l'adopté a renoncé à la fortune de ses parents naturels. Ainsi Berlier ne veut pas qu'on interdise d'adopter des parents. « Adopter les fils pauvres d'un frère, alors qu'on a deux autres frères riches, c'est faire une bonne action. »

En conséquence, Berlier propose un projet de décret :

« I. L'adoption est admise en France. Toute personne majeure des deux sexes, jouissant de ses droit, est habile à adopter.

« II. Les époux peuvent adopter en commun. L'adoption particulière faite par l'un d'eux sera également valide à son égard si l'autre y consent.

« III. La faculté d'adopter peut être exercée par ceux mêmes qui ont des enfans.

« IV. Cette faculté est limitée à 12 enfans.

« V. Dans le nombre, le père sera tenu de faire entrer ceux qui lui appartiennent par le sang.

« VI. Cependant si après l'adoption il survenait d'autres enfans, l'adoption précédemment faite serait maintenue.

« VII. Tout enfant de moins de seize ans peut être donné en adoption. Nul n'y sera reçu après cet âge.

« VIII. Il y aura un intervalle de toute la pu-

berté entre l'âge de l'enfant et l'âge de l'adoptant.

« IX. L'acte d'adoption sera reçu par les officiers publics chargés de recueillir les preuves d'état. Le père adoptant fera une déclaration formelle.

« X. Si les père et mère de l'adopté vivent encore, il faudra leur consentement fourni en personne devant l'officier public.

« XI. En cas de dissentiment, l'adoption ne pourra s'opérer.

« XII. Si l'adopté a perdu son père ou sa mère, le consentement du survivant suffit.

« XIII. S'il a perdu son père et sa mère, il pourra être donné en adoption par ses parents d'autres degrés en suite d'une délibération prise dans le sein de la famille.

« XIV. S'il n'a ni père ni mère connus, l'adoption vaudra par la seule déclaration de l'adoptant.

« XV. L'acte d'adoption est irrévocable pour l'adoptant dès qu'il est reçu par l'officier public.

« XVI. Il ne sera irrévocable de la part de l'adopté qu'après sa ratification à sa majorité.

« XVII. Soit que l'adopté ait quelques droits échus à l'époque de l'adoption, soit qu'il lui en échée depuis, il lui sera établi dans sa famille primitive un tuteur et conservateur éventuel de ses droits comme pour tout pupille ; tout partage et acte qui dans l'intervalle de l'adoption à la ratification intéresseraient

ses droits ne seront que provisoires à son égard.

« XVIII. La ratification de l'enfant adoptif aura lieu devant l'officier public dans les six premiers mois de sa majorité civile. Elle sera censée tacitement acquise — si dans ce délai l'enfant adoptif ne se représente pas pour désavouer ce titre; et dès le moment où le délai est expiré, le contrat d'adoption demeurera irrévocable de sa part.

« XIX. S'il y a désaveu dans le délai donné, l'adopté rentre dans sa famille primitive et y exercera tous les droits et actions pupillaires qui pourraient lui appartenir.

« XX. Dans ce cas de désaveu, l'adoptant n'a pas de répétition à exercer contre lui pour secours donnés.

« XXI. L'adopté mort entre l'acte d'adoption et l'âge désigné pour la ratification ou le désaveu sera réputé mort dans sa famille adoptive et hors du sein de l'autre.

« XXII. Dans l'état d'adoption parfaite, l'enfant n'appartient plus qu'au père adoptif; il sort de sa famille primitive, n'y conserve, ne lui transmet aucun droit.

« XXIII. L'adoptant a les mêmes droits et charges que le père naturel.

« XXIV. L'adopté jouit également à l'égard du père qui l'a adopté des mêmes droits que les

enfants du sang, sous la seule modification ci-après.

« XXV. La part de l'adopté dans la succession de l'adoptant ne peut dépasser un capital donnant le revenu annuel de cent marcs d'argent. Jusqu'à cette somme il sera admis à partage égal, même avec les enfants du sang.

« XXVI. L'excédant appartiendrait aux enfants du sang ou à tous autres appelés par la loi à le recueillir.

« XXVII. L'enfant adoptif reste étranger à la famille de l'adoptant dans tous ses degrés directs et collatéraux.

« XXVIII. L'adoptant peut donner son nom à l'adopté.

« XXIX. L'adopté sans enfants qui meurt avant le père adoptant a pour héritier le père adoptif dans les biens venant de celui-ci ou dans ceux que l'adopté pourrait avoir acquis.

« XXX. Les biens de l'adopté qui meurt sans enfants après l'adoptant, feront retour (sauf ce dont il aurait disposé conformément aux lois) à la famille de l'adoptant.

« XXXI. L'adoption ne laisse subsister de rapports entre l'adopté et ses père et mère naturels qu'autant qu'ils sont impérieusement commandés par la nature. En conséquence toutes actions à ce sujet demeurent restreintes aux secours alimentai-

res, qui seront dûs en cas d'indigence, et qui seront arbitrés, s'il le faut, par le juge de paix.

« XXXII. Dans le cas des articles 29 et 30 ces secours pourront être dûs soit par l'adoptant soit par sa famille.

« XXXIII. Les noms des citoyens qui auront adopté seront honorablement inscrits dans un tableau qui demeurera affiché dans le lieu principal des Conseils généraux de leurs communes.

« XXXIV. Toutes les immunités accordées par les lois présentes et à venir à ceux qui ont des enfans seront communes aux pères adoptifs ¹. »

Cette fois la Convention semblait avoir un projet selon ses goûts. Nous voilà loin de Lanjuinais, d'Azéma, de Durand-Maillane ! Le principe de la division des fortunes, qui revenait dans tous les plans antérieurs comme un *leit-motiv* wagnérien, est ici érigé à la hauteur d'un dogme. Aussi pourra-t-on, dès l'âge de 21 ans, procéder à un acte d'adoption. L'adopté n'aura rien à réclamer dans sa famille primitive. On pourra adopter, et ceci est quelque

1. « J'aurais désiré placer ici, dit Berlier, un article relatif aux enfans des Français morts au service de la patrie, mais s'ils deviennent les enfans adoptifs de la République, le mode et les effets de cette espèce d'adoption ressemblent si peu à ceux développés dans ce projet, que j'ai pensé que cet objet appelait une loi à part. »

peu monstrueux, même si l'on a des enfants ! Aucun privilège dans la succession pour les enfants du sang. « Cela embarrasserait mon système », dit Berlier. Faut-il rappeler que, quelques semaines après, par le décret du 12 brumaire an II (2 novembre 1793) sur les droits successifs des enfants naturels, la Convention mettait ces derniers sur le même pied que les enfants légitimes¹ ?

D'autre part, on s'est enfin aperçu que, si l'on n'y prenait point garde, l'adoption pourrait bien favoriser cette concentration des fortunes que l'on voulait combattre. Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, il était à craindre que beaucoup de riches n'adoptassent un enfant pour se donner un héritier unique et éviter le morcellement de leur fortune entre leurs héritiers légitimes. Aussi Berlier décide-t-il que la part de l'adopté dans la succession de l'adoptant ne pourra dépasser un capital

1. Le décret des 7-11 mars 1793 abolit le droit de tester en ligne directe et déclare que « tous les descendants auront un droit égal sur le partage des biens de leurs ascendants ». Un peu plus tard, les décrets du 5 brumaire et du 17 nivôse an II supprimèrent presque complètement le droit de tester, en réduisant la quotité disponible au 10^e en présence d'héritiers en ligne directe, au 6^e en présence d'héritiers collatéraux. Cette quotité ne pouvait en outre être attribuée à l'un des héritiers *ab intestat*.

L'adoption ne pouvait-elle permettre de tourner cette suppression du droit de tester ?

donnant le revenu annuel de cent marcs d'argent.

On a pu remarquer qu'il n'est plus question dans ce projet d'obliger à choisir des enfants pauvres. Oudot nous donnera bientôt le motif de cette innovation.

Enfin notons ceci. Comme Lanjuinais, comme Azéma, Berlier veut que l'on puisse adopter les enfants¹; et je crois que dans l'intérêt de l'institution, si l'on veut qu'elle fonctionne en pratique, il faut qu'il en soit ainsi. C'est à l'âge où l'homme excite le plus de pitié, c'est-à-dire dans ses premières années, qu'il a le plus de chances de rencontrer sur sa route quelqu'un qui consente à faire de lui son enfant selon la loi. Plus tard, lorsqu'il aura grandi, qu'il sera à peu près tiré d'affaires, il n'inspirera plus le même intérêt².

En somme et pour nous résumer, comme le dit M. Sagnac³, « on peut établir l'adoption sur un fondement juridique ou politique. Organisée juridiquement, l'adoption imite la nature qu'elle a pour fonction de suppléer. Organisée politiquement, l'adop-

1. Il interdit même, on l'a vu, de choisir des majeurs, afin que ceux-ci ne puissent surprendre la crédulité des vieillards et frustrer les familles.

2. N'oublions pas la note gaie du projet : « Article IV. On ne pourra adopter plus de douze enfans. »

3. *La Législat. civ. de la Révolution française*, 1898.

tion ne reçoit plus que des dispositions contraires à ce que commande la nature même de cette institution. » Berlier organise l'adoption non d'après des idées juridiques, mais suivant des idées politiques et sociales.

Peu de temps après, Oudot publiait son *Essai sur les principes de la législation des mariages privés et solennels, du divorce et de l'adoption*¹. Il y dit que l'adoption doit être instituée de manière à procurer des pères adoptifs au plus grand nombre possible d'orphelins. Il veut que l'adoptant ait au moins quinze ans de plus que l'adopté, que l'adopté soit dans l'âge où l'on a besoin de protection, de soins, d'éducation, reproche au Comité d'avoir pensé que l'adoption devait être instituée pour la consolation des personnes privées d'enfants, et d'avoir permis d'adopter un majeur. Fidèle aux idées exprimées par lui à la Législative et espérant sans doute avoir plus de chances de les faire triompher, il répète que l'adoption doit être regardée comme un devoir pour tout citoyen sans enfant. La Société est en droit de les contraindre à en adopter au moins un, sous peine d'une taxe au profit des enfants adoptifs de la République. Oudot trouve qu'en principe, le Comité a raison de vouloir qu'on n'adopte que les

1. Imprimé par ordre de la Convention.

enfants des citoyens pauvres, les orphelins et les enfants naturels, mais qu'il est à craindre que nos préjugés sur la bâtardise ne communiquent à l'adoption la défaveur qui entoure les bâtards ; d'ailleurs, distinguer les riches et les pauvres, c'est rétablir l'aristocratie. Il conclut que le projet de Berlier devrait être préféré à celui du Comité.

De fait, ce fut le Comité lui-même qui fit sien le projet de Berlier et décida de l'insérer dans le Code civil que préparait alors Cambacérès¹ ; et ce fut le même Berlier qui, au nom de la Section systématique, rédigea un *Exposé sommaire des motifs qui ont déterminé les bases que renferme le projet de Code civil sur l'adoption au titre VII du livre I^{er}*². On y trouve une nouvelle justification des articles du projet. L'auteur y insiste en particulier sur le cas des personnes qui ont déjà des enfants. « On a discuté au sein du Comité si ceux qui ont des enfants peuvent adopter. Quelques-uns ont craint de voir les droits sacrés de la nature s'affaiblir par l'institution politique. Le Comité a regardé à l'intérêt général. Or, l'adoption, quand bien même

1. On sait que la Convention avait donné au Comité l'ordre de lui présenter un projet de Code dans le délai d'un mois,... et qu'elle fut obéie.

2. Imprimé par ordre de la Convention.

elle est faite par un père de famille, n'en est pas moins un bienfait pour la société. Elle ne tend pas moins que l'adoption par un homme sans enfans à la division des fortunes¹. »

Le 9 août 1793, au nom du Comité, Cambacérès présenta son rapport sur le premier projet de Code civil. « Vous avez déjà mis, dit-il, l'adoption au nombre de nos lois. Il ne nous restait qu'à en régler l'exercice. L'adoption est tout à la fois une institution de bienfaisance et la vivante image de la nature. Le respect dû à cette double qualité a déterminé le mode que nous venons de vous soumettre. L'adoption donne plus d'étendue à la paternité, plus d'activité à l'amour filial, *elle vivifie la famille par l'émulation*; elle la répare par de nouveaux choix; et, corrigeant ainsi les erreurs de la nature, elle en acquitte la dette en agrandissant son empire. C'est le rameau étranger enté sur un tronc antique; il en ranime la sève; il embellit sa tige de nouveaux rejets; et par cette insertion heureuse il couronne l'arbre d'une nouvelle moisson de fleurs et de fruits : admirable institution que vous avez eu la gloire de renouveler, et qui se lie si naturellement à la constitution de la République puisqu'elle amène sans crise la division..... »

1. Archiv. nat. ADXVIII c., t. 325.

Suivent les dispositions de la loi. Ce sont en somme, pour le fond, celles qu'avait établies Berlier ; deux petites innovations à noter. On ne limite plus à une seule douzaine le nombre d'enfants que peut adopter un chacun..... Le maximum de la part de l'adopté dans la succession de l'adoptant n'est plus un capital donnant un revenu annuel de cent marcs d'argent, mais un capital donnant le revenu annuel de 300 quintaux de froment¹.

Le titre de l'adoption fut discuté et voté provisoirement dans les séances des 30 et 31 août 1793. La Convention refusa de suivre Berlier et Cambacérès dans leurs propositions les plus hardies, et n'admit l'adoption qu'au cas où celui qui voudrait y procéder n'aurait pas d'enfants donnés par la nature.

D'ailleurs, à deux mois de là, la Convention, ne trouvant pas son projet de code civil assez révolutionnaire, le rejeta et décida de nommer une commission de philosophes, chargés de rédiger un nouveau projet (Décret du 3 novembre 1793).

1. 24 articles sont consacrés à notre matière, presque autant que dans le Code Napoléon. On pourrait s'en étonner puisque ce premier projet de code comprenait seulement 695 articles. Mais la préface dithyrambique de Cambacérès montre le plaisir qu'on avait à légiférer sur le sujet. C'était un terrain neuf, avons-nous dit dans les premières pages de cette étude. On pouvait édifier à loisir sur les seules données de la raison.

Tout était remis en question.

Cependant les pétitions continuaient. Le 2 octobre 1793 par exemple, c'est un père de famille qui a lu « dans le code civil » que seuls les impubères pouvaient être adoptés et demande la permission d'adopter deux orphelins élevés par lui depuis leur enfance et maintenant dans l'âge de la puberté. La Convention renvoie au Comité de législation.

L'année suivante le théâtre s'en mêle et une comédie en prose *l'Adoption villageoise ou l'Écouteur aux portes*, est représentée avec succès aux théâtre de la Cité (Cité-Variétés)¹.

1. *L'adoption villageoise ou l'Écouteur aux portes*, un acte en prose par Arm. Charlemagne. Paris, Cailleau, 1794. La première représentation est du 28 floréal an II. Voici le sujet : Julienne, que la Révolution a délivrée du cloître et qui est une petite servante de Furet, ci-devant avocat, est éprise de Justin, garçon jardinier du riche jardinier Grégoire, d'autant que Justin est patriote. Il lui dit qu'il l'aime. Elle lui apprend qu'elle est une fille naturelle, qu'elle ne possède rien. Il déclare que cela ne fait rien à l'affaire. Furet essaie de traverser leur projet d'union. Justin le traite fort lestement, et traite lestement du même coup le monde du Parlement. Grégoire prend le parti des deux amoureux, déclare que « le seul enfant illégitime est l'homme méchant et sans foi », que les prêtres ne font qu'outrager et la raison et la nature, et qu'il va adopter Julienne : « Mon cœur me le conseille, dit-il, la loi m'y autorise. » Furet, qui a entendu subrepticement ces paroles, veut alors épouser Julienne. Il affecte d'aller demander conseil à Grégoire, en feignant de ne rien savoir de l'adoption projetée. Grégoire devine tout, feint à son

En vendémiaire an II, le représentant du peuple Noguères procède à une adoption par acte authentique¹.

Le XI ventôse an II, la Société populaire de Caudebec (Seine-Inférieure) notifie à la Convention qu'un de ses membres, Denis, ayant une femme et

tour d'être trompé, tout en disant, pour mortifier son interlocuteur, que les citoyens énergiques sont les enfants de la patrie, tandis que l'escroc, l'intrigant, sont les bâtards de la République. Furet va déclarer à Julienne, à Justin, que Grégoire, père adoptif de Julienne, la lui donne en mariage, à lui Furet. Mais arrive l'officier public, qui dit à Grégoire : « Je te félicite, citoyen, de l'action que tu viens de faire. » Il annonce à Julienne que dans quelques jours, à la fête de l'Être suprême, son mariage sera célébré. Il a déjà rédigé l'acte d'adoption et celui de mariage. Furet croit que c'est lui qui est inscrit sur l'acte de mariage, demande qu'on le lui lise pour voir s'il est rédigé selon les formules. L'officier public répond : « Qu'est-ce que c'est que ça, des formules ? », dit que des républicains n'en ont pas besoin, présente l'acte d'adoption à Furet qui y lit textuellement : « L'an, etc..., de la République franç. etc..., en exécution de la loi du, etc..., Grégoire, etc..., a déclaré, etc..., adopter comme sienne et légitime fille, etc..., Julienne, etc... » Il déclare que c'est fort bien rédigé. Mais par l'acte de mariage il voit que le marié est nommé Justin, prétend qu'il y a erreur de la personne. On se moque de lui et tous, même Furet, qui demande qu'on distingue en lui l'acteur et le citoyen, entonnent des couplets à la République.

Quelques mois après, un opéra fut tiré de la pièce pour le même théâtre, et la première représentation eut lieu le 6 août 1794 (19 thermidor an II).

1. Nous aurons à revenir sur elle.

pas d'enfant, a voulu en tenir un de la constitution républicaine, qu'il a choisi le plus tendre, le plus frêle, le plus nécessaire, disant : « Si cet enfant nous donne un peu plus de mal, il n'en sera un jour que plus reconnaissant. » Cette Société demande qu'on règle promptement le mode de l'adoption pour que Denis ait des imitateurs (mention honorable; insertion au bulletin et renvoi au Comité de Législation).

Entre temps le projet d'une commission de philosophes, rédigeant « des lois simples, démocratiques, accessibles à tous les citoyens », avait échoué. Cambacérès avait préparé un second projet du code civil, et le 23 fructidor an II (9 sept. 1794), au nom du Comité il donnait lecture de son rapport. » « Il a fallu, disait-il, d'abord fixer les caractères auxquels la loi reconnaît un père et un fils; et après avoir posé le principe de ce lien, quand c'est la nature qui le forme, on a dû parler de cette paternité civile que crée la bienfaisante adoption...

« Nous avons organisé l'adoption, institution morale, ressource contre la stérilité, nouvelle nature qui supplée au défaut de la première, qui sans multiplier les êtres, multiplie les familles, augmente les relations par les sentimens; bienfait de la législation qui ajoute un lien de plus à la société.

« L'adoption imite la nature. C'est une raison pour

accorder à tous les sexes le droit d'adopter, pour exiger qu'il y ait entre l'adoptant et l'enfant adoptif la distance de la puberté, pour ne pas souffrir qu'un des époux puisse adopter sans le consentement de l'autre. »

Nous avons vu que la Convention, lors du vote du premier projet, avait refusé d'autoriser l'adoption lorsqu'on avait déjà des enfants. Mais Cambacérès n'avait pas renoncé à ses idées. « L'existence des enfans, dit-il, ne nous a pas paru devoir être un obstacle à l'adoption. Pourquoi refuser à un père la satisfaction de le devenir encore ? Il pourrait multiplier sa famille en suivant l'attrait qui l'appelle à la génération ; et lorsqu'un sentiment plus délicat l'appelle à la compassion, à la bienveillance, il serait obligé de fermer son cœur ! Tout serait accordé aux sens, tout serait refusé à la vertu !

« L'adoption doit être irrévocable de la part de celui qui adopte. Il importe de mettre un frein à la légèreté, et encore plus d'enchaîner les cœurs dépravés, qui bientôt fatigués du bien voudraient faire de la vertu un remords et d'un bienfait un repentir ; mais le principe qui lie à jamais le père adoptif ne saurait être appliqué à l'enfant adopté. Il doit être libre de prendre ou de rejeter avec réflexion la qualité de fils et tous les devoirs qu'elle impose. Adopté dans un âge où sa raison n'était point formée, il doit être

admis à prononcer son vœu lorsqu'elle est parvenue à sa plénitude. »

Nous avons donné raison aux rédacteurs des précédents projets, qui, dans l'intérêt du fonctionnement pratique de l'adoption, voulaient qu'on pût choisir des mineurs. Nous donnerons tort à Cambacérès, dans ce même intérêt, lorsqu'il exige l'irrévocabilité de la part de l'adoptant. Aucune mesure n'était plus propre à effrayer les bienfaiteurs, et il était à prévoir qu'ils refuseraient presque toujours de s'engager ainsi à l'avance, sans savoir ce que serait l'enfant devenu grand.

On sait que le premier projet de code civil comprenant 695 articles avait été trouvé trop long ! Le second n'en comptait plus que 297. Aussi nul titre n'était-il consacré à notre matière. Mais au titre II du livre 1^{er} (*De la paternité et de la filiation*), les 24 articles du précédent projet avaient été fondus en six nouveaux articles que voici :

« 1^o Les majeurs de l'un et de l'autre sexe peuvent seuls adopter, soit qu'ils aient des enfants ou qu'ils n'en aient pas.

« 2^o Les époux peuvent adopter en commun ; l'un d'eux ne peut adopter en particulier sans le consentement de l'autre.

« 3^o Celui qui a atteint l'âge de quinze ans accomplis ne peut être adopté.

« 4° L'adoptant doit avoir 15 ans de plus que l'adopté.

« 5° L'adoption est irrévocable de la part de ceux qui adoptent. L'enfant adopté peut y renoncer après sa majorité.

« 6° L'enfant adoptif sort de sa famille primitive. Il demeure étranger à la famille de ceux qui l'adoptent dans tous ses degrés directs ou collatéraux. »

Le second projet ne fut discuté à la Convention nationale qu'à deux séances, le 16 frimaire et le 19 frimaire an III. Le second jour on s'arrêta au seuil de notre sujet. Mais la veille on avait voté l'article VI du titre II : l'enfant a pour père celui que le mariage désigne, ou celui qui le reconnaît dans les formes prescrites, ou celui qui l'adopte. — Le premier projet de code avait été trouvé trop long. Le second fut à juste titre accusé d'être trop court. C'était une table des matières. La Convention décida, d'abord le 9 fructidor, que sur la présentation du comité de législation une commission de sept membres serait nommée pour reviser de nouveau le code ; ensuite le 23 fructidor, elle chargea de ce soin la commission des onze, à laquelle on adjoignit Cambacérès et Merlin de Douai. Ensuite... on se sépara.

Pourtant, avant de céder la place au Directoire, la Convention avait pris, en ce qui nous concerne,

quelques mesures intéressantes. Le jour même où elle votait l'article où il est dit que l'enfant a pour père... celui qui l'adopte, le 16 frimaire an III, était promulgué le décret suivant : « La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur le référé du juge de paix de la commune de Beaune, par lequel il consulte sur la validité d'une apposition de scellés et de l'établissement d'un tuteur provoqués par lui pour la conservation des intérêts d'un enfant mineur adopté par acte authentique, considérant que l'adoption a été solennellement consacrée par la Convention nationale, que lorsqu'elle est exercée en faveur d'un individu elle lui assure un droit dans la succession de celui qui l'a adopté ; que la conservation de ce droit exige l'emploi des mesures prescrites dans tous les autres cas pour la conservation des droits des mineurs ; qu'ainsi le juge de paix n'a fait dans la circonstance qu'il cite que remplir le devoir que la loi lui prescrivait, décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer ; décrète en outre qu'à l'avenir et jusqu'à ce qu'il ait été statué par la Convention nationale sur les effets des adoptions faites antérieurement à la promulgation du Code civil, les juges de paix pourront, s'ils en sont requis par les parties intéressées, lever les scellés, pour la vente du mobilier être faite après inventaire, sur l'avis d'une assemblée de

parents, sauf le dépôt, jusqu'au règlement du droit des parties. »

En réalité l'embarras du juge de paix de Beaune se comprend très bien. A la date du 16 frimaire an III, il n'y avait plus aucun texte légal sur la matière, à part la décision de principe de la constitution de 1793, puisque la réglementation de Cambacérès, avec tout le projet de Code civil, avait été envoyée... à la refonte.

Le 3 ventôse an III, la Convention décide que dans chaque arrondissement de Paris on rédigera en double un registre pour les naissances, un pour les adoptions, un pour les mariages, un pour les divorces, un pour les décès ; un de ces registres restera aux archives de l'arrondissement, l'autre ira, dans un délai donné, aux archives du département.

Le 29 floréal an III, la Convention passe à l'ordre du jour sur les propositions d'un membre touchant les abus du divorce et de l'adoption.

Enfin, le 21 fructidor an III ¹, le représentant Beffroy requit l'assemblée de se prononcer, *in extremis*, sur certains points de droit. « Il vous appartient, dit-il au cours de sa requête, de donner aux citoyens français les moyens de se concilier entre eux sur l'effet de l'adoption authentique consommée

1. *Moniteur* du 25 fructidor an III.

entre l'époque à laquelle elle fut indéfiniment permise, et celle où la loi posa les bornes qui en restreignirent la faculté (constitution du 4 juin qui, en proclamant le principe, n'établissait aucune restriction — vote du premier projet de code civil). » Beffroy demande donc que le Comité de législation présente dans les cinq jours complémentaires de l'an III un projet sur la question suivante : « Dans quel cas l'adoption faite antérieurement aux restrictions prononcées par le Code civil doit-elle être validée et quel sera son effet relativement à l'hérédité ? »

Le projet ne fut point présenté.

Pour en finir avec l'époque conventionnelle, disons que les clubs ne semblent pas avoir discuté la question¹.

1. V. le 2^e volume de la *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution* de M. Tourneux.

CHAPITRE IV

LE DIRECTOIRE

Le 27 octobre 1795, le Directoire entrait en fonctions. Le Conseil des Cinq-Cents s'occupa bientôt du projet de Code dont ni la Constituante, ni la Législative, ni la Convention n'avaient pu venir à bout, et nomma une commission qui se mit très vite à l'œuvre. Le 24 prairial an IV, la commission avait terminé ses travaux et, dès le début de messidor, l'inévitable Cambacérès présentait son troisième projet de Code civil.

Dans le discours qu'il prononça à cette occasion, Cambacérès répéta d'abord ses vieux arguments. Mais il ajoutait ceci : « L'adoption supplée la nature ; c'est une raison pour ne pas permettre que celui qui a des enfans en adopte. » On était alors dans ce qui fut appelé depuis « la période réactionnaire de la Révolution ». Le mariage, la famille légitime, semblaient avoir subi du fait des conventionnels de rudes atteintes. Cambacérès devait avoir perdu tout

espoir de faire accepter par ses collègues une adoption qui enlevât aux enfans légitimes, au profit d'étrangers, une part du patrimoine sur laquelle ils se croyaient en droit de compter.

Le chapitre 3 du titre : « De la paternité et de la filiation », où notre matière avait son siège, comprenait 16 articles. Il différait du premier projet soumis à l'assemblée précédente, par la modification capitale que nous venons d'indiquer, l'abaissement de l'âge extrême de l'enfant à adopter fixé à 14 ans au lieu de 16, et par la diminution des droits successoraux de l'adopté¹.

1. Titre II. DE LA PATERNITÉ ET DE LA FILIATION.

Chapitre 3. *De l'adoption.*

Article 139. Les majeurs de l'un et de l'autre sexe peuvent seuls adopter.

Art. 140. Les époux peuvent adopter en commun ; l'un d'eux ne peut adopter sans le consentement de l'autre.

Art. 141. Celui qui a des enfans ne peut adopter.

Art. 142. Celui qui a 14 ans accomplis ne peut être adopté.

Art. 143. L'enfant doit avoir au moins quinze ans de plus que l'adopté.

Art. 144. L'enfant qui est sous la surveillance de son père et de sa mère, ou du survivant d'eux, ou de ses aïeux ne peut être adopté sans leur consentement.

Art. 145. Nul ne peut être adopté par plusieurs, si ce n'est par deux époux.

Art. 146. L'enfant adoptif ne peut être de nouveau adopté sans le consentement de ceux qui l'ont adopté, ainsi que de ses

Je note encore au chapitre II du titre I^{er} : Des registres de l'état civil, l'article 9 : Il y a dans chaque

père et mère naturels, ou de ses aïeux, s'il devait être sous leur surveillance.

Art. 147. L'enfant qui a perdu ses parents peut être donné en adoption par son tuteur, spécialement autorisé à cet effet par le conseil de famille.

Art. 148. L'adoption est irrévocable de la part de ceux qui adoptent. L'adopté peut y renoncer dans la 1^{re} année de sa majorité.

Art. 149. Celui qui a renoncé à l'adoption rentre dans sa famille naturelle et y reprend ses droits. Il ne peut être formé contre lui, par ses parens adoptifs aucune demande pour les secours qu'il en a reçus.

Art. 150. L'enfant adoptif sort de sa famille primitive. Il demeure étranger à celle qui l'adopte dans tous ses degrés directs et collatéraux.

Art. 151. Celui qui, jusqu'à ce jour, a recueilli des enfans abandonnés ou dont l'origine était inconnue, celui qui s'en est chargé au su de leur père et mère, peut les adopter, quoique les enfans aient accompli leur 14^e année, pourvu que la différence d'âge prescrite par la loi entre l'adopté et l'adoptant existe.

Art. 152. La disposition de l'article précédent est observée à l'égard des adoptions faites depuis le 25 janvier 1793 (vieux style) soit que l'acte en ait été reçu par les notaires ou par les officiers de l'état civil.

Art. 153. L'adoption ne détruit point l'obligation mutuelle entre les père et mère et les enfans de se fournir des alimens dans les cas déterminés par la loi.

Art. 154. L'obligation de se donner mutuellement les alimens existe entre l'adoptant et l'adopté, en la même manière qu'entre père et fils.

La portion héréditaire de l'enfant adopté est réduite dans ce

commune, pour constater l'état des citoyens, 5 registres publics, fournis par l'administration centrale du département ; et l'article 10 : On inscrit de suite sans aucun blanc... sur le 2^e registre les actes d'adoption. — Au chapitre VI : des actes relatifs à l'adoption, les articles : 40. « L'acte d'adoption contient la déclaration de l'adoptant ou des époux qui adoptent en commun, le consentement de l'autre époux, lorsque l'adoption est faite par l'un des deux, le consentement des père et mère, aïeux ou tuteur de l'enfant adopté, celui des père et mère adoptifs lorsqu'il a déjà été donné en adoption. Ces déclaration et consentemens sont exprimés en même temps, et par le même acte. » — 41 : « L'officier public donne à l'adopté le nom de la personne qui l'adopte. » — 42 : « La renonciation à l'adoption est faite devant l'officier public où (?) l'acte d'adoption a été reçu ; elle se fait par une simple déclaration, et a son effet par la notification au père adoptif. »

Voici maintenant un modèle d'acte d'adoption¹,

projet à la moitié de celle de chacun des enfants du sang lorsqu'il concourt avec eux, et le maximum égale le capital d'un revenu annuel de 1500 myriagrammes de froment. A défaut d'enfants du sang l'adoptif ne prendra que la moitié de la succession ou le maximum précité, le tout avec retour aux descendants du bienfaiteur en cas de décès sans postérité.

1. C'est le ministère de l'intérieur qui le fit rédiger.

moins plaisant sans doute que celui de *l'Adoption villageoise*, mais plus précis : « Aujourd'hui deux vendémiaire de l'an... de la République française, l'heure... avant ou après-midi ; devant moi, Antoine Duffault, officier de l'état-civil de la commune de... canton de... département de... se sont présentés Pierre François Deschamps, négociant, âgé de trente-cinq ans, domicilié à Paris, rue de... municipalité du... arrondissement, et Antoinette Lalande, son épouse, âgée de trente-quatre ans, demeurant avec lui, d'une part ; Jacques Dutertre, peintre, âgé de quarante ans, demeurant à... département de... Geneviève Gaultier, son épouse, âgé de trente ans, demeurant avec lui, et Sophie Eléonore Dutertre, âgée de six ans, leur fille, d'autre part. Lesquels François Deschamps et Antoinette Lalande, en présence de François Joly, âgé de... négociant, demeurant à... et de Joseph Colin, âgé de... homme de loi, demeurant à... témoins, m'ont déclaré qu'ils sont dans l'intention d'adopter Sophie Eléonore Dutertre, fille de Jacques Dutertre et de Geneviève Gaultier sa femme, ci-présens, qui m'ont déclaré qu'ils consentent à cette adoption.

« D'après ces déclarations et après avoir vu l'acte de naissance des père et mère adoptifs et celui de l'enfant adopté, j'ai prononcé au nom de la loi que Sophie Eléonore Dutertre était fille adoptive de

Pierre François Deschamps et d'Antoinette Lalande son épouse, et qu'elle portera le nom de Sophie Eléonore Deschamps. En conséquence j'ai rédigé le présent acte que j'ai lu et signé avec les citoyens etc... et les témoins sus-nommés.

« Nota : Si c'est un époux seul qui adopte, il faut le consentement de l'autre par écrit, s'il ne comparaît pas pour le donner dans l'acte. Si les père et mère naturels de l'enfant adopté sont morts, ou l'un d'eux, il faut justifier d'une délibération de famille, portant que l'adoption est favorable à l'enfant. Dans ce cas, le tuteur donne son consentement et justifie de l'avis du conseil de famille. Si l'enfant n'a ni père ni mère, et s'il est élevé dans un hospice public, l'administration de cet hospice délibère sur les avantages qui peuvent résulter de l'adoption pour l'enfant. Si la délibération est favorable, l'extrait doit en être produit et déposé entre les mains de l'officier de l'état civil. Dans ce cas, le commissaire près l'administration municipale paraît à l'acte d'adoption, et donne son consentement, qui supplée à celui des père et mère ou du tuteur. L'acte de délibération de famille doit être annexé au registre de l'état civil. »

Et ensuite un modèle d'acte de renonciation à l'adoption par un enfant adoptif, dans l'année qui suit sa majorité :

« Aujourd'hui douze floréal de l'an quatrième de

la République, à neuf heures du matin, par devant moi, Joseph Joly, officier de l'état civil de la commune de... canton de... département de...

« S'est présenté François Camille... fils adoptif de François Deschamps, négociant, demeurant à... département de... par acte du... et né du mariage de Jean Balmont, laboureur à... et d'Elisabeth Louis, son épouse, le vingt septembre dix-sept cent quatre-vingt cinq. Lequel, assisté de Jean Pissot, âgé de quarante ans, homme de loi, demeurant à... et de Michel Jean Colin, âgé de trente ans, négociant, demeurant à... témoins, m'a déclaré qu'il renonce aux avantages de l'adoption faite de lui par François Deschamps et qu'il veut et entend rester dans sa famille, comme si l'acte d'adoption du... n'avait point eu lieu.

« D'après cette déclaration, sur le vu de l'acte de naissance du... et celui d'adoption du... j'ai rédigé le présent acte, que j'ai lu et signé avec François Camille Balmont et les témoins sus-nommés. Sui-vent les signatures. »

La discussion du projet de code civil commença au Conseil des Cinq-Cents dans la séance du 9 pluviôse an V. Elle ne fut continuée que dans celle du 8 ventôse. Dans la première on débuta par le titre II (paternité et filiation). Le rapporteur prie le Conseil de ne pas perdre de vue que tout est lié dans ce système, qu'on a signalé l'homme par les deux rela-

tions qu'il apporte en naissant, celles qu'il a avec les deux auteurs de ses jours. De là les motifs pour réunir dans le même titre les dispositions relatives aux enfants nés dans le mariage, celles qui concernent les enfants nés hors le mariage, et les dispositions sur l'adoption, véritable paternité civile, qu'il ne faut pas trop séparer de la paternité naturelle.

Aux articles 105 et 106 le conseil ajourne ce qui concerne l'adoption, pour être discuté lorsqu'on en viendra au paragraphe de l'adoption.

Le 8 ventôse an V, Cambacérès fit observer qu'il était impossible de discuter en ce moment tout le Code civil, et proposa de charger une commission (commission de classification des lois) de préparer des rapports sur les seuls objets qui ne pouvaient être différés plus longtemps ; entre autres, l'adoption. Les Cinq-Cents se rangèrent à son avis¹.

Mais la commission de classification des lois fut supprimée le 13 messidor, et ce fut tout².

1. *Moniteur* du XI ventôse an V.

2. Il y eut bien, à la fin du Directoire, une nouvelle commission. Ses travaux n'aboutirent point. « Nos assemblées législatives, observe Thibaudeau dans ses *Mémoires*, étaient riches en jurisconsultes. Les lumières n'y manquaient donc pas. Il fallait seulement des temps plus tranquilles et plus de calme dans les esprits. C'était même une grande difficulté, une difficulté presque insurmontable, que de faire un code civil avec deux conseils

Ce n'est pas à dire qu'il n'ait plus été parlé de l'adoption aux séances du Corps législatif ! Dans la séance du 21 frimaire an VI, Leclerc, député du Maine-et-Loire, présente aux Cinq-Cents un rapport sur les institutions les plus propres à donner un caractère imposant aux actes de la vie civile ¹. Il propose que chaque cérémonie, rédaction de l'acte de naissance, adoption, mariage, etc., ait lieu à un jour donné dans un temple républicain ; le divorce aurait lieu le quintidi, les autres actes civils, le décadi. « S'il se fait dans le canton un mariage, une adoption, une présentation d'enfant, je suis sûr d'en voir les cérémonies, d'en entendre les hymnes, et de participer à la joie commune ². » Leclerc demande que l'on hâte le vote de la loi qui doit régler d'adoption.

De fait, à quelques mois de là, le 6 thermidor an VI, les Cinq-Cents décident que le décadi on donnera connaissance aux citoyens, dans leurs réunions, des naissances, décès, adoptions, opérés durant la

législatifs où cinquante avocats voulaient dire leur mot sur chaque question, sans compter les orateurs qui n'y entendaient rien et qui cependant se croyaient aussi obligés de ne pas laisser passer une si belle occasion de faire de l'éloquence. »

1. *Moniteur* des 28 et 29 frimaire an VI.

2. Leclerc désirait instituer à côté du catholicisme une religion naturelle avec des pompes.

décade (résolution du 6 thermidor an VI convertie en loi du 13 fructidor an VI.)

Le 14 thermidor de la même année, Daubermesnil revient à la charge ¹. Après les propos habituels sur l'excellence de notre institution, il déclare que beaucoup de personnes n'ont pas adopté parce que l'adoption n'était pas encore réglée par la loi. Elles craignent que la loi, une fois faite, n'accorde à l'enfant adoptif plus qu'elles n'auraient voulu donner, ou encore que le fils adoptif n'hérite point. Puis la forme légale de l'adoption n'est pas encore fixée. Une foule de Français adopteront, dès que l'adoption sera réglée. Une foule d'hommes opulents adopteront des pauvres ; les grandes fortunes seront divisées. Les amis ardents de la chose publique dans tous les départements attendent la promulgation d'une loi spéciale sur l'adoption. Ces cérémonies formeront le charme des fêtes décadaires, car l'adoption n'est pas comme la naissance et le mariage une fête de tous les pays. Elle appartient de préférence aux républiques. Cet acte offre encore un autre avantage. Il peut recevoir une forme, une solennité « qui ne rappellerait aucune idée d'un culte exclusif et dominateur qui ne le connaissait pas ». Donc

1. Archiv. nat. ADII, 30.

qu'on invite la commission des institutions républicaines à faire un prompt rapport sur l'adoption.

Dans la requête de Daubermesnil, comme dans le rapport de Leclerc, la cérémonie de l'adoption devient donc une fête laïque, destinée,... avec quelques autres, à remplacer celles de l'Église abolie ¹.

L'Assemblée décida que le discours serait imprimé, et la Commission des institutions républicaines fut chargée de faire un rapport ².

De fait, les pétitions n'avaient jamais été plus nombreuses.

Le 12 frimaire an VI, le citoyen Lerasle appelle l'attention des Cinq-Cents sur la non-organisation de l'institution républicaine concernant l'adoption (renvoyé à la Commission de classification des lois).

Le 27 pluviôse, Debonnegens, homme de loi à Saint-Jean-d'Angély, demande quels sont les effets de l'adoption particulière ; quelle part les adoptés doivent avoir dans la succession des père et mère adoptifs ; lorsque ceux-ci sont morts, ces enfants

1. Daubermesnil était le créateur de la théophilanthropie. Il ne semble pas que les théophilanthropes se soient occupés de l'adoption ailleurs qu'aux Cinq-Cents. V. le *Manuel* et le *Rituel des théophilanthropes* de J.-B. Chemin, Paris, an VI, le *Code de religion et de morale naturelles*, du même, l'*Année religieuse des théophilanthropes*, Paris, an V, etc...

2. Je n'ai pu consulter ce rapport.

sont-ils fondés à réclamer des aliments, l'entretien, l'éducation ? (renvoi à la même commission pour faire un prompt rapport).

Le 27 ventôse, la citoyenne Noguères expose qu'en vendémiaire an II, Noguères, représentant du peuple, l'a adoptée par acte authentique, qu'il est décédé quelque temps après, que des collatéraux l'ont dépouillée des biens dont elle jouissait comme fille adoptive, sous prétexte que les effets de l'adoption n'étaient pas encore réglés ; elle demande que les Cinq-Cents s'occupent de la loi qui doit fixer irrévocablement les effets de l'adoption (renvoi à la commission).

Le 9 floréal, le citoyen Floquet, tuteur d'un enfant adoptif, adresse une requête analogue.

Le 6 pluviôse an VII c'est un sieur Laurand.

Enfin le 26 germinal an VII c'est un enfant de six ans, Liberté de Jarnac, qui sollicite une loi sur l'adoption (renvoi à la commission pour faire un prompt rapport...)

Un peu auparavant, la grande loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement et les droits de mutation avait établi un droit d'enregistrement sur les actes d'adoption¹.

1. Notons encore que les procès-verbaux des Cinq-Cents mentionnent, à la séance du 12 floréal an VII, des observations de Bellier-Villiers sur l'adoption, sans les spécifier.

Sous le gouvernement des Cinq Directeurs il ne fut pas autrement question de ce que le citoyen Debonnegens appelle « l'adoption particulière ».

Dans l'intervalle qui sépara le coup d'État du 18 brumaire de l'organisation du Consulat (22 frimaire an VIII) un quatrième projet de code civil fut déposé, non plus par Cambacérès, découragé sans doute, mais par Jacqueminot. Il y régnait un esprit de réaction très sensible contre la législation révolutionnaire. L'adoption était passée sous silence, ou du moins aucun chapitre spécial ne lui était consacré ; mais à l'article 17, à propos des empêchements au mariage, il était dit : « entre l'adopté et les enfans légitimes ou naturels du père ou de la mère adoptif, le mariage est prohibé, à moins qu'il n'y ait une renonciation formelle à l'adoption depuis cinq ans révolus à l'époque du mariage. ¹ »

1. Arch. nat., ADII, 51.

CHAPITRE V

L'ADOPTION NATIONALE

A côté de l'adoption privée, la Révolution ressuscita l'ancienne adoption publique¹. On a dit de cette dernière qu'elle n'appartenait pas à l'histoire du droit, mais à celle de la rhétorique. En tout cas la Révolution la fit marcher de pair avec l'adoption proprement dite. Le rétablissement de l'une contribua puissamment à celui de l'autre. A ce titre elle a droit à figurer dans cette étude.

Ce furent les conventionnels qui pratiquèrent pour la première fois l'adoption publique. Voici leurs principaux obligés : la fille du représentant du peuple Lepelletier de Saint-Fargeau, tué par le garde du corps Paris pour avoir voté la mort de Louis XVI (décret du 25 janvier 1793); l'enfant de Basseville, secrétaire de la légation de Rome, assas-

1. Pratiquée autrefois en France (Ravelet, *De l'adoption*, p. 81 et 82), et bien auparavant chez les Grecs de la province romaine d'Asie (Chapot, *Le province d'Asie*, p. 169).

siné dans cette ville (décret du 2 février 1793) ; le jeune Jean-Dominique Deruder, tambour de quatorze ans, pour son courage, et en même temps le jeune Hébert, qui vengea la mort de son père, tué en combattant les rebelles, en saisissant le meurtrier et en le conduisant prisonnier au quartier général ; faits attestés par le général Salomon (décret du 27 juin 1793) ; Bernard Vitemer, fils d'un capitaine tué à l'ennemi (décret du 29 juillet 1793) ; il sera admis à l'école du prieuré Saint-Martin-des-Champs ; François Latour, trop jeune encore pour aller venger la mort de son père, victime des barbares esclaves des despotes (décret du 7 octobre 1793), le fils de l'adjudant général Jouis mort en combattant les Espagnols (décret du 16 vendémiaire an II) ; les six enfants du brave Richer, tué dans les guerres de Vendée (décret du 23 nivôse an II).

Citons encore et à part : le décret du 4 juillet 1793, qui donne aux enfants trouvés le nom d'enfants naturels de la patrie¹, et le décret du 15 brumaire an II (5 novembre 1793), d'où résulte l'adoption par l'Assemblée des enfants en bas âge des individus

1. Sous la Législative, Bernard, député de l'Yonne, avait proposé de déclarer que les enfants délaissés deviendraient enfants adoptifs de la Patrie (*Rapport de la Commission des Secours publics*. Bibl. nat. LC⁸³ 3Y12).

frappés de condamnations emportant la confiscation de leurs biens¹.

L'affaire Lepelletier-Saint-Fargeau.

Seule, la première de toutes ces mesures, celle du 25 janvier 1793, nous retiendra, d'autant qu'elle faillit faire de l'adoption nationale une véritable institution juridique, produisant des effets de droit. Le 25 janvier, Félix Lepelletier, frère de la victime, amena sa nièce à l'Assemblée. « Citoyens, dit-il, permettez-moi de vous présenter ma nièce, la citoyenne Lepelletier² ; elle vient offrir à la Convention

1. Décret d'ordre du jour sur une pétition de la veuve Kolly. La Convention nationale passe à l'ordre du jour sur une pétition de la veuve Kolly condamnée à mort pour avoir favorisé les correspondances des contre-révolutionnaires, qui demande grâce ; mais elle fait présenter cette pétition par un enfant en bas âge, et sur la proposition d'un membre, la Convention nationale décrète ce qui suit : « Article 1^{er} : les enfans en bas âge dont les père et mère auront subi un jugement qui emporte la confiscation des biens sont déclarés appartenir à la République. En conséquence il sera assigné un lieu où ils seront nourris et élevés aux dépens du trésor national. Article 2 : Le comité des secours est chargée de présenter à la Convention sous 3 jours un projet de décret afin qu'il soit assigné un local et un mode convenable pour la nourriture, l'entretien et l'éducation de ces enfans. »

2. Le nom est orthographié de trois ou quatre façons différentes dans les manuscrits des archives. Le véritable orthographe est Lepelletier.

nationale, ainsi qu'au peuple françois sa reconnaissance pour cette éternité de gloire où se trouve placé Michel Lepelletier. Maintenant, ma nièce, voilà ton père » (en montrant le peuple), et ensuite la prenant dans ses bras : « Peuple ! voilà votre fille¹. » Attendrissement. Le président répondit : « Le martyr de la liberté a reçu le juste tribut de larmes que lui devaient ses collègues, et les justes honneurs que lui devait la patrie reconnaissante. Son ombre errante encore autour du Peuple qui a reçu sa froide dépouille nous invite à imiter ses exemples, et à venger sa mort. Mais le nom de Le Peletier, immortel désormais, sera cher à la Nation françoise ; la Convention nationale, qui a besoin d'être consolée, trouve un soulagement dans sa douleur à exprimer à la fille de Le Pelletier, à la famille de cet illustre collègue la bienveillance de la grande Nation dont la Convention est l'organe. La Nation ratifiera sans doute l'adoption que fait aujourd'hui la Convention nationale de la fille de Michel Le Pelletier. »

En conséquence, l'on vota le décret suivant :
 1° La Convention nationale adopte au nom de la patrie la fille de Michel Le Pelletier, et elle charge son comité de législation de lui présenter incessamment un rapport sur les lois de l'adoption. 2° Il sera

1. Archiv. nat., C. 243, n° 316.

érigé un monument en marbre pour transmettre à la postérité les traits de Michel Lepelletier, etc...

Le représentant Julien demanda que la Convention adoptât d'avance tous les enfants des futures victimes des royalistes. Chambon fit remarquer que tout cela était très bien mais peu précis. Il demande que l'on renvoie ces propositions aux Comités pour les discuter. Un grand nombre de voix d'un côté de la salle lui crient : « Non, non ! » Duhem proclame : « Chambon ne sait jamais ce qu'il dit. » Chambon se tint coi ¹.

1. Les administrateurs du district de Saint-Fargeau envoyèrent peu après une adresse de félicitations (Arch. nat. C. 247 n° 357) :

« Saint-Fargeau, 9 février 1793, l'an II de la République française.

« LÉGISLATEURS,

« Vous avez fait tomber sous le glaive de la loi le tiran de la France, nous vous en félicitons. Vous avez rendu à Le Pelletier ce que son amour pour la liberté lui avait mérité, vous avez adopté sa fille, nous vous en témoignons notre reconnaissance.

« Vous n'avez pas encore rempli votre tâche, il vous reste à prendre des mesures assurées pour mettre l'univers hors des atteintes de la tyrannie et en proscrire les tyrans, asseoir la République française sur des bases si assurées que les efforts des Despotes réunis ne puissent l'ébranler, et que tous les Peuples envient le sort des Français, qu'ils en aiment les lois bien-faisantes, qu'ils en admirent la générosité.

« Les administrateurs du district de St Fargeau. »

Citons aussi un procès-verbal de la Société des amis de la

La Convention n'entendit plus parler de la citoyenne Suzanne Le Pelletier. Il n'en fut pas de

Liberté et de l'Égalité de Chaumont (Arch. nat. C. 250 n° 408) :

« Vivre libre ou mourir.

« Société des amis de la Liberté et de l'Égalité séante à Chaumont, chef-lieu du département de la H^{te} Marne.

« Séance du 24 février l'an 2 de la République française.

« La Société de retour des obsèques de Michel Le Pelletier, un membre a dit : Après avoir offert aux mânes de Le Pelletier les hommages que nous lui devons, permettez-moi de vous rappeler que Le Pelletier laisse une fille, que la Convention l'a adoptée, qu'il conviendrait de lui donner connaissance des devoirs que nous avons rendu à l'immortalité de son père ; ce souvenir pourra adoucir ses regrets et en séchant les larmes de la fille, il concourra à consoler l'Ombre de Le Pelletier. Je vous propose donc d'arrêter que la Députation du département de la Haute-Marne à la Convention nationale soit invitée au nom de la Société à se présenter chez la citoyenne Le Pelletier et à lui présenter une copie du Procès-verbal de la cérémonie funèbre qui a eu lieu aujourd'hui. Sur quoi, la Société considérant que si la Patrie a perdu un père, chaque bon Français trouve une sœur dans la fille de l'immortel Le Pelletier ; qu'après avoir rendu les témoignages de sensibilité aux mânes du père, il reste à remplir envers sa fille un devoir cher aux cœurs des vrais Républicains.

« Arrête que les Députés du département de la H^{te} Marne à la Convention nationale sont invités à se transporter chez la citoyenne Le Pelletier, à la féliciter de la part de ses frères de cette Société sur son adoption, à lui remettre un exemplaire du procès-verbal de la cérémonie de ce jourd'hui, de l'hymne chanté à la gloire du généreux martyr de la Liberté, une adresse de la Société et l'expédition du présent.

« Arrête en outre qu'expédition du présent sera adressée sans

même du Directoire ! A la fin de l'an V, ce dernier reçut la pétition suivante : « Amédée Lepelletier aux citoyens composant le Directoire exécutif de la République française. La femme Halm, gouvernante de la fille Lepelletier, et intrigante, a écarté la famille et veut faire épouser à la jeune fille le jeune Hollandais de Witt. Le grand-père a refusé le consentement au mariage. La jeune fille l'a fait citer le 21 prairial an V devant la 8^e municipalité pour, aux termes de la loi du 7 septembre 1793, délibérer ainsi que trois autres parens sur ce mariage. Les quatre parents réunis aux termes de la citation, le 21 prairial, déclarèrent devant les officiers publics ne point pouvoir délibérer sur la demande de la mineure Lepelletier, par respect pour le Corps législatif qui, dans le moment, s'occupait de la loi extraordinaire du 7 septembre 1793, rendue pour un fait particulier, le rapport ayant déjà été présenté, et chaque jour devant amener une discussion dont l'effet semblait ne point devoir être douteux contre la trop grande latitude laissée par cette loi aux mineurs de contracter des unions dans un âge peu réfléchi. Les grandes occupations du Corps législatif ayant empêché jusqu'à ce jour la discussion

délai aux citoyens Députés du Département par le Comité de correspondance. Pour expédition conforme.

(Suivent les signatures, illisibles, sauf celle de Barbotte.)

attendue, la mineure Lepelletier ayant persisté dans ses citations, l'époque du 22 messidor étant celle où le mois de délai accordé par la loi ramenait les parents vis-à-vis de la municipalité, pour y donner leur dernier avis ; les parens, soit paternels, soit maternels, ont présenté un mémoire au ministre de l'intérieur pour le prier d'enjoindre à la 8^e municipalité de suspendre toute résolution ultérieure jusqu'après la discussion du Corps législatif sur la loi du 7 septembre 1793. Le ministre a obtempéré à leur pétition et la municipalité ayant reçu l'avis du ministre de suspendre, s'y est conformée. Les choses sont en cet état. Mais les parens de la mineure qui avaient signé la pétition accueillie par le ministre de l'intérieur s'étant consultés, ont chargé le soussigné, vu l'éloignement des uns, la maladie d'un autre, et l'urgence de la chose, de présenter au nom de tous cette pétition instructive des faits, au Directoire de la République française pour lui rappeler que la fille de Michel Lepeletier étant adoptée par le peuple français et lui Directoire ayant par les fonctions augustes où il est placé par la loi constitutionnelle de l'État la surveillance paternelle et immédiate sur les enfans adoptifs de la patrie, il peut dans sa sagesse prendre, malgré l'émancipation de la mineure, telle mesure qui l'enlèverait à la séduction à laquelle elle est en proie, vu que si la fortune de la mineure la met au-dessus

des secours honorables de la nation, le Directoire peut avoir néanmoins une influence morale et la plus précieuse de toutes, sur cette intéressante orpheline. En conséquence ils espèrent que le Directoire exécutif, prenant en grande considération toutes ces choses, voudra bien arracher leur jeune parente des mains de la femme qui a si indignement et outrageusement abusé de la confiance qu'ils lui avaient donnée, empêcher la fille de Michel Lepeletier de s'égarer au point d'oublier ce qu'elle doit à sa patrie, en donnant sa main à un étranger, qui pourrait même la transporter, elle et sa fortune, dans un autre pays ; ils espèrent que le Directoire pourra l'empêcher de faire cette action décisive de sa vie, dans un âge où le raisonnement est faible, et où il l'est d'autant plus chez elle qu'il y a été falsifié par une femme intrigante, qui ne peut avoir eu pour base d'une telle conduite qu'un intérêt cupide. »

C'était poser la question des effets de l'adoption publique. Ne fallait-il voir dans la décision du 25 janvier 1793 qu'un beau geste ? Ne devait-on pas au contraire lui attribuer, *mutatis mutandis*, quelques-unes des conséquences juridiques de l'adoption privée ? Le Directoire éprouva le plus grand embarras. Après de longues hésitations il envoya au Conseil des Cinq-Cents, le 24 vendémiaire an VI, un message qui provoquait une loi sur les deux questions

suivantes : 1° Quels sont les effets de l'adoption publique ou collective? 2° Quels droits le gouvernement peut-il exercer en vertu de la loi du 25 janvier 1793 portant adoption de la citoyenne Lepeletier au nom du peuple français? Dans la séance du 3 brumaire an VI, les Cinq-Cents délèguèrent, pour examiner l'affaire, une commission composée des représentants Poullain, Grandprey, Chazal et Laujacq. Cette commission à peine réunie reçut coup sur coup deux mémoires d'Amédée Lepelletier.

Dans le premier, après avoir reconnu que les droits du père adoptif n'étaient pas encore fixés par la loi, après avoir déclaré qu'ils devraient être nécessairement les mêmes que ceux du père naturel, on semblait considérer comme indiscutable l'assimilation entre les deux adoptions, publique et privée.

Amédée Lepelletier terminait ainsi : « Il me reste plusieurs questions de droit à traiter :

« 1° Une mineure émancipée, mais adoptée, a-t-elle besoin du consentement de son père adoptif pour contracter mariage? L'affirmative paraît constante, puisqu'en semblable cas elle eût eu besoin du consentement de son père naturel, s'il n'eût été ni interdit ni absent.

« 2° Par quelle autorité les droits de paternité seront-ils exercés en faveur des enfans adoptifs de

la nation ? L'attribution n'est prévue par aucune loi.

« 3° Convient-il que la fille du premier martyr de la liberté française épouse un étranger ?

« 4° Il resterait encore à examiner la moralité de cet étranger. Je doute que le résultat fût en faveur du jeune de Witt. Sa conduite tortueuse en est une preuve. J'en citerai d'autres de vive voix.

« 5° Pour accorder le mariage, il faut savoir s'il est le fruit de l'inclination de la mineure. Le seul moyen de savoir le véritable vœu de la citoyenne Lepeletier est de la retirer des mains de cette femme perfide qui la subjugue.

« Citoyens représentans, prononcez sur le sort de votre fille et délivrez-la du tyran qui l'obsède. »

Dans le deuxième mémoire il est d'abord répondu à quelques objections. On dira que la famille Lepeletier, en donnant un tuteur à Suzanne, plus tard en l'émancipant, a reconnu le caractère purement honorifique de la mesure du 25 janvier. Mais, répond son oncle, les faits supposés vrais, l'adoption n'en subsiste pas moins dans son entier, puisque dans ce cas il serait ridicule de penser que la citoyenne Lepelletier dût être privée des avantages de cette adoption par la négligence de sa famille. Il est également constant que cet oubli fut partagé par la Convention elle-même, qui n'avait nullement besoin de la provocation des parens naturels de la citoyenne

Lepelletier pour statuer sur cet objet. On dira encore : celui-là seul est père qui a rempli les devoirs de la paternité. Or la mineure Lepelletier n'a point été élevée aux dépens de son père adoptif ; mais un père adoptif a-t-il le droit, après avoir négligé son enfant, de ne point remplir son office quand il en est requis ? Les actes de la famille, nommant un tuteur, émancipant l'enfant, sont nécessairement nuls ; aux représentants du peuple français à faire leur devoir. Que serait au reste une adoption purement honorifique ? « Je n'en trouve dans l'histoire des républiques aucun exemple. » La citoyenne Lepelletier a été adoptée dans les mêmes formes que les autres enfants adoptifs du peuple français pour lesquels l'adoption n'a pas été purement honorifique. Si l'on parle du caractère purement honorifique de l'adoption, c'est uniquement pour écarter la surveillance morale du père adoptif. Prétendrait-on qu'un peuple ne peut devenir, à proprement parler, le père adoptif d'un enfant, se voir investi vis-à-vis de lui des mêmes droits, chargé des mêmes devoirs ? On reconnaîtra du moins que le devoir de surveillance peut exister. C'est un droit pour le peuple français qui doit empêcher l'enfant de devenir indigne de lui. C'est un droit pour les enfants adoptifs de la patrie, dont les pères sont morts en défendant nos libertés.

Amédée Lepelletier terminait ainsi : « Vous avez entendu, citoyens représentants, prononcez ; et si la moralité est quelque chose en France, vous n'hésitez point entre une adoption morale et une adoption purement honorifique. Ma demande est donc : 1° Un décret qui fixe l'attribution et la nature des droits de paternité sur les enfans adoptifs du peuple français ; 2° Que l'autorité à laquelle ces droits seront attribués prenne connaissance des faits qui prouvent la situation dans l'espèce soumise. »

Peu après, la Commission recevait un troisième mémoire, signé cette fois des deux frères Lepelletier. On y réclamait de nouveau une loi sur l'adoption publique, et aussi l'adjonction à la loi du 7 septembre 1793 du cas de séduction, comme motif suffisant à l'autorité civile pour empêcher le mariage d'une mineure. « Le Directoire et le Corps législatif réunissent-ils tous les pouvoirs, disent les requérants ? oui. Doivent-ils empêcher autant qu'il est en eux les intrigans de prévaloir ? doivent-ils appui aux républicains ? on pense assurément que oui..... Ils le doivent bien plus quand l'absence d'un code civil vraiment moral est un reproche que l'on aurait à leur faire, et quand cette absence est, en partie, la cause du mal dans l'espèce qui leur est soumise. » On fait observer que la jeune Lepelletier n'est âgée que de quinze ans. Si l'on objecte que

l'éloignement de « l'intrigante » serait une mesure arbitraire, les deux oncles répondent que « la révolution elle-même n'est qu'un grand arbitraire en faveur de la morale ». Ils concluent : « Plus les hommes cumulent de pouvoirs, plus on a le droit d'attendre d'eux, pour le bien, plus on peut l'exiger, et plus ils sont responsables du mal qui se fait quand on a eu le courage de le leur dénoncer en ne les flattant pas. »

Ce fut Chazal ¹ qui fut chargé par les commissaires de prendre la parole devant les Cinq-Cents. Il lut son rapport dans la séance du 22 frimaire an VI. Après avoir rappelé quelques exemples d'adoptions publiques dans l'antiquité, Chazal déclarait admettre qu'un hôpital pût hériter d'enfants recueillis par lui, mais non qu'une grande nation pût émettre la même prétention sur ceux qu'elle adopte, surtout quand il s'agit d'enfants de martyrs. Ce serait affreux. Aux enfants de martyrs on ne donne pas de secours ; on acquitte seulement une dette en prenant soin d'eux. La nation n'a pas davantage le droit d'intervenir dans leur mariage ; ce droit appartient à un père individuel, par le sang ou l'adoption, non à un père collectif. Il serait ridicule de concevoir un corps de Représentants ou le Directoire ou les Assemblées

1. Représentant du Gard.

primaires discutant un mariage. Les recteurs de Lyon le pouvaient parce que les cas à examiner étaient peu nombreux, l'adoption finissant chez eux à quatorze ans, et parce qu'ils avaient continuellement surveillé leurs pupilles ; et cependant on pouvait déjà craindre que l'intérêt de la maison ne les portât à s'opposer au mariage, car la maison était investie d'un droit héréditaire, compromis par le mariage. Suit un tableau déclamatoire de la jeune vierge qui mourra plutôt que de confier son amour à une assemblée. « Votre refus a creusé un tombeau, elle y descend en silence ; elle n'est plus ! » C'est aux parents de l'enfant adopté par la nation à permettre ou à rejeter le mariage. Dans la loi, encore à faire, sur l'adoption publique, décrétée seulement en principe, Chazal prévoit les dispositions suivantes : on assurera au besoin l'entretien et la dot que les Athéniens firent aux filles d'Aristide. L'adopté gardera le nom de son père. Sa famille lui nommera des « protecteurs en pupillarité, des procureurs en minorité », avec le concours nécessaire d'un Commissaire du Directoire, ayant voix délibérative dans tous les conseils et les présidant. Point de droit héréditaire qui ne serait nécessairement pas réciproque. Pas de droit d'autorité paternelle de la nation sur l'adopté. Chazal d'ailleurs ne demande pas que l'opinion des commissaires soit convertie immédiatement en loi ;

il demande seulement qu'on la transmette ainsi que le message directorial à la Commission de classifications des lois, section du Code civil.

Il vient ensuite à l'affaire particulière de la citoyenne Lepelletier. Elle aura seize ans le 11 ventôse prochain. Son Batave est dans sa dix-neuvième année. Tous deux sont très riches ; même caractère, même éducation, mêmes sentiments républicains. Le fiancé est descendant du célèbre Jean de Witt. Sa famille consent au mariage. Les parents de la jeune fille n'en veulent point, les uns parce que de Witt est protestant, les autres parce qu'il est étranger. On s' imagine aussi que la jeune fille est en proie à la séduction d'une institutrice infidèle. Suzanne a épuisé toutes les voies de conciliation et invoqué enfin la loi du 7 septembre 1793 sur le mariage des mineurs dont les parents sont morts, interdits, ou absents, en vertu de laquelle elle réclame un conseil de famille. On convoque donc les parents. Mais ceux-ci s'efforcent de faire rapporter la loi et rétablir au moins en partie celle du 20 septembre 1792 qui livre le mariage des mineurs à la discrétion de leurs cinq plus proches parents et de leurs cinq plus proches héritiers. Le jour de la comparution, la famille Lepelletier déclare qu'elle ne délibérera pas « dans les termes gênants d'une loi qui bientôt ne sera plus ». On renvoie au 22 messidor. Les Lepelle-

tier mettent en mouvement Benezech, ministre de l'intérieur, qui invite à surseoir. « Il est difficile de contenir son indignation à la lecture de ces véritables lettres de cachet. » Le 18 fructidor a fait justice de Benezech. L'oncle Amédée déclare alors dans une pétition que Suzanne a besoin, pour se marier, de l'autorisation du Directoire. Les commissaires, à l'unanimité, refusent ce droit d'intervention. La loi du 7 septembre 1793 est toujours en vigueur. La nation n'a, en définitive, donné à la citoyenne Lepelletier qu'un titre ; « notre paternité collective n'a existé qu'en principe, comme le droit d'adoption ». Cela est si vrai que dès le 10 février 1793 la famille Lepelletier pourvoit d'un tuteur la pupille adoptée. C'est la preuve évidente qu'elle regardait la mesure de l'Assemblée comme purement honorifique. Le 13 pluviôse dernier, la tutelle de Félix Lepelletier a pris fin. La jeune fille a été émancipée par sa famille. C'est une preuve non moins évidente, dit Chazal, de la doctrine que je soutiens ; la commission invite donc le Directoire à faire cesser les obstacles arbitraires qui s'opposent à ce mariage.

Le 29 frimaire an VI, les deux Lepelletier vinrent réclamer aux Cinq-Cents contre le rapport de Chazal, déclarant que la plupart des faits y étaient faux, tronqués ou altérés. Ils demandaient deux jours pour rétablir la vérité. Laujacq, en qualité de membre de

la Commission au nom de laquelle avait parlé Chazal, déclara qu'au contraire les faits avaient été pour la plupart adoucis ; il demandait que l'on passât à l'ordre du jour sur cette pétition « indécente », ce qui fut fait. Chazal soumit ensuite son rapport à la discussion. Laloï annonça de son côté qu'il avait commencé un rapport qui n'était pas encore prêt. Certains représentants proposèrent alors non seulement qu'on ajournât pour attendre le rapport de Laloï, mais qu'on renvoyât à la commission spéciale, pour qu'elle proposât une loi particulière. Chazal répondit qu'il acceptait l'ajournement, mais non le renvoi du Rapport à la commission. « On en a déjà trop fait », dit-il ; il demanda le renvoi à la commission de classification des lois pour faire une loi sur l'adoption en général. Quant à l'affaire Lepelletier, il dit : « De quoi s'agit-il ? D'une mineure qui demande à se marier. Les lois sont pour elles. Vous ne pouvez vous refuser à leur application. Au reste il y a dans cette affaire un système continu d'oppression qui crie vengeance.... Nous pourrions en dire davantage si nous y sommes forcés. » Là-dessus le Conseil, après deux épreuves douteuses, vota l'ajournement au quintidi suivant, c'est-à-dire au 5 nivôse (*Moniteur* du 8 nivôse an VI).

Entre temps les frères Lepelletier faisaient distribuer aux Cinq-Cents un *Examen du rapport de Chazal*.

Quand une institution, y était-il dit, est consacrée en principe et pratiquée en fait, il est impossible qu'elle n'ait pas aussi des effets réels. « Il serait bien étrange que l'adoption qui, exercée par un particulier quelconque, impose de si grands devoirs et confère des droits si précieux, ne fût plus qu'une simple formule, aussitôt que la nation croirait devoir l'exercer elle-même ; et qu'ainsi plus le tenant-lieu du père réunirait de puissance, de sagesse et de lumières, et plus il lui fût interdit d'en faire usage en faveur de l'enfant adoptif. » On déclare ensuite que les droits reconnus et établis comme dérivant de l'adoption en général restent évidemment applicables jusqu'à ce que le législateur en ait autrement décidé pour les cas qui pourront se présenter à l'avenir. « Le peuple doit-il être indifférent sur la moralité de celui qui porte le beau nom de fils adoptif de la nation ? Rejetez donc, citoyens représentants, cette adoption purement honorifique qui, n'exprimant rien de moral, ne pourrait que rappeler ces vains titres proscrits par la révolution. Craindrez-vous d'agrandir l'empire de la vertu ? Jetez les yeux sur le tableau que vous offre l'adoption publique avec la surveillance morale. Ce père vole avec plus d'ardeur au poste où la mort l'attend ; ses enfans n'ont plus besoin de lui ; le peuple le remplacera dans tous les devoirs de la paternité. Ce jeune homme

fils de héros, n'a de mère que sa patrie ; et qu'est-ce que la vie en opposition à la piété filiale ? Voyez la terre de la liberté devenue féconde en prodiges ; les Scevola perçant le sein des Porsenna ; les Décius se précipitant dans les rangs ennemis ; les Cassius poignardant les Césars sur le premier échelon du trône. Voyez des races de héros, et ne craignez plus que les enfans de Brutus deviennent les complices des Tarquins. »

Si l'on objecte qu'une grande Assemblée ne peut surveiller une éducation particulière, les frères Lepelletier répondent que, la nation déléguant l'exercice de ses droits de souveraineté à ses représentans, ceux-ci peuvent fort bien le subdéléguer. Suit une attaque en règle contre la famille de Witt. Elle ne descend pas du célèbre pensionnaire de Witt. Le père du jeune homme est en banqueroute ouverte.... Les faits de séduction et de séquestration de la jeune fille ne sont pas niables. « Voilà la femme ! (la femme Halm) voilà le monstre ! » Que les Cinq-Cents renvoient donc toute cette affaire au Directoire. « Si, de l'aveu même du rapporteur, la société doit remplacer le père qu'on a perdu pour la société, la nation doit remplir envers les enfans de ses martyrs les obligations du père qui vivrait sans elle, et qu'ils n'ont perdu que pour elle. Acceptez ou déléguez au Directoire les fonctions sacrées de père na-

tuel dans l'adoption publique. Que l'adoption s'embellisse par cette loi et que la fille de Michel Lepelletier, cause heureuse et première de la loi de l'adoption publique, en éprouve encore en ce moment le salubre complément ! Déclarez que la jeune Lepelletier n'épousera pas un étranger, un intrigant, le fils d'un banqueroutier ; mais appelez à recevoir sa main, dans un an ou deux, l'un de ces jeunes républicains qui se dévouèrent pour la liberté aux armées ou dans le forum ; alors, on nous verra aller nous-mêmes unir leurs destinées et serrer des liens de l'amitié les guirlandes de l'amour ! »

La discussion annoncée aux Cinq-Cents pour le 5 nivôse n'eut lieu que le 6. Un secrétaire de l'assemblée lut d'abord une lettre de Madame de Witt mère¹, qui protestait contre les accusations de la

1. « Les citoyens Félix et Amédée Lepelletier ont saisi le moment de l'absence de mon époux pour répandre contre lui les plus atroces calomnies. Quoique seule, je dois trop à ma famille, ainsi qu'aux membres du Conseil, pour ne pas m'empresser de déclarer que tous les faits contenus dans ce libelle, sont faux. Mon mari n'est point en banqueroute, comme on ose le dire. Les preuves matérielles de l'absurdité et de la mauvaise foi de cette imputation sont entre les mains du Représentant rapporteur de la Commission. Les accusations sont détruites par le témoignage et la signature des hommes mêmes que l'on cite comme étant les victimes de cette prétendue banqueroute. » Madame de Witt donne ensuite comme preuve que son mari descend des de Witt ce fait qu'en 1568 Jean Pierre de Witt, aïeul en ligne directe de

famille Lepelletier. Il lut ensuite une lettre de Suzanne¹, qui protestait à son tour contre le rôle joué par ses oncles. Puis on reprit les débats. Chazal répondit aux « lâches calomnies » qu'on s'était permises contre la Commission et lui-même. Il donna connaissance de quelques lignes assez singulières, écrites par Félix Lepelletier² à « la mère Dewitt » (*sic*)³, et déclara qu'il était bien pénible d'avoir à

Jean-François de Witt, c'est-à-dire de son fils, fut décapité à Amsterdam, pour la liberté, sous Philippe II. Elle ajoute qu'en 1787 et depuis, les de Witt ont toujours été patriotes, même sous les baïonnettes des Prussiens.

1. Elle déclarait le libelle de ses oncles injurieux et mensonger, protestait que son choix avait été libre : « il est dû à mon caractère, à mon éducation, aux principes que j'ai reçus de mon père. Il n'a pour cause aucune suggestion étrangère. Je l'ai dit au Directoire, je le répète aux représentants de la nation. Je désire un sort heureux et j'espère l'obtenir en faisant un mariage pour lequel toutes les convenances sont réunies. »

2. Félix Lepelletier avait été exclu des Jacobins comme noble. Il fut, avant l'affaire du mariage de sa nièce, poursuivi comme complice de Babeuf et acquitté. Le *Courrier républicain* du 24 ventôse an IV dit de lui : « Il faut convenir que Félix Lepeletier est un drôle de sans-culotte ! » Après l'affaire de Suzanne on le voit adopter un des enfants de Babeuf (*Moniteur* du 22 germinal an VI).

3. « Ce n'est que par un crime atroce que votre fils peut devenir l'époux de ma nièce... Un jour votre fils le sentira, s'il épouse Minette. Ce secret révélé, il aura ma vie ou j'aurai la sienne. Mais la paix de son ménage sera détruite à jamais s'il me survit. Vous ne savez pas à quel point vous êtes dupes vous-

entrer dans certains détails. On l'interrompit lorsqu'il déclara que la famille de Witt offrait de prouver sa descendance par pièces ; il riposta que sans doute une généalogie touchait peu des hommes libres, mais qu'il était bien obligé de fermer la bouche aux démentis. Il lut ensuite un certificat de négociants et annonça qu'il y avait substitution d'un million en faveur des enfans de Witt, ce qui assurait leur fortune indépendamment du père. Chazal prouva enfin qu'il avait eu raison de ne pas incriminer le Directoire à propos des lettres de Benezech. Ces lettres étaient antérieures au 27 messidor, jour où l'on fit intervenir pour la première fois les Directeurs.

Le représentant Laloy¹ prit ensuite la parole. Il résume d'abord les démêlés entre Suzanne et les siens. Il veut non qu'on décide que le Directoire fera cesser les obstacles dressés contre ce mariage, mais qu'on fasse une loi sur la question. Cette loi est nécessaire. L'adoption publique existe de fait. Elle doit

même du monstre femelle qui a ourdi cette trame. Il faut qu'on ait beaucoup avili le cœur de ma nièce pour l'engager à se donner à votre fils. Vous saurez cette horrible secret, mais ce sera le jour d'une cruelle vengeance et je doute qu'alors votre fils s'applaudisse du choix qu'il aura fait de son épouse. » Des mouvements d'horreur se manifestent dans l'assemblée (*Journal de Paris*, 7 nivôse an VI).

1. De la Haute-Marne.

produire des conséquences qu'il faut définir. La loi à faire n'aura point d'effet rétroactif, puisque le Gouvernement n'a jusqu'ici exercé aucun droit sur les enfants adoptifs. L'ordre du jour pur et simple induirait à croire que l'adoption collective produit les mêmes effets que l'individuelle, ce qui est inadmissible. Il ne faut pas laisser dire que la loi du 7 septembre 1793 sur les orphelins mineurs ne peut pas s'appliquer aux enfants adoptifs de la patrie, puisque par cette adoption ils ont retrouvé un père. La Commission spéciale propose de dire que l'adoption collective ne saurait avoir des effets que lorsqu'une loi positive l'aura instituée. Laloy estime dangereuse, « éversive des principes de la législation » une déclaration d'après laquelle une loi qui a déjà été appliquée n'a dû produire aucun effet. Ce n'est pas ici le lieu de décider si la loi à élaborer appartient à la législation sur l'état civil ou aux lois rémunératoires. L'adoption par la patrie ne ressemble en rien à ce qu'on trouve chez les Grecs, chez les Romains, etc... Laloy en est au reste fier pour la France. « D'ailleurs les Romains avaient des esclaves, des distinctions d'ordres, la royauté. Mais ils n'avaient pas de capitaines comparables à ce jeune héros, à cet enfant chéri de la Victoire... »¹. Dans la France de l'ancien

1. On a reconnu le général Bonaparte.

régime on trouve tout au plus quelques citoyens adoptés par des villes, jouissant dès lors de droits, d'honneurs, de privilèges, d'immunités. Laloy propose enfin que les Cinq-Cents déclarent l'urgence et votent les articles suivants :

1° L'adoption faite par la loi au nom de la patrie est un acte solennel de reconnaissance nationale et un titre d'honneur.

2° L'enfant adoptif peut prendre le titre de fils adoptif de la patrie, même dans les actes publics, et s'en décorer toute sa vie.

3° L'adoption nationale ne fait acquérir à la patrie aucun droit particulier sur l'enfant adopté par elle. Il ne cesse pas d'appartenir à sa famille.

4° Le dit enfant n'a d'autres devoirs à remplir que ceux prescrits à tous les citoyens français.

5° Selon les circonstances, le Gouvernement est chargé de pourvoir au nom de la République à l'éducation de l'enfant adopté, à son entretien, à sa vie, conformément aux lois relatives aux enfants orphelins de la patrie, de la même manière, et sur les mêmes fonds. Il est tenu de le doter lors de son mariage, s'il y a lieu.

6° L'adoption nationale ne reçoit son application d'aucune des lois intervenues ou à intervenir sur l'adoption proprement dite.

7° La présente résolution sera imprimée et envoyée

au Conseil des Anciens par un messenger d'État ¹.

La séance se poursuivit au milieu du plus grand tumulte. Guillemardet, qui voulut défendre le rapport de Chazal, fut vivement interrompu. Enfin le Conseil des Cinq-Cents finit par se lever tout entier et vota l'ajournement ².

Peu de temps après, les deux frères Félix et Amédée Lepelletier vinrent aux Cinq-Cents. Ils déclarèrent pouvoir supporter les insultes et les calomnies de journalistes obscurs, soudoyés par d'Entraigues et Blankenbourg, mais non celles des représentants, c'est-à-dire du citoyen Chazal, induit en erreur. La famille de Witt est ruinée, dirent-ils, par une banqueroute causée par son incurie ou ses vices. C'est Félix Lepelletier qui avait présenté le jeune homme à la famille Lepelletier. Le 6 nivôse, Chazal a lu à la tribune deux lettres de Félix « à la femme de Witt ». Guillemardet, autre législateur, a renchéri et accusé Félix de chercher à esquiver les comptes de tutelle. La « femme de Witt », en remettant à Chazal les deux lettres ci-dessus, ne lui a pas dit qu'elle en avait précédemment reçu sept à huit autres de Félix. Félix avait de plus, quoiqu'il fût sous le coup d'une arrestation politique, tout fait pour voir de Witt père; mais

1. Imprimerie nationale. Nivôse an VI. Arch. nat. ADII, 30.

2. *Moniteur* du 15 ventôse an VI.

celui-ci s'est dérobé. C'est dans ces circonstances et après avoir épuisé tous les moyens de douceur « vis-à-vis de ces êtres infâmes, barbares et lâches, que lui Félix, en jugement¹ et presque sous la hache des bourreaux de Louis XVIII, employa les moyens précités pour jeter au moins la terreur dans l'âme de cette horrible famille ! » Les de Witt essayent de dissimuler leur banqueroute ; ils offrent une substitution qui éventuellement sauverait leur fils. Quant aux imputations de Guillemardet, Félix répète ce qu'il a fait imprimer dans les papiers publics à l'époque du procès de Vendôme ; quand il fut nommé tuteur, il ne voulut pas se charger du maniement des deniers, fit nommer un comptable, provoqua à l'égard de ses actes de tutelle toute la surveillance du Corps législatif et du gouvernement, qu'il a même invité à casser et la tutelle et l'émancipation, ce qui l'aurait mis, lui Félix, dans le cas d'une reddition de comptes. Il doit se trouver à la police deux lettres, l'une d'un nommé Sauvage, l'autre du jeune de Witt. On y voit que trente mille francs sont promis à une intrigante nommée Forceville pour le cas où elle ferait réussir le mariage. Le jeune de Witt a circonvenu Chazal. Les deux Lepelletier soutiennent que le Directoire, en renonçant à intervenir dans ce

1. Comme sectateur de Babeuf.

mariage, annulerait « la belle, la sublime, la glorieuse institution de l'adoption publique dont il ne faut pas aller chercher des exemples dans le Deutéronome, dans les superstitions des Perses, mais dans les vérités éternelles de la Révolution¹ ».

A la séance du 3 pluviôse an VI, Laujacq fit à son tour connaître son opinion. Il déclara que l'affaire serait terminée depuis longtemps sans les abus de pouvoir d'un ministre², que la famille Lepelletier réclamait en désespoir de cause l'abrogation de la loi du 7 septembre 1793. « En se bornant à la simple adoption, il est évident que la Convention n'entendit faire autre chose que conférer un titre honorifique. » La preuve, c'est la nomination du tuteur par la famille, six jours après la décision du 25 janvier. Le 13 pluviôse dernier, Suzanne a été émancipée par sa famille. Un jeune homme la demande. La famille de Suzanne s'oppose au mariage. C'est le moment pour cette famille d'en appeler au Directoire. Elle ne le fait pas. Elle recourt d'une part à des lettres de cachet, d'autre part à une intrigue dont le succès lui promettait une loi qui rendait cette union impossible. Suzanne se pourvoit au Directoire pour obtenir la levée des ordres arbitraires

1. Arch. nat. ADII, 30.

2. Benezech.

de Benezech. Devant le Directoire un membre de la famille Lepelletier s'est présenté au nom de tous. Il a pour la première fois excipé de l'adoption par la Convention. « Au lieu de terminer cette affaire, comme il en avait le droit, je pense, le Directoire a consulté les Cinq-Cents. » Laujacq déclare qu'il ne faut pas considérer les personnes, mais les principes. Toutes les circonstances invoquées pour ou contre Suzanne et le jeune de Witt doivent être indifférentes aux Cinq-Cents, comme l'a très bien dit le représentant Laloy. L'adoption par la Convention n'est pas une adoption proprement dite, puisqu'il n'y a eu ni consentement du père, ni consentement de Suzanne, puisqu'aucun acte de la famille ne marque le désir que la jeune fille passe sous la puissance paternelle du peuple français. « Le peuple français pouvait-il être le père de Suzanne Lepelletier? Pouvait-elle prendre le nom du peuple français? Pouvait-elle succéder au peuple français? Pouvait-elle transmettre ses biens au peuple français? » Mais Laloy a tort de croire qu'on ne puisse pas, comme le propose la Commission, passer à l'ordre du jour pur et simple; car la loi est claire, elle ne prescrit rien, elle n'établit aucun droit. Il suffit de déclarer tacitement, par cet ordre du jour pur et simple, que la volonté d'un enfant adoptif de la patrie ne sera jamais violentée dans le mariage. La Commission a raison de

proposer que les Cinq-Cents demandent la levée des prohibitions arbitraires de l'ex-ministre Benezech. Puis on fera à loisir une loi sur l'adoption nationale. On fixera les cas où les enfants adoptifs de la patrie seront dotés. Laujacq propose ensuite de déclarer l'urgence, et de voter quatre articles qui sont les mêmes, pour le fond, que ceux proposés par Laloy à la séance du 6 nivôse¹. Quant à l'affaire Lepelletier, Laujacq veut bien qu'en souvenir de Michel on pardonne à Félix et à Amédée leurs libelles outrageants contre deux membres du Conseil des Cinq-Cents dont leurs collègues admirent les talents et les mérites; mais qu'on décide de répondre au Directoire que le gouvernement n'a aucun droit à exercer à propos du mariage de Suzanne².

1. 1° L'adoption nationale confère la faculté de prendre la qualité de fils ou fille adoptive de la République française.

2° Le corps législatif pourvoit, selon l'exigence des cas, à la subsistance, à l'éducation, à la dotation des citoyens adoptés au nom de la République, d'après le mode qui sera déterminé par une loi.

3° L'adoption nationale ne confère à la République aucun droit particulier sur la personne ou sur les biens de la personne adoptée; elle ne change rien dans les rapports de l'adopté avec sa famille.

4° La présente résolution sera imprimée et portée au Conseil des Anciens par un messenger d'État.

2. Arch. nat. ADII, 30.

Après une longue discussion le Conseil vota les trois articles suivants :

1^o L'État n'a aucun droit sur l'enfant adopté par lui. Celui-ci ne cesse pas d'appartenir à sa famille.

2^o L'enfant ainsi adopté n'a d'autres droits à exercer ni d'autres devoirs à remplir que ceux des autres citoyens.

3^o Le gouvernement veille à l'entretien, à l'éducation et à l'établissement de l'enfant. Il peut le doter.

Mais alors Lamarque fit sensément observer qu'en disant : « le gouvernement veille à l'établissement de l'enfant », on lui concède le droit qu'on venait de lui dénier. D'autre part, en déclarant que le gouvernement n'a aucun droit sur l'enfant, on semble le décharger des soins que les articles suivants lui prescrivent. En conséquence, Lamarque demandait l'ajournement ; et le conseil des Cinq-Cents, pour la troisième fois, le prononça¹.

Quelques jours après, les frères Lepelletier faisaient paraître une *Réponse à l'opinion du représentant Laujacq*. Ils s'indignaient que ce dernier n'eût tenu aucun compte de leurs arguments et eût reproduit les sophismes qu'ils avaient détruits. L'adop-

1. *Moniteur* du 7 pluviôse an VI.

tion publique ne peut être purement honorifique. Le vrai père de la jeune Lepelletier n'eût jamais consenti au mariage en question. L'adoption publique telle que se la représente Laujacq n'aurait ni sens ni efficacité. Suzanne est depuis près de dix-huit mois séquestrée de toute sa famille par sa gouvernante, qui a tâché de la corrompre et « est impatiente de la livrer ». Cette femme dilapide la fortune de Suzanne... On ne peut statuer sur ce mariage qu'après le vote d'une loi qui règle définitivement l'adoption. « L'indécision exprimée par le Directoire dans ses messages au Conseil prouve assez qu'un simple message de la part de ce dernier ne suffirait pas. » Ce ne sont pas les deux frères, mais le curateur de la mineure qui a provoqué les deux lettres de Benezech. On prétend que les deux frères cachent des arrière-pensées en se dépouillant de tout droit sur la mineure ; on leur impute à crime de ne pas vouloir que de Witt agiote sur les biens nationaux. On prétend que Suzanne n'a pas été vraiment adoptée, vu qu'elle ne l'a été que par un mouvement irréfléchi d'une foule et qu'elle n'a pas ratifié cette adoption. Or Suzanne a été bel et bien adoptée par l'effet des principes de la Révolution. Les frères Lepelletier repoussent comme injurieuse pour Suzanne l'idée qu'elle pourrait rejeter l'adoption de la patrie. Ils demandent au Corps législatif de faire une loi géné-

rale sur l'adoption publique ; puis l'autorité qu'on aura chargée de veiller sur les enfants adoptifs de la nation statuera. La loi du 7 novembre 1793 est depuis longtemps renvoyée à l'examen d'une commission¹.

Le 15 pluviôse, Suzanne se plaignit aux Cinq-Cents des ajournements successifs qui retardaient son mariage. La discussion fut alors reprise le 21. Julien Souhait, qui s'était déjà fait entendre sur le sujet dans la séance du 3, prit à nouveau la parole. Après un éloge banal de l'adoption, il remarque que l'adoption publique fut connue de tous les peuples libres. Les législateurs doivent aux enfants adoptifs de la patrie secours et protection. Ils leur doivent leurs conseils. Ils ne peuvent s'en reposer sur les familles. Une assemblée peut fort bien, quoi qu'on en ait dit, exercer ce droit, puisque la Convention a pu adopter. Nous n'avons pas à nous régler toujours sur les autres législations, qui d'ailleurs ne se piquaient pas à tout propos d'imiter la nature ; car chez les Hébreux, le frère adoptait la veuve de son frère, décédé sans enfants, l'épousait, et on donnait aux enfants nés du deuxième mariage le nom du frère mort. Chez les Romains, on pouvait adopter un petit-fils quoiqu'on n'eût pas de fils. Des papes

1. Arch. nat. ADII, 30.

tels que Jean VIII ont eu des enfants adoptifs. La puissance paternelle ne présuppose pas des soins donnés à l'enfant. Elle vient de la nature. Souhait qualifie de misérables ceux qui dégradent l'enthousiasme en disant que la Convention a adopté dans un élan irréflecti. Il appuie le projet de Laloy, sauf qu'il introduit dans l'article V de ce projet, après les mots « chargé de veiller à sa vie », les mots « et à son établissement ». Bref, sans discuter sur les personnes engagées dans le débat, il veut que le Directoire ait le droit d'intervenir dans le mariage de Suzanne. « Les grandes choses, dit-il en terminant, que le gouvernement a faites depuis que vous avez imposé silence à ses détracteurs, et sa moralité bien connue, vous sont un sûr garant qu'il n'abusera jamais de votre confiance. »

Ensuite le représentant F.-J. Febvre ¹ tint à donner son avis. Il déclare que les motifs de l'opposition des Lepelletier ne sont « ni relevants, ni admissibles ». Il montre, au moyen de tous les arguments que nous avons déjà vus, qu'il est ridicule de vouloir donner à la patrie les droits d'un père adoptif ordinaire. Depuis plus de neuf mois le mariage de la citoyenne Lepelletier est en projet. Il faut tran-

1. Du Jura.

cher. Febvre, comme Laloy, Laujacq, etc..., montre que les Lepelletier avaient toujours considéré Suzanne comme indépendante des décisions du gouvernement. Qu'on fasse donc cesser les obstacles. Quant à l'adoption nationale, c'est un de ces actes dont on admire la générosité, mais que le peuple français doit scrupuleusement s'interdire. Febvre estime que les anciens, les Grecs en particulier, n'ont jamais connu l'adoption nationale. L'article 3 de la Déclaration des droits dit que l'égalité n'admet aucune distinction de naissance, aucune hérédité de pouvoir. Donc, on ne peut distinguer un citoyen pour le seul motif qu'il est le fils d'un autre. Ainsi l'adoption nouvelle choque les principes. Un titre, même purement honorifique, emporte avec lui nécessairement une distinction, ou bien il est inutile, pour ne pas dire dérisoire. On s'en prévaudra pour abuser le peuple. « La liberté publique périra par défaut de prévoyance sur son maintien. » Auguste s'est prévalu de son adoption par César, ratifiée par le peuple et le sénat. Les Français savent se dévouer sans la perspective de l'adoption. Les honneurs de toutes sortes que la République rend à ses bons serviteurs sont suffisants. En conséquence Febvre propose qu'on passe à l'ordre du jour sur la question, qu'on renvoie les pièces au Directoire pour faire cesser les obstacles au mariage, enfin qu'on vote la

question préalable sur les projets de loi touchant l'adoption nationale.

Puis on discuta. La séance fut un peu plus calme que celle du 6 nivôse, mais il y eut encore bien des interruptions. L'un des orateurs s'écria : « Croyez bien que si la citoyenne Lepelletier n'eût eu que 10 à 12000 francs de biens, jamais vous n'auriez entendu parler de cette affaire ! » Finalement le Conseil des Cinq-Cents à une grande majorité passa à l'ordre du jour, *en spécifiant que la loi qui avait adopté Suzanne ne donnait sur sa personne aucun droit au gouvernement*^{1 2}.

Comme conclusion de l'affaire, je lis dans le *Moniteur* du XII germinal an VI : « La fille de Lepeletier Saint-Fargeau a enfin épousé hier le jeune hollandais de Witt. Les présidents des deux Conseils ont assisté aux noces, qui ont été des plus brillantes³. »

Nous ajouterons trois observations.

1. *Moniteur* du 23 pluviôse an VI.

2. Parmi les journaux, le *Moniteur* et le *Journal de Paris* s'étaient montrés favorables à la cause de Suzanne. D'autres, comme le *Conservateur*, le *Rédacteur*, l'*Ami des lois*, indifférents.

3. Et maintenant la conclusion de la conclusion : deux ans plus tard Suzanne divorça. Elle se remaria par la suite avec son cousin Léon François Le Peletier de Mortefontaine, zélé royaliste. On sait qu'elle racheta et fit détruire le tableau de David *Les derniers moments de Le Pelletier* pour effacer le souvenir des opinions de son père.

1° N'en déplût à Chazal, il n'aurait pas été ridicule que l'adoption d'un enfant par le Corps législatif donnât au dit Corps législatif le droit de surveiller l'établissement dudit enfant. Sans doute, si l'on voulait éviter les séances... agitées que nous avons vues, l'Assemblée ne devait point examiner elle-même la question ; mais rien ne l'empêchait de déléguer ses pouvoirs à quelques-uns de ses membres.

2° N'en déplût aux frères Lepelletier, il était certain que la mesure du 25 janvier dans la pensée de la Convention était purement honorifique. La conduite postérieure de l'Assemblée le prouvait de façon péremptoire, et celle des Lepelletier montrait qu'ils avaient interprété de même l'adoption de Suzanne.

3° N'en déplût à Duhem, en demandant, le 25 janvier, des lois claires et précises, Chambon sut, au moins une fois dans sa vie, ce qu'il disait.

Et voilà comment l'adoption nationale se vit refuser tout effet de droit et resta confinée « dans le domaine de la rhétorique ¹ ».

1. Par la suite, la Nation a encore adopté : les enfants des généraux officiers et soldats français morts à Austerlitz (décret du 7 décembre 1805) ; les orphelins dont le père ou la mère a péri dans les trois journées ou par suite des trois journées de juillet (13 décembre 1830) ; les enfants des citoyens morts en

combattant pendant la Révolution de février (26 février 1848) ; les enfants des citoyens morts pour la défense du pays (31 octobre 1870) ; la famille du général Lecomte (26 mars 1871). Citons enfin à titre de curiosité le décret du 3 avril 1871 : « La Commune de Paris adopte les familles des citoyens qui ont succombé en repoussant l'agression criminelle des royalistes conjurés contre Paris et la République française. »

CHAPITRE VI

LE RÉTABLISSEMENT DE L'ADOPTION DANS LE CODE CIVIL

§ I. — PÉRIODE ANTÉRIEURE A L'INTERRUPTION DES TRAVAUX

L'un des vœux les plus ardents de Bonaparte, devenu Premier Consul, fut de donner à la France ce Code civil que ni la vieille monarchie, ni la Révolution, n'avaient pu rédiger. Dès le 24 thermidor an VIII, il nommait une commission de quatre membres, chargée d'élaborer le projet ¹.

Quatre mois plus tard, les commissaires avaient accompli leur tâche, et le *Projet de l'an VIII* était sur pied. L'adoption n'y figurait pas.

Le projet fut envoyé au tribunal de Cassation et

1. Tronchet, président du tribunal de Cassation ; Bigot du Préameneu, commissaire du gouvernement près le même tribunal ; Portalis, commissaire du gouvernement près le tribunal des prises ; Maleville, juge au tribunal de cassation.

aux tribunaux d'appel, qui se hâtèrent de faire connaître leurs observations.

Le tribunal d'appel de Paris¹ déclara qu'il y avait dans le projet de Code civil « une grande omission qui a frappé beaucoup d'esprits ». Ses rédacteurs ne disent rien de l'adoption ; ils n'en ont même pas parlé dans leur discours préliminaire ; est-ce oubli ? Jugeraient-ils la matière indigne d'examen ? Ce serait surprenant, car « l'adoption a été louée et recommandée aux législateurs par un grand nombre de personnes auxquelles on ne peut contester des lumières et de la sagesse ; beaucoup de citoyens ont adopté, la République elle-même a adopté ; on a décrété le principe de l'adoption et son effet général ; enfin la France est pleine actuellement d'enfans adoptifs et il en existe même plusieurs qui, d'après les lois existantes, ont été envoyés provisoirement en possession, sous caution de la totalité de l'hoirie de leur père. Toutes ces raisons et beaucoup d'autres nous paraîtraient appeler un examen quelconque, et même un sérieux examen. Tant que les lois du moment ont défendu de donner et de tester, ou ont réduit ce droit à peu près à rien, par les bornes étroites où elles l'avaient circonscrit, il a été fort

1. *Conférence des tribunaux d'appel sur le projet de Code civil.*
Paris, Imprimerie de la République, thermidor an IX.

inutile de s'occuper de l'adoption. On n'aurait pas pu faire en effet un enfant adoptif, c'est-à-dire un héritier universel, alors qu'il n'était même pas permis de faire le moindre donataire ou légataire. » Mais aujourd'hui, la faculté de tester a été rétablie bien qu'avec quelque limitation. Les rédacteurs du projet veulent l'étendre encore. On ne voit donc pas ce qui pourrait empêcher un citoyen de se donner un fils adoptif. Il est très facile d'empêcher que l'adoption ne profite à la licence. Il suffit d'ordonner qu'un des conjoints ne pourra adopter sans le consentement de l'autre ; qu'un citoyen ou une citoyenne ne pourra adopter qu'une personne de son sexe. On dira qu'il serait possible à un homme d'adopter ses bâtards. Mais est-ce un mal ? D'ailleurs les rédacteurs du projet ont stipulé qu'un bâtard, même simple, ne pourrait rien recevoir de ses père et mère naturels au-delà de ce que la loi lui confère *ab intestat*. Si l'on objecte que le père naturel pourra adopter son fils non comme bâtard, mais comme étranger, pour lui transmettre tout, les magistrats répondent que, même sans l'adoption, ce père naturel pourra tout donner à son fils en l'instituant son légataire universel. On a dit que nombre de fils font le malheur de leur père et que par suite « ce serait une grande folie d'ajouter des enfans de son choix à ceux que la naissance nous a donnés, ou

même de suppléer par cette voie à ceux qu'elle nous a refusés ». Mais il faut laisser chacun libre ; et puis tous les enfants ne font pas le chagrin de leur père. « Il est à craindre que le grand obstacle qu'éprouve parmi nous l'introduction de cette loi bienfaisante ne vienne pas précisément de cette corruption que l'on envisage, mais d'une autre espèce de démoralisation, qui n'est pas moins réelle, et qui, à tous égards, est infiniment plus dangereuse : nous voulons dire l'égoïsme. » Les jurisconsultes peuvent être partagés sur des questions de détail : par exemple, faut-il permettre d'adopter à celui qui a déjà des enfants ? Mais la question de principe mérite de la part du conseil d'État « la discussion la plus sérieuse et la plus approfondie ».

Les tribunaux d'appel de Nancy, Lyon et plusieurs autres villes, observèrent que les dispositions du titre VII rejetaient implicitement l'adoption, mais sans s'expliquer positivement. Cependant le principe a été proclamé par la Convention. La formule de l'adoption est encore conservée dans les modèles d'actes civils publiés en exécution de l'arrêt des consuls du 19 floréal an VIII. Il faudrait donc rejeter formellement l'adoption, et statuer sur le sort des enfants déjà adoptés ; si ce règlement ne paraît pas pouvoir entrer dans le Code civil, qu'on fasse une loi à part.

Le tribunal de Toulouse fit remarquer qu'il était d'autant plus nécessaire d'énoncer formellement l'inexistence de l'adoption, que le dernier article du projet de Code n'abrogeait pas les lois émanées des assemblées nationales.

Enfin le tribunal de Cassation s'exprima dans ces termes : « Tout ce qui tend à établir de nouveaux liens entre les hommes, tout ce qui tend à multiplier les relations qui les rapprochent et les affections qui les unissent, est une source de bons sentiments et de bonnes actions ; telle est l'adoption, formant une parenté légale, un principe de bienfaisance, étant propre à inspirer aux êtres les plus délaissés de la société, l'espérance d'acquérir un état qui leur manque, et, par cette espérance, le désir de s'en rendre dignes. » Suivait un projet de réglementation ¹.

1. « Article 1^{er}. — L'adoption est autorisée.

« Article 2. — L'adoption n'est permise qu'aux hommes âgés de 50 ans et aux femmes âgées de 45 ans qui n'ont pas d'enfans ou descendans légitimes.

« Article 3. — Il n'est permis d'adopter que des enfans qui n'ont pas de père légitime vivant.

« Article 4. — Les hommes ne peuvent adopter d'enfant mâle qu'autant qu'il n'a pas encore atteint l'âge de 18 ans accomplis, et une fille qu'autant qu'elle n'a pas atteint sa onzième année.

« Les femmes ne peuvent adopter d'enfans de l'un ou de l'autre sexe qu'autant qu'ils n'ont pas l'âge de dix ans révolus.

« Sont exceptés : 1^o les enfans abandonnés ou sans famille

Vers la même époque parurent les *Observations sur le nouveau projet de Code civil* de Julien-Michel

connue ; 2° les enfans naturels des adoptans, par eux reconnus ; 3° ceux qui sont adoptés conjointement par deux époux. Les individus compris dans ces trois exceptions peuvent être adoptés, à quelque âge qu'ils soient parvenus, au-delà de celui qui est déterminé par le précédent article, pourvu, dans ce cas, que le père ou la mère adoptant ait fourni aux frais de leur éducation, nourriture et entretien, au moins pendant les cinq ans qui ont immédiatement précédé l'adoption, ce qui sera constaté par un acte de notoriété reçu par le juge de paix et joint à l'acte d'adoption.

« Article 5. — Nul ne peut être adopté par plusieurs, si ce n'est par deux époux.

« Article 6. — Nul ne peut avoir à la fois plus d'un enfant adoptif, si ce ne sont deux époux qui peuvent en avoir deux communément entre eux.

« Article 7. — L'adoption est sans effet, si l'adoptant, quand il l'a faite, était attaqué d'une maladie aiguë ou chronique, et s'il n'a pas survécu trente jours.

« Article 8. — Le tuteur ne peut adopter le mineur ou la mineure étant sous sa tutelle.

« Article 9. — L'adoption est nulle si l'adopté n'a pas dix-huit ans complets de moins que le père adoptif ou quinze ans de moins que la mère adoptive.

« Article 10. — L'adoption ne peut se faire sans le consentement de la mère légitime ; à son défaut, des aïeuls et aïeules paternels et maternels de l'enfant adoptif ; à leur défaut, et si l'enfant est mineur, le consentement du tuteur, autorisé par la famille, est nécessaire.

« Le consentement des père et mère naturels des enfans naturels légalement reconnus est nécessaire pour qu'ils puissent être adoptés.

« L'enfant abandonné ou sans famille connue, ne peut être

Dufour¹. L'auteur reproche au projet l'absence d'une loi « nécessaire » comme l'adoption, d'autant qu'on

adopté que du consentement du tuteur ad hoc, autorisé par l'avis motivé de six des plus proches voisins et amis de l'adopté, et par l'ordonnance du juge de paix qui précédera préalablement tous renseignemens nécessaires sur l'utilité et convenance de l'adoption.

« Article 11. — L'adoption est irrévocable de la part de l'adoptant : les mineurs adoptés peuvent y renoncer dans le cours de leur vingt-deuxième année.

« Article 12. — L'enfant adoptif sort de sa famille primitive : celui qui renonce à l'adoption y reprend ses droits, sans que les parens adoptifs puissent former aucune action contre lui pour les secours qu'il en a reçus.

« Article 13. — L'enfant adoptif demeure étranger à tous les membres de la famille adoptive dans ses degrés directs ou collatéraux, si ce n'est les père et mère adoptifs, leurs enfans naturels, et leurs enfans légitimes nés depuis l'adoption.

« Article 14. — L'adoption ne détruit pas l'obligation naturelle entre les père et mère et les enfans donnés en adoption, de se fournir des alimens ; et une pareille obligation se forme entre les adoptans et l'adopté.

« Article 15. — Les adoptans acquièrent sur l'enfant adoptif les mêmes droits de puissance que la loi donne aux père et mère sur leurs enfans, à l'exception du droit de jouir du revenu des biens personnels de l'adopté mineur, jusqu'à l'âge de 18 ans.

« Article 16. — Les droits de successibilité qui naissent de l'adoption sont réglés au titre des successions.

« Article 17. — Les actes d'adoption sont reçus par les officiers et inscrits sur les registres de l'état civil.

1. Ex-juge au tribunal du département de la Seine. Paris, Courcier (sans date).

a fait en somme « une aimable transaction entre le droit écrit et le droit coutumier ». L'adoption serait fort utile aux enfants naturels, en faveur de qui la faculté de tester et de donner entre vifs, restreinte qu'elle est par l'existence de proches parents, n'est pas suffisante. Il faudrait qu'un célibataire, ami du père ou de la mère d'un enfant naturel, pût adopter celui-ci. Le Code du citoyen Cambacérès avait promis notre institution; on eût dû au moins la discuter. « Une partie de la France sous l'ancien régime l'admettait, la plupart des nations l'ont consacrée, elle manque au Code civil. »

Dans une *Analyse critique du projet de code civil* parue, sans nom d'auteur, en messidor an IX¹, on observe que les rédacteurs du projet ont péché par circonspection excessive, notamment dans la question de l'adoption. Cette dernière « a figuré avec éclat parmi les innovations dont on voulait enrichir la législation française », et on la passe sous silence. L'auteur reconnaît que « parmi les personnes les plus éclairées et du sens le plus droit il se trouve un grand nombre de détracteurs qui la regardent comme une institution impolitique, immorale et inutile ». Mais il n'aurait pas voulu qu'on la supprimât « de biais », d'autant que par là on laisse dans l'incerti-

1. Chez Garnery.

tude la condition des actes adoptifs qui ont déjà eu lieu. « Quelques années plus tard, les auteurs du projet se seraient expliqués avec franchise, mais trop peu d'intervalle les sépare encore de la Révolution. »

Je trouve aussi, en fructidor an IX, un mémoire que le tribun Challan remit à ses collègues sur *l'Adoption considérée dans ses rapports avec la loi naturelle, la morale et la politique*, ouvrage dans lequel on examine s'il est avantageux de l'admettre dans la rédaction du code civil¹. Après un long historique, au cours duquel il montrait l'adoption connue et pratiquée en tous temps et en tous lieux, après quelques tirades déclamatoires², l'auteur réfute des objections possibles. Beaucoup craignent les intrigues que la cupidité peut employer pour cap-

1. Versailles, fructidor an 9.

2. Par exemple : « ha ! si vous voulez nous dégager des affections qui résultent du rapprochement des hommes, je me transporterai chez les sauvages, j'y trouverai des mères portant le sein à l'enfant perdu sur le feuillage épars des forêts ; là je verrai la brute même s'étendre pour laisser sucer ses mamelles aux animaux de son espèce, que bientôt elle confond avec ses petits. Puis je demanderai, si l'on écarte les rapports de la sociabilité, quels seront dans ceux de la nature oubliée avec le besoin, les droits des collatéraux ; puisque sans les douces habitudes que l'on contracte dans l'enfance, il ne resterait aucun motif de liaison..... »

ter la bienveillance. Réponse : « C'est à la morale qu'il appartient de mettre un frein à la séduction, quel qu'en soit le mode et l'objet, car les lois positives ne peuvent que défendre des actions criminelles et non empêcher le bien parce qu'il est possible qu'un cœur vicieux s'en serve pour voiler ses astucieuses combinaisons. » D'ailleurs, fait remarquer l'auteur, le danger est moindre que pour les simples donations, puisque l'adoptant doit nécessairement avoir un plus grand nombre d'années que l'adopté. Craindrait-on d'affaiblir les liens qui unissent les familles naturelles ? mais alors il faut anéantir toute manière de disposer de ses biens. Il ne faut pas dire non plus que l'adopté « renonce à la piété filiale. L'adoption est un acte légitime et synallagmatique par lequel l'un cède le droit qu'il a d'élever son fils et l'autre s'oblige à faire plus que le père lui-même n'aurait pu faire ».

Plus loin Challan observe que la seule renonciation faite par l'enfant adoptif est celle qui a trait à ses « intérêts civils », ce qui ne paraît pas d'ailleurs le choquer autrement. Si l'on objecte à l'auteur que le bénéfice de la nouvelle institution sera surtout pour les enfants naturels, il répond que c'est tant mieux. Jadis, on faisait retomber sur ces enfants les fautes de leurs parents. Rendait-on de la sorte celles-ci moins fréquentes ? On dira : le droit de tester suf-

fit. Mais n'est-ce pas quelque chose que l'intime liaison contractée avec le père adoptif? « et tel qui trouvera un moyen d'avancer ou de contracter une alliance par ce rapprochement, sera repoussé s'il est dans une sphère plus obscure ou plus éloignée ».

Enfin, peu de temps après, en vendémiaire an X, le tribun Grenier fit paraître un *Essai sur l'Adoption*. Il craint que la paternité fictive n'affaiblisse le penchant à la véritable paternité, fait remarquer que le projet du tribunal de Cassation prévoit l'indissolubilité de l'adoption, mesure bien dangereuse; on permet d'adopter des enfants naturels, ce qui est immoral. Enfin les formes ne sont pas assez solennelles. La simple comparution devant un officier de l'état civil n'empêchera pas la captation. Il faudrait soumettre chaque adoption à une loi particulière, sauf à régler les effets de la paternité fictive par une loi générale. Grenier ajoute d'ailleurs qu'à son avis l'adoption ne devrait pas figurer dans les lois de la France.

Par contre, plusieurs autres *Observations* et *Lettres* sur le projet de code, publiées en l'an IX, passent tout à fait l'adoption sous silence¹.

1. *Observations sur l'importance et les bases du Code civil*, par

Mais la section de Législation ¹ du Conseil d'État avait déjà décidé de faire droit à la requête pressante du premier tribunal de France. En conséquence, le projet que voici fut rédigé :

« Article 1^{er}. — Nul individu de l'un ou de l'autre sexe ne peut adopter s'il ne réunit les qualités suivantes : 1^o Être ou avoir été marié ; n'avoir pas d'enfants ou descendans légitimes ; 3^o ne point passer l'âge de 70 ans ; 4^o avoir au moins dix-neuf ans de plus que l'adopté.

« Article 2. — Nul ne peut adopter que des individus de son sexe, à moins que les individus d'un sexe différent ne soient neveux ou nièces, petits-neveux ou petites-nièces, cousins ou cousines au premier degré de l'adoptant.

un citoyen du Département de l'Indre. Châteauroux, Bourgeois, an IX.

Lettre sur le projet de Code civil. Paris, chez Lenfant, 2 floréal an IX.

Seconde lettre sur le projet de Code civil. Paris, Lenfant, 24 floréal an IX.

Observations sur le projet de Code civil, par M. de Montlosier. Paris, Giguet et C^{ie}, an IX.

Observations sur le projet de Code civil, par Garnier, Deschenes, an IX.

Les quatre premières de ces brochures sont conservées à la Bibliothèque de la Chambre des Députés.

1. Elle se composait de : Boulay de la Meurthe, Berlier, Emery, Portalis, Réal et Thibaudeau.

« Article 3. — La règle posée en l'article précédent ne s'applique point à l'adoption faite en commun par des époux, ou par l'un d'eux du consentement de l'autre.

« Article 4. — L'adoption en commun ne peut être faite que par deux personnes unies entre elles par le mariage. Nul époux ne peut adopter sans le consentement de l'autre.

« Article 5. — Le tuteur ne peut adopter le mineur ou la mineure étant sous sa tutelle.

« Article 6. — Il est permis d'adopter par un seul et même acte plusieurs enfans, sans limitation de nombre ; mais on ne peut, après une adoption consommée, en faire aucune autre pendant la vie de l'enfant adopté et de ses descendans.

« Article 7. — L'enfant est donné en adoption par ses père et mère, s'ils vivent ; et à défaut de ses père et mère, par tous ses ascendans paternels et maternels. Lorsque le droit de donner en adoption est dévolu à plusieurs ascendans, l'opposition d'un seul suffit pour empêcher l'adoption.

« Article 8. — Si l'enfant n'a ni père ni mère, ni ascendans, le droit de le donner en adoption appartient à son tuteur, autorisé par un conseil de famille.

« Article 9. — Si l'enfant n'a point de parens connus, le juge de paix convoque quatre voisins ou amis, lesquels élisent à l'enfant un tuteur spécial.

« Article 10. — Le vœu des personnes qui se proposent d'adopter et de celles qui consentent à donner en adoption doit être consigné dans un premier acte reçu par le juge de paix du domicile de l'adopté.

« Article 11. — Cet acte sera soumis à l'homologation du tribunal civil, qui examinera 1° si l'adoption est conforme aux règles ci-dessus posées, 2° si le père adoptant jouit d'une bonne réputation.

« S'il homologue la délibération, il renverra les parties devant l'officier de l'état civil, pour leur être donné acte de l'adoption.

« Article 12. — L'adoption est irrévocable, tant de la part de l'adoptant que de la part de ceux qui ont donné l'enfant en adoption.

« Article 13. — Le mineur adopté peut seul renoncer au bénéfice de l'adoption, et jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.

« Article 14. — En cas de renonciation, l'adopté rentre dans sa famille primitive et y reprend ses droits sous les modifications qui suivent.

« Article 15. — Si dans l'intervalle il y a eu des aliénations de biens auxquelles le renonçant aurait eu droit, il ne pourra, sauf le cas de fraude, critiquer les actes qui les contiennent ; son action se bornera au recouvrement du prix : il n'en aura aucune en restitution des fruits perçus jusqu'à sa renonciation.

« Article 16. — De même l'adoptant et sa famille

ne pourront former aucune répétition à l'adopté pour les frais de son éducation, les alimens et les services qu'il aura reçus.

« Article 17. — L'adoption transfère au père ou à la mère qui adopte, la qualité de père ou mère légitime ; elle établit entre l'adoptant et le fils adoptif les mêmes droits et les mêmes devoirs qu'entre père et enfant légitimes. L'enfant adoptif prend le nom de la personne qui l'adopte.

« Article 18. — L'adoption ne laisse subsister entre les père et mère et l'enfant donné en adoption que l'obligation naturelle et réciproque de se fournir des alimens dans le besoin.

« Article 19. — L'enfant adoptif sort de sa famille naturelle, et appartient, dès que l'adoption a eu lieu devant l'officier de l'état civil, à la famille de l'adoptant dans tous ses degrés directs et collatéraux. Néanmoins, tous parens de l'adoptant pourront, par une disposition spéciale, exclure l'enfant adoptif de toute part à leur succession ; mais ceux qui auront usé de cette faculté feront perdre aux leurs le droit de succéder à l'enfant adoptif et aux siens.

« Article 20. — Dans le cas où après l'adoption il naîtrait à l'adoptant des enfans en mariage, l'enfant adoptif conservera dans la succession la part d'un enfant légitime. »

Il faut avouer que le projet présenté par Berlier

au Conseil d'État différerait quelque peu de ceux qu'on discutait sous la Convention nationale. Il n'était plus question de dresser un épouvantail à l'usage des célibataires. Adopterait qui voudrait. On ne parle pas davantage d'autoriser le père de famille déjà titulaire d'un ou plusieurs enfants à s'en adjoindre fictivement quelques autres. Sans doute il pourra toujours, par des donations, frustrer ses enfants selon la nature; mais il hésitera à se dépouiller lui-même. Sans doute il pourra encore, dans une certaine mesure, disposer de ses biens par un testament, et en user selon ses caprices. Du moins le testament sera-t-il révocable jusqu'au dernier jour; et l'on peut espérer que l'approche de la mort portera conseil.

D'autre part la terreur de la concentration des fortunes qui avait hanté les cerveaux révolutionnaires ne se retrouve plus. Aucun maximum ne sera donc fixé à la part de l'adopté dans les biens de l'adoptant. Il aura la part d'un enfant légitime.

Mais ce qui datait bien encore l'œuvre des conseillers, c'était le maintien de la disposition suivante, renouvelée des précédents projets de Berlier et de Lanjuinais : « L'enfant adoptif sort de sa famille naturelle... l'adoption ne laisse subsister entre les père et mère et l'enfant donné en adoption que l'obligation naturelle et réciproque de se fournir des

alimens dans le besoin ». C'était un recul sur la législation romaine, au moins dans sa dernière rédaction, puisque l'*adoptio minus plena* de Justinien, qui était la règle, laissait l'adopté dans sa famille d'origine¹. L'enfant adoptif deviendrait dans la société « un être monstrueux retranché de sa famille naturelle et cependant n'appartenant à une autre que par une vaine fiction »².

Ce fut à la séance du 6 frimaire an X que s'ouvrit la discussion au Conseil d'État. Berlier présenta, en qualité de rapporteur, le projet de la section de législation. Il déclara qu'on ne pourrait plus accuser la paternité fictive de détourner du mariage : elle n'était permise qu'aux gens mariés ou qui l'avaient été ; ce sera donc une consolation pour les mariages stériles et un moyen de secourir les enfants pauvres. Sans l'adoption certes on peut secourir les malheureux, mais c'est alors une bienfaisance précaire,

1. L'adoption n'était *plena*, ne produisait ses anciens effets que dans deux cas : 1° quand l'enfant était donné en adoption à un ascendant qui ne l'avait pas en puissance, 2° quand il était donné en adoption par un ascendant dans la famille duquel il était primé par une autre personne, ainsi quand un grand-père ayant en puissance un fils et un petit-fils né de celui-ci donne le petit-fils en adoption.

2. Maleville, *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'État*, tome 1^{er}.

sans « caractère sacré ». Berlier s'applique à réfuter un écrit, qui a trouvé des partisans ¹ et ferait de l'adoption une institution philanthropique permise seulement aux citoyens qui ont rendu de grands services à l'État. Elle serait prononcée par le Corps législatif. Le rapporteur veut rendre l'adoption très solennelle. Il la fait prononcer par un tribunal. Mais là où l'égalité civile est un dogme, il ne saurait y avoir de différence entre les citoyens pour ce qui touche à la famille. C'est dans l'expérience de l'adoption prussienne que l'on a puisé, en les adaptant à nos mœurs, les principes du projet.

Le premier consul ouvre alors la discussion sur le principe même de l'adoption.

Maleville l'approuve comme mesure politique et prononcée par le Corps législatif ou par arrêté du gouvernement, non comme mesure civile, permise à tous. Il dit qu'il serait bon d'autoriser de grands citoyens que les circonstances ont éloignés du mariage, ou dont l'union a été stérile, à se donner des enfants dignes d'eux. Il serait inutile de fixer des conditions, puisque l'autorité publique apprécierait. Les effets de cette adoption seraient ceux de la paternité naturelle. Mais il ne convient pas de permettre l'adoption par une loi générale. A Rome sans doute

1. Il ne nomme personne.

l'adoption était utile pour donner aux plébéiens l'accès du patriciat. C'était comme l'anoblissement de la France monarchique. C'était la preuve « que le genre humain n'était pas, au fond, de deux espèces absolument différentes ». Mais aujourd'hui il n'y a plus de distinctions à effacer. D'autre part la paternité fictive ne donnera pas les sentiments de la paternité naturelle, et cependant le projet de Berlier la rend irrévocable. Songe-t-on aux graves inconvénients de l'institution projetée ? Elle sera surtout mise à profit en faveur des enfants naturels que le projet n'exclut pas et que Rome a toujours exclus. La France s'est jadis récriée contre la loi révolutionnaire qui mettait sur la même ligne les enfants naturels et les enfants légitimes. Supposez qu'on veuille exclure les enfants naturels de l'adoption. On n'y parviendra pas, puisque la recherche de la paternité est interdite. Certes Maleville n'approuve pas la loi du 17 nivôse qui supprimait presque la liberté de tester. Elle avait en vue « une égalité impossible de fortunes au lieu d'une égalité désirable de droits ». Mais d'autre part il ne faut pas entièrement méconnaître l'esprit de famille. La loi de germinal et le projet de Code civil réservaient les droits des frères et des neveux que l'adoption va frustrer. L'adoption devenue une faculté commune ne sert qu'à favoriser la vanité, l'immoralité, et le mépris des lois.

Tronchet prit ensuite la parole. Il observa qu'il y avait en somme trois opinions. Les uns rejettent l'adoption. D'autres la permettent à tout le monde moyennant une simple déclaration. D'autres enfin ne l'autorisent qu'au prix d'une décision du Corps législatif. La commission qui a rédigé le projet de Code civil se range à l'avis de ces derniers. Comme l'a dit Maleville, le père d'un enfant naturel n'aura qu'à s'abstenir de le reconnaître pour pouvoir lui transférer tous ses biens par l'adoption. Cette institution ne servira en réalité que la vanité de ceux qui veulent transmettre leur nom et leurs armes comme dans l'ancien régime. Quel chagrin ne préparerait-elle pas à l'adoptant qui viendrait à reconnaître l'indignité de l'adopté, ou bien à avoir des enfants véritables, soit de l'épouse réputée stérile, soit d'un deuxième mariage ! Alors l'adopté lui-même deviendra malheureux. S'il veut à sa majorité rentrer dans sa première famille, il n'y trouvera plus de secours ; car on ne voudra sans doute pas que son retour annule les dispositions déjà prises, lorsqu'il était devenu un étranger. « C'est ainsi que l'adoption qui devait, dit-on, faire son bonheur, le plonge dans un éternel abandon¹. » Tronchet reproche à Berlier

1. Tronchet fait remarquer en passant combien il est dangereux d'admettre ainsi une institution seulement en principe, et

d'introduire l'adopté dans la famille de l'adoptant, dans tous ses degrés directs et collatéraux, en accordant seulement aux parents de l'adoptant le droit d'exclure l'adopté de leur succession ou, s'ils ne l'ont pas exclu, le droit de succéder, le cas échéant, à l'adopté. Souvent ces parents négligeront ou n'auront pas le temps d'user de la faculté qu'on leur concède. Il faudrait au moins l'intervention du corps législatif pour autoriser « ce monstre dans l'ordre social, cet être bizarre qui n'appartient plus à sa famille primitive, et ne tient que par un seul point à la famille dans laquelle il passe. Tronchet conclut : l'adoption est inutile pour la bienfaisance. Elle ne doit être qu'une institution politique à l'usage des grands citoyens, avec autorisation du corps législatif. Et encore sera-ce souvent pour un homme compromettre sa gloire que de transmettre son nom.

Après quelques phrases du Premier Consul qui désirait faire préciser à Tronchet les règles de cette adoption « du grand citoyen », Portalis émit son avis. L'adoption ne blesse pas l'égalité républicaine, puisqu'elle est permise à tous. On peut par des précautions (que l'orateur n'indique pas) empêcher qu'elle ne favorise les bâtards au détriment des

sans en avoir réglé les effets. « C'est s'engager dans des embarras d'où l'on ne peut plus sortir. »

enfants légitimes. Les regrets qu'elle peut entraîner sont quelquefois la suite même de la paternité naturelle. Il faudrait seulement que l'adopté sût choisir. L'adoption comme mesure politique est impossible ; on n'en finirait pas s'il fallait discuter les prétentions de tous ceux qui affirment avoir bien servi la patrie. Au contraire, comme institution privée, dont il faudra d'ailleurs interdire la pratique aux célibataires, elle sera une source de consolations. On dit qu'elle n'est pas réclamée par l'utilité publique, mais dans le droit civil « toute utilité particulière a la faveur de l'utilité publique » si elle ne la contrarie pas, « car le droit civil n'existe pas seulement pour cet être abstrait qu'on nomme la chose publique. Il existe plus particulièrement pour chacun des individus qui composent l'Etat¹. »

1. A la page 438 des *Discours, rapports et travaux inédits sur le Code civil* de Portalis, publiés par son petit-fils, l'avocat Frédéric Portalis, en 1844, je trouve une « opinion inédite » de Portalis sur l'adoption. Il y est dit que la faculté de disposer suffit pour l'exercice d'une bienfaisance sagement ordonnée, que la paternité fictive ne donnera jamais les douceurs de la véritable. Entre parents et enfants adoptifs, il n'existera jamais qu'un doux commerce de générosité et de reconnaissance, indépendant des vains appareils de l'adoption. L'adoption est donc inutile. La date de ce jugement n'est pas donnée ; mais comme Portalis mourut en 1807, on avouera qu'il ne tarda guère à changer d'idée.

Röederer observe alors que l'opinion de Tronchet et de Maleville est favorable au système qu'ils combattent. C'est l'adoption réservée aux hommes illustres qui fonderait un patriciat. Quant aux enfants légitimes, il serait facile de les protéger en stipulant la défense d'adopter des enfants dont la filiation ne serait pas connue. Pour les collatéraux, « leurs droits ne sont pas bien sacrés »; ils ne sont « qu'une faveur de la loi ». Les lois sur l'enregistrement distinguent les successions directes et les collatérales. Il est même des pays où les collatéraux sont exclus.

Le conseil adopte en principe que l'adoption sera permise.

On a pu se convaincre, à la simple lecture de ce compte rendu, du profond changement qui s'était opéré dans les esprits. Aux éloges dithyrambiques des assemblées révolutionnaires a succédé une discussion véritable au cours de laquelle les critiques ne font pas défaut. Les vieux avocats aux Parlements qui, la tempête calmée, ont redressé la tête, ne voient pas d'un œil favorable cette institution nouvelle, sans racines, semble-t-il, dans l'ancien droit. Ils lui reprochent surtout les possibilités « immorales » qu'elle offre. Par son moyen les enfants naturels pourront être légitimés, et cette perspective, qui n'effrayait point à l'époque où l'on disait : « le seul

enfant illégitime est l'homme méchant et sans foi », ne laissait pas que de refroidir le vieux Tronchet. Mais comme d'autre part il faut faire la part du feu, les adversaires de la paternité fictive imaginent cette étrange adoption « du grand citoyen », qui jetterait le corps législatif dans les plus grandes perplexités, le jour où il lui faudrait rédiger la liste des « grands citoyens ».

On passa ensuite à la discussion des articles.

Cette discussion fut longue; elle se poursuivit durant toute cette séance du 6 frimaire an X et occupa encore, jusqu'à la suspension des travaux, les séances du 14 frimaire, du 16 frimaire et du 4 nivôse de la même année. Les débats furent parfois un peu confus, surtout lorsque intervenait le Premier Consul. Tronchet proclamait alors qu'on s'enfonçait dans des difficultés insolubles, et qu'il n'en pouvait pas être autrement, et qu'il l'avait bien dit... Puis la discussion reprenait de plus belle. Trois rédactions furent successivement présentées par Berlier.

Au lieu de suivre pas à pas le détail de ces séances, nous allons présenter dans un tableau d'ensemble, et en suivant, bien entendu, l'ordre chronologique, les décisions prises par le Conseil d'Etat pour chaque matière.

A. — Conditions de l'Adoption ¹

I. — DANS LA PERSONNE DE L'ADOPTANT

Sexe. — Les femmes comme les hommes peuvent adopter. On ne discuta même pas ce point.

Célibataires. — Faudrait-il d'abord, comme l'exigeait le projet, être ou avoir été marié? « Qui veut parler pour les célibataires? dit Bonaparte. A vous, citoyen Cambacérès (célibataire endurci) ! » Le 2^e consul s'exécuta et combattit la mesure proposée, déclarant que la crainte d'empêcher les mariages était chimérique, que le mariage était assez en vogue à cause de ses avantages, et qu'on empêcherait ainsi un célibataire de réparer ses torts en faisant sortir d'une famille l'enfant que ses dérèglements y avaient introduit. Béranger appuya Cambacérès. Serait-ce les droits des collatéraux qu'on voudrait protéger? « Leur intérêt ne doit pas balancer les droits plus sacrés qui appartiennent à tout ce qui a la qualité d'enfant. » Thibaudeau fit observer que l'adoption, étant une paternité fictive, de-

1. V. le *Recueil* de Fenet, *l'Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'État*, par Jacques de Maleville (tome I^{er}), les *Mémoires* du Conseiller d'État Thibaudeau.

vait se rapprocher autant que possible de la paternité naturelle. L'adoption n'est pas une institution si indispensable qu'il convienne de la mettre à la portée de tous. Elle doit être « la consolation des mariages stériles et non un encouragement au célibat et aux désordres qui en sont ordinairement la suite ». A quoi Béranger riposta que la matière de l'adoption n'étant dans toutes ses parties qu'une fiction, la loi était libre de donner à cette fiction l'étendue qu'il lui plaisait. Bonaparte prit la défense du projet. « Pour qu'un individu, dit-il, soit adopté avec honneur, il faut qu'il entre dans une famille. Autrement vous mettriez l'adoption en parallèle avec la bâtardise, qui est l'injure la plus grossière. Vous diminuerez le nombre des mariages et par suite la population. Pourquoi se marierait-on si l'on pouvait avoir des enfants sans avoir les charges du mariage ? On dit que ce sont des craintes chimériques. Il faut prévoir les choses de loin. Qui aurait dit à l'Espagne que la découverte du Nouveau-Monde détruirait sa population ? Ces choses-là ne viennent pas tout de suite. Elles sont l'effet des siècles. C'est la goutte d'eau qui perce le granit. Ce ne serait pas une cause qui agirait immédiatement sur les mariages et la population ; mais ils pourraient s'en ressentir dans la suite. Le mariage est, dit-on, assez en vogue. On a raison ; mais il faut faire de manière qu'il y soit

toujours. Pour que l'adoption soit dans nos mœurs actuelles, elle ne doit être qu'un supplément rare aux effets du mariage, et non un moyen de s'y soustraire. »

Le Conseil se rangea à l'opinion de Bonaparte : il fallait, pour adopter, être ou avoir été marié. Au fond, ni Bonaparte, ni Cambacérès n'avaient tort. Il est certain que l'autorisation donnée à tout célibataire d'adopter, si jeune fût-il, pouvait porter atteinte au mariage. Il est certain d'autre part que l'adoption lui permettait de réparer ses fautes. Berlier trouva dans la rédaction du 2^e projet le moyen de tout concilier : Art. 6 : « L'adoption est de droit commun interdite à tous autres qu'à ceux rappelés dans les quatre articles précédents. Néanmoins, les célibataires de l'un et de l'autre sexe qui, parvenus à l'âge de cinquante ans, justifieraient d'infirmités naturelles assez graves pour qu'ils aient dû s'abstenir du mariage, pourront être admis au droit d'adopter. »

Cambacérès voulait remplacer l'âge de 50 ans par celui de 60, mais Rœderer fit observer qu'un vieillard et un enfant sont mal placés ensemble. Le Conseil opta pour 50 ans et supprima la justification susdite.

L'art. 6 du 3^e projet en décidait de même et fut voté sans discussion.

Veufs et divorcés. — Les trois projets leur per-

mettent d'adopter. Aucune objection ne fut faite.

Existence d'un enfant légitime ou adoptif. — Les trois projets déclarent que l'existence d'un enfant légitime empêche ses parents de procéder à une adoption, et ce qui montre bien le chemin parcouru depuis la Convention nationale, le point ne fut pas discuté. Berlier était par hypothèse résigné d'avance. Cambacérès ne souffla mot.

L'existence d'un enfant adoptif était assimilée par le 1^{er} projet à celle d'un enfant légitime. La clause ne put être discutée. Le 2^e projet en décidait de même. Berlier expliqua que tel père qui consent à l'adoption de son enfant calcule l'avantage que cet enfant doit en recueillir. Il ne faut pas que des adoptions subséquentes viennent amoindrir l'effet de la première. A Roederer, qui faisait observer que l'adoptant peut bien se marier, Berlier répondit que le mariage était une faculté naturelle que le législateur ne pouvait défendre ; du moins pouvait-il empêcher une seconde adoption. L'article fut voté.

Il le fut également à la discussion du troisième projet, mais avec un amendement réclamé par Bonaparte. On permit d'adopter le frère ou la sœur de son fils adoptif. « Il est naturel, disait le Premier Consul, que le père adoptif ait les mêmes sentiments pour tous les enfants d'une même famille, et que ceux-ci participent aux mêmes avantages. »

Age. — Le premier projet avait fixé un âge au delà duquel on ne pouvait adopter : 70 ans. Réal protesta. On ne pouvait interdire l'adoption à un âge où le mariage était permis. Régnier dit qu'on ne pouvait refuser cette consolation à la vieillesse. Malgré le conseiller Dumas qui invoquait les séductions possibles, l'article fut supprimé.

Le même projet ne fixait pas directement l'âge à partir duquel on pouvait adopter, mais il exigeait que l'adoptant eût dix-neuf ans de plus que l'adopté. Cambacérès fit entendre qu'il était un peu ridicule de permettre ainsi l'adoption à un jeune homme de vingt ans, et la plupart des conseillers furent d'avis de n'autoriser l'adoption qu'à l'âge où l'on ne peut plus guère espérer des enfants. Cependant rien ne fut décidé.

La deuxième rédaction exigeait qu'il se fût écoulé au moins dix ans depuis le mariage dans lequel on était engagé, ce qui était encore une solution indirecte. Maleville observa qu'il ne fallait pas tenir compte uniquement du temps écoulé depuis le mariage, qu'il serait assez singulier de ne permettre l'adoption qu'au bout de dix années à l'homme qui se serait marié à soixante-dix ans. C'est surtout à l'âge des individus qu'il faut regarder. D'autre part le terme de dix ans, dans l'hypothèse d'époux encore capables d'avoir des enfants, est trop court.

La survenance d'un enfant pourrait amener des inconvénients terribles.

A ce moment, Cambacérès détourna la discussion, et de nouveau rien ne fut décidé.

On revint sur ce point à la séance du 16 frimaire ; cette fois l'article de Berlier qui permettait d'adopter après dix ans de mariage fut d'abord voté sans discussion.

Par contre, on discuta l'article suivant qui figurait déjà dans le premier projet : « Les veufs et les veuves sans enfans ni descendans légitimes peuvent aussi adopter, savoir les veufs lorsqu'ils ont cinquante ans et les veuves quarante-cinq ans révolus. » Cambacérès demanda pourquoi cette différence entre les veufs et les personnes mariées ; à quoi Berlier répondit que le veuf pouvait se remarier très vite, tandis que l'homme et la femme mariés, dont l'union a été stérile depuis dix ans, ne le peuvent pas. Rœderer riposta que les veufs en question ont prouvé qu'il n'est pas dans leur cœur de se soustraire à l'engagement du mariage. Ils doivent pouvoir adopter quand bon leur semble. Le Conseil se prononça en ce sens.

Quelques instants plus tard, après avoir discuté la question de l'âge pour les célibataires, on décidait que l'adoption ne serait permise qu'à l'âge de quarante ans aux individus mariés ou veufs et à cin-

quante ans aux personnes qui ne sont point et n'ont point été engagées dans les liens du mariage.

Enfin, lors de la présentation du troisième projet, on vota sans discussion les trois articles suivants : « Toute personne qui sera mariée... pourra adopter pourvu qu'il se soit écoulé au moins dix ans depuis le mariage dans lequel elle sera engagée, ou que l'un et l'autre des époux ait cinquante ans révolus. » — « Les veufs et veuves sans enfans ni descendans légitimes pourront aussi adopter, lorsqu'ils auront atteint l'âge de quarante ans révolus. » — « Toutes personnes autres que celles rappelées aux précédents articles ne pourront adopter qu'à l'âge de cinquante ans accomplis. Les hommes ou femmes divorcées ne pourront profiter de cette disposition qu'autant qu'ils seront sans enfans ou descendans légitimes. »

Bonne réputation. — Les trois projets enjoignent de vérifier si le futur adoptant jouit d'une bonne réputation.

Consentement du conjoint. — Le deuxième projet comme le premier l'exigeait : « Les époux peuvent adopter simultanément et en commun le même enfant. Ils peuvent aussi adopter séparément. Mais une telle adoption ne peut être faite par l'un des époux sans le consentement de l'autre. » Aucune objection ne fut présentée. Lors de la discussion du troisième projet, l'article suivant fut voté : « Les

époux seuls pourront adopter simultanément. » Berlier présenta ensuite la disposition suivante : « Les époux pourront aussi adopter séparément, mais une telle adoption ne pourra être faite par l'un des époux sans le consentement de l'autre. » Tronchet, Cambacérès et Bonaparte déclarèrent que cette adoption séparée était immorale, et l'article fut rejeté. Les époux ne devaient adopter qu'en commun.

Cas du tuteur. — Les deux premiers projets contenaient la disposition suivante : « Le tuteur ne peut adopter le mineur ou la mineure étant sous sa tutelle. » Lorsqu'on présenta la seconde rédaction, le ministre de la justice fit observer qu'il suffirait d'interdire l'adoption au tuteur avant qu'il n'eût fourni ses comptes. Mais l'article fut voté tel quel. Il ne fut pas reproduit dans la troisième rédaction.

II. — DANS LA PERSONNE DE L'ADOPTÉ

Sexe. — « Nul ne peut adopter que des individus de son sexe, disait le premier projet, à moins que les individus d'un sexe différent ne soient neveux ou nièces, petits-neveux ou petites-nièces, cousins ou cousines au premier degré de l'adoptant. » Le deuxième projet introduisit une nouvelle exception en faveur des personnes mariées, ce qui fut voté après

une brève discussion, et le troisième projet en décida de même sans soulever la moindre critique.

Age. — Le premier projet n'en avait pas fixé. Le majeur comme le mineur pouvaient être adoptés. Le deuxième projet contenait un article ainsi conçu : « les mineurs et mineures non mariées peuvent seuls être adoptés. » Cambacérès voulait qu'on ne pût choisir que des enfants en bas âge. Regnaud proposa comme âge extrême douze ans pour les garçons, dix ans pour les filles. L'âge de douze ans fut établi pour les deux sexes ; ce qui fut confirmé par le vote du troisième projet.

Consentement des parents de l'adopté. — On vota sans discussion, lors du deuxième projet, l'article suivant qui reproduisait à peu près la première rédaction : « Si l'enfant qu'il s'agit d'adopter a ses père et mère, ils doivent consentir l'un et l'autre à l'adoption. Le dissentiment d'un seul empêche qu'elle n'ait lieu. » Mais on discuta quelque peu cette disposition nouvelle : « en cas que l'un ou l'autre soit mort, le survivant ne peut fournir le consentement qu'après avoir pris l'avis d'un conseil de famille composé comme il sera dit au titre des tutelles. » Certains s'étonnèrent que le père ou la mère survivant fût astreint à cette consultation. D'autres proclamèrent les droits des ascendants. Finalement la rédaction fut ajournée. On vota

ensuite sans discussion les deux articles que voici :
 « A défaut de père et de mère, le consentement sera dévolu au tuteur, autorisé par un conseil de famille. Néanmoins en ce dernier cas, s'il existe des ascendants, le dissentiment d'un seul empêchera l'adoption, lors même que la majorité du conseil de famille en serait d'avis. » — « Si l'enfant n'a point de parens connus, le juge de paix convoquera quatre voisins ou amis, lesquels lui éliront un tuteur spécial à l'effet de consentir à l'adoption, s'il y a lieu. »

Lors de la présentation du troisième projet, on vota sans discussion les trois premiers articles ci-dessus. Berlier avait seulement ajouté une clause au second : au cas de mort du père ou de la mère, si l'avis du conseil de famille était contraire à l'adoption, il n'empêcherait pas le père ou la mère survivante d'en poursuivre l'effet ; il servirait ultérieurement de simple renseignement. Mais on disputa ferme sur le dernier article. Touchet affirma qu'il donnerait la plus grande facilité pour l'adoption des enfants illégitimes. Bonaparte dit qu'il fournirait un moyen de dépouiller l'enfant orphelin, qu'il fallait interdire l'adoption de l'enfant qui a perdu son père et sa mère ou la permettre seulement lorsqu'il n'a pas de biens. Il déclara d'autre part, contrairement à Tronchet, que « c'était une conception heureuse de venir, par l'adoption, au secours d'un enfant aban-

donné, et de l'arracher à la dépravation à laquelle son état d'abandon l'expose. » Il ne faut point donner aux bâtards la capacité de succéder ; ce serait offenser les mœurs, mais l'article fournit un moyen ingénieux de concilier la justice et les intérêts de la morale. Le conseiller Cretet alla plus loin, déclarant que l'adoption des orphelins était peut-être la seule qui fût vraiment dans l'esprit de l'institution nouvelle. Faire siens des enfants qui ont un père ou une mère est une sorte de violation du droit naturel ; il y faut d'importantes formalités. Il n'en doit pas aller de même lorsqu'il s'agit d'enfants orphelins ou abandonnés. Béranger appuie l'opinion du Premier Consul, affirmant que c'est dans l'intérêt de la morale qu'il réclame l'adoption des bâtards et des enfants dont l'origine est inconnue. L'article est adopté. Mais la discussion reprend aussitôt sur une phrase de Bonaparte, observant que les orphelins pourraient être dépouillés par l'avis de quatre étrangers. Ce serait faciliter les machinations des collatéraux. Thibaudeau rappelle qu'on a décidé de contraindre le père adoptif à assurer à l'adopté un dédommagement équivalant au patrimoine qu'il abandonne. L'objection est donc écartée en ce qui concerne les biens. Mais qu'arrivera-t-il si, après l'adoption d'un enfant dont l'origine est inconnue, le père et la mère véritables se présentent pour le récla-

mer ? Maleville, Portalis, Tronchet, veulent accorder au père le droit de le reprendre. Cambacérès s'y refuse. « Tout enfant, déclare le Premier Consul, qui a le moindre bien doit être refusé même à un homme riche, à moins que son père ne le donne en adoption. » Berlier approuve cet avis ; il ne faut pas, lorsque l'enfant a du bien, confier à des collatéraux un droit qui, « se liant avec leur intérêt personnel, les porterait souvent à des adoptions nuisibles à l'enfant et utiles à eux seuls ». Le Conseil en décida ainsi : Les collatéraux ne pourraient donner un enfant en adoption que si tous les moyens d'existence lui faisaient défaut.

Adoption des enfants naturels. — Le deuxième projet contenait la disposition suivante : « Celui qui a reconnu dans les formes établies par la loi un enfant né hors du mariage, ne peut l'adopter ni lui conférer d'autres droits que ceux qui résultent de cette reconnaissance. Mais, hors ce cas, il ne sera admis aucune action tendant à prouver que l'enfant adopté est l'enfant naturel de l'adoptant. » Le conseiller Marmont fit observer que c'était compromettre l'état des enfants naturels. Il se pourrait en effet que pour les adopter leur père différât la reconnaissance. Qu'arrivera-t-il s'il meurt sans les avoir ni adoptés ni reconnus ? Emmery et Regnault de Saint-Jean-d'Angély demandèrent la suppression

de l'article, et Berlier l'accepta. Elle fut décidée.

On a vu, un peu plus haut, qu'à la lecture du troisième projet les protestations de Tronchet contre la faculté d'adopter ses enfants naturels étaient restées sans écho. Bonaparte, qui avait soutenu les droits de ces enfants, fut unanimement approuvé. Si cette faculté ne fit pas l'objet d'un article formel, c'est qu'on suivit l'avis de Portalis : « Il serait sage de ne parler dans la loi ni des bâtards, ni des enfans dont l'origine est inconnue, parce que d'un côté il serait d'un mauvais exemple d'autoriser un individu à se jouer publiquement des prohibitions de la loi contre les bâtards, et que de l'autre, on ne peut exclure de l'adoption tous les enfans naturels dont les pères sont connus. » L'adoption des enfants naturels était évidemment permise.

III. — DIFFÉRENCE D'ÂGE ENTRE L'ADOPTANT ET L'ADOPTÉ.

La première rédaction prévoyait une différence de dix-neuf ans entre l'adoptant et l'adopté. Berlier déclara qu'il devait y avoir entre les deux la même distance qu'entre le père et le fils naturel. Il serait ridicule qu'ils fussent du même âge. A plus forte raison, fit observer Regnaud, ne faut-il pas qu'un père de dix-huit ans se crée un enfant de quarante.

« Il faut, dit Bonaparte, que les sentiments de père et de fils puissent s'établir entre ces deux personnes. » Mais on avait mêlé à cette question celle de l'âge requis pour adopter ; le débat devint un peu confus, et le projet fut renvoyé à la section sans qu'on eût rien décidé.

L'article 11 du deuxième projet prescrivait aussi une différence de dix-neuf ans entre l'adoptant et l'adopté, et de seize ans entre l'adoptante et l'adoptée. Mais Boulay fit observer que la disposition était inutile, puisque l'âge de l'adoptant et celui de l'adopté étaient fixés. Ce dernier, nous l'avons vu, devait avoir tout au plus douze ans, et l'adoptant au moins quarante s'il était marié ou veuf, cinquante s'il n'était point ou n'était plus engagé dans les liens du mariage. La différence d'âge était donc d'au moins vingt-huit ans.

La même solution résultait du troisième projet. La différence d'âge était seulement accrue au cas où l'adoptant était marié, puisqu'il devait avoir au moins cinquante ans.

B. — Formes de l'Adoption

La première rédaction¹ prévoyait d'abord un acte

1. Voir le texte page 130.

reçu par le juge de paix du domicile de l'adopté, puis l'homologation du tribunal civil, enfin l'acte d'adoption proprement dit dressé par l'officier de l'état civil. Tous ces points ne vinrent pas à la discussion.

Le deuxième projet, plus développé, exigeait la confirmation du tribunal d'appel¹. Cette question des formes fut posée devant le Conseil à la séance du 14 frimaire an X. Le Premier Consul rappela qu'il existait trois avis. Le premier consiste à permettre

1. « Article 18. — La personne qui se propose d'adopter en fera la déclaration expresse, ou devant le juge de paix du domicile du mineur, assisté de son greffier, ou devant deux notaires, ou devant un notaire en présence de deux témoins.

« Article 19. — Le même acte fera mention du consentement donné en exécution des articles 14 et suivans, et de la comparution des personnes chargées de l'exprimer.

« Art. 20. — Les délibérations du conseil de famille, lorsqu'il aura dû en être pris, seront jointes à cet acte.

« Art. 21. — Cet acte et les pièces jointes seront soumis à l'approbation du tribunal de première instance.

« Art. 22. — Ce tribunal examinera : 1° Si les conditions de la loi sont remplies ; 2° Si la personne qui se propose d'adopter est d'une bonne moralité ; 3° Si, d'après sa situation, comparée à celle de l'enfant, l'adoption offre à celui-ci de vrais avantages.

« Art. 23. — Le tribunal recevra à ce sujet tous les éclaircissements qui lui seront fournis ; il pourra même former tel interlocutoire qu'il jugera convenable.

« Art. 24. — Tout jugement relatif à la matière dont il s'agit, soit préparatoire, soit définitif, sera rendu sur rapport fait en

l'adoption par un simple acte passé devant un officier public. Le second à la faire prononcer par les tribunaux d'appel, le troisième à exiger qu'elle soit autorisée par un acte de l'autorité supérieure, soit du Sénat, soit du Corps législatif, soit du Gouvernement.

Portalis déclara que l'adoption ne pouvait être opérée par un acte ordinaire, étant une dérogation à la loi commune. Elle change l'ordre des successions. Sa forme intéresse l'ordre public. Elle n'est

séance publique, et après avoir entendu le commissaire du gouvernement.

« Art. 25. — Si le tribunal accueille la demande, son jugement portera qu'il autorise l'adoption.

« Art. 26. — S'il refuse cette autorisation, l'on pourra appeler de son jugement.

« Art. 27. — S'il l'accorde, l'adoption ne pourra toujours avoir lieu sans la confirmation du tribunal supérieur.

« Art. 28. — Le tribunal d'appel pourra, comme celui de première instance, ordonner tous les actes d'instruction propres à éclairer sa justice. Il jugera aussi en séance publique, et après avoir ouï le commissaire du gouvernement.

« Art. 29. — Si son jugement est favorable à la demande en adoption, il renverra les parties devant l'officier de l'état civil.

« Art. 30. — Les parties se retireront, en conséquence, devant cet officier ; et si elles lui déclarent qu'elles persistent dans leur primitive intention, il leur sera donné acte de l'adoption.

« Le jugement du tribunal supérieur sera inscrit sur le registre à ce destiné. »

pas cependant une institution politique puisqu'elle est fondée sur un autre intérêt que celui de l'État ; elle n'est pas une institution aristocratique, n'étant point un privilège. Institution purement civile, elle intéresse l'État comme l'intéressaient les testaments qui chez les Romains étaient faits dans les assemblées du peuple. Si les tribunaux étaient chargés de décider des adoptions, celles-ci deviendraient de simples procès. La seule nécessité de recourir aux grandes autorités écartera toute demande indiscrete ou frauduleuse.

Ce système est successivement combattu par le ministre de la justice, par Rœderer, par Thibaudeau, et par Berlier. Tous ces orateurs font observer que l'adoption une fois admise par le Code « fera partie du droit commun ». Donc une mesure du Corps législatif est inutile. De plus cette forme solennelle risquerait d'effrayer. Comment une assemblée pourrait-elle prononcer en connaissance de cause ? Le principe de la séparation des pouvoirs s'oppose à cette solution. D'ailleurs la Constitution est formelle : elle n'attribue au Sénat que le droit de faire des élections et de prononcer sur les « inconstitutionnalités », au Corps législatif seul le droit de faire des lois. L'adoption, qui est le changement d'état d'un individu, ne peut être l'objet d'une loi. Elle est donc du domaine des tribunaux.

Regnaud de Saint-Jean-d'Angély insiste sur les inconvénients pratiques du système de Portalis. « Comment un laboureur demeurant à deux cents lieues de la capitale pourrait-il y faire approuver l'adoption d'un orphelin dont il a recueilli la misère ? »

Mais le Premier Consul n'est pas convaincu. Bien au contraire : « L'objection tirée de notre constitution n'est pas fondée, dit-il. Tout ce qui n'est pas formellement défendu par elle est permis. L'adoption n'est ni un contrat civil ni un acte judiciaire. Qu'est-ce donc ? une imitation par laquelle la société veut singer la nature. C'est une espèce de nouveau sacrement, car je ne peux pas trouver dans la langue de mot qui puisse bien définir cet acte. Le fils des os et du sang passe, par la volonté de la société, dans les os et le sang d'un autre. C'est le plus grand acte que l'on puisse imaginer. Il donne des sentiments de fils à celui qui ne les avait pas, et réciproquement ceux de père. D'où doit donc partir cet acte ? D'en haut comme la foudre. Tu n'es pas le fils d'un tel, dit le Corps législatif ; cependant tu en auras les sentiments. On ne peut donc trop s'élever. On craint que de cette manière l'adoption ne soit trop restreinte ; mais nous l'honorons. On oppose les difficultés qu'entraîne ce mode ; ce ne sera pas le corps politique qui entrera dans le détail de toutes les informations et des for-

malités préparatoires. On lui présentera les projets tout mûris. Il n'aura plus qu'à examiner et voter. On pourra lui en proposer trois cents à la fois, si cela se rencontre. Le législateur comme un pontife donnera le caractère sacré. Supposons qu'il y ait des disputes entre le fils naturel et le fils adopté ; celui-ci répondra : C'est la même autorité qui a établi le mariage d'où tu sors. C'est la loi même qui m'a fait ton frère. On a objecté la révocabilité de l'adoption ; mais je ne voudrais point qu'elle fût révocable. On cite pour exemple le divorce. Comment peut-on comparer ce qui dissout avec ce qui crée ? Quand un corps politique aura prononcé l'adoption, certes on ne peut pas penser à en permettre la révocation. Il en serait autrement si elle émanait d'un tribunal. Ce ne serait plus qu'une sentence. Lorsque le père voudrait faire des représentations à son fils adoptif, celui-ci pourrait dire : tu n'es pas mon père. L'adopté pourrait abuser du secret des affaires et de cœur de l'adoptant. Non, cela n'est pas admissible. »

Peu à peu Bonaparte s'exalta : « Il faut frapper vivement l'imagination. S'il y a des discussions entre le père naturel et le père adoptif ; si, montés sur le même bateau, ils sont menacés de périr, le fils doit se déclarer pour le père adoptif. Il n'y a que la volonté du souverain qui puisse imprimer ce sentiment. Le Corps législatif ne prononcera pas dans ce cas,

comme il le fait en matière de propriété, de contributions, mais comme pontife de morale et d'une institution sacrée. Le vice de nos législations modernes est de n'avoir rien qui parle à l'imagination. On ne peut gouverner l'homme que par elle ; sans imagination, c'est une brute. Si les prêtres établissaient l'adoption, ils en feraient une cérémonie auguste. C'est une erreur de gouverner les hommes comme les choses. Il faut que la société tout entière intervienne ici. Votre système vous mène à la révocabilité de l'adoption ». Sur une interruption du ministre de la justice, Bonaparte repart : « L'analyse conduit aux résultats les plus vicieux. Ce n'est pas pour cinq sous par jour, pour une chétive distinction, qu'on se fait tuer ; c'est en parlant à l'âme qu'on électrise l'homme. Ce n'est pas un notaire qui produira cet effet, pour douze francs qu'on lui paiera. On ne traite pas la question. On fait de la géométrie. On l'envisage en faiseurs de lois et non en hommes d'État. L'imagination doit considérer l'adoption au milieu des malheurs de la vie. Je demande au rapporteur quelle différence il y a entre l'héritier et l'adopté. »

Berlier déclara, non sans une certaine ironie, que pour répondre, il faudrait d'abord connaître la nature et les effets de l'adoption qu'on voulait créer, ajoutant qu'à ses yeux « l'héritier du sang devait être à

l'adopté ce que la réalité est à la fiction, sauf les modifications à introduire dans les droits et les devoirs respectifs. » — « Si le père naturel de l'adopté devient riche, reprit le Premier Consul, celui-ci abandonnera son père adoptif. Il doit être lié pour toujours ; autrement ce n'est qu'un héritier. Qui tient lieu de Dieu sur la terre ? le législateur. Qui est le fils de son père ? personne n'en est sûr. C'est la volonté du législateur. Le fils adoptif doit être comme celui de la chair et des os. S'il y a la moindre différence, vous êtes hors du but et je n'y conçois plus rien. Dans les mœurs de l'Orient, un esclave admis parmi les Mameluks a pour son patron les mêmes sentiments qu'un fils. »

Tronchet reprit l'idée de Bonaparte : l'adoption devait être autorisée par la puissance qui exprime la volonté générale, puisqu'elle a pour effet de placer dans une famille un individu que ni la nature ni la loi n'en avaient fait membre.

De son côté, Réal déclara ne pas croire que jamais la paternité fictive imposât silence aux affections de la nature. « La loi ne pourra jamais faire que des héritiers. La loi qui voudrait obtenir davantage, la loi qui surtout voudrait effacer, déplacer les affections sacrées de la nature, ne sera jamais exécutée. » A quoi le Premier Consul répondit que les hommes ont les sentiments qu'on leur inculque. « Si l'on

forme de bonne heure ceux de l'enfant adopté, il préférera son père adoptif à son père naturel. »

Finalement le Conseil arrêta que l'adoption serait irrévocable; la section fut chargée de rédiger un autre projet d'après ce principe, et « dans le système du Premier Consul ».

Un nouvel article fut donc proposé à la séance du 16 frimaire an X : « Nulle adoption ne pourra être faite que par un acte du Corps législatif. » Boulay déclara qu'il était dès lors inutile de fixer des conditions, mais Bonaparte et Cambacérès ne furent point de cet avis. Sans règles fixes le législateur demeurerait le maître de changer de principe à chaque demande d'adoption. Le ministre de la justice fit le procès des formes compliquées qu'on voulait établir. Le Corps législatif n'est point fait pour de semblables tâches. S'il appliquait lui-même les lois qu'il a faites, il usurperait sur les autorités secondaires. Tout ce qui concerne la paternité naturelle est du ressort des tribunaux. La paternité fictive ne doit pas être privilégiée. Regnaud de Saint-Jean-d'Angély invoque l'intérêt des parties qui ne pourront guère être entendues et seront peut-être blessées dans leurs droits. Seuls les tribunaux peuvent bien juger les causes. Au pis-aller, si l'on veut absolument réserver le droit d'autoriser les adoptions à une autorité supérieure, qu'on le délègue au gou-

vernement. Les parties pourront se faire entendre de lui comme dans les questions administratives contentieuses. Le Conseiller Dumas propose de recourir au Sénat; mais on lui répond que les devoirs du Sénat sont irrévocablement fixés par la Constitution; d'ailleurs d'une façon générale le pouvoir de cette assemblée est beaucoup plus circonscrit que le pouvoir de l'autorité législative. Le Premier Consul exprime la crainte qu'une confusion ne se produise entre les deux pouvoirs législatif et judiciaire. L'autorité qui en disposera pourrait devenir impunément tyrannique. Il conviendrait donc de charger les tribunaux de l'enquête et le gouvernement de la décision. « Rien ne serait plus révoltant que de faire tout dépendre de l'opinion d'un préfet dont l'enquête ne serait assujettie à aucune formalité. » Le Conseil adopta en principe que l'adoption serait prononcée par une des grandes autorités du gouvernement. Mais quelle procédure établir pour les demandes? Regnaud propose que l'instruction soit faite par le tribunal civil, mais Cambacérès se contente du juge de paix, titulaire de la juridiction gracieuse, et le Conseil se range à son avis. On ne décide point par contre quelle autorité prononcera l'adoption. Le problème sera résolu lorsqu'on aura fixé les conditions mêmes de la paternité fictive.

Le troisième projet comprenait donc tout un nou-

veau dispositif qui fut voté sans discussion à la séance du 4 nivôse an X¹. Contrairement au vœu

1. « Art. 14. — La personne qui se proposera d'adopter en fera la déclaration expresse au juge de paix du domicile du mineur.

Le même acte fera mention du consentement donné en exécution des articles 10 et suivans, et de la comparution des personnes chargées de l'exprimer.

« Art. 15. — Les délibérations du conseil de famille, lorsqu'il aura dû en être pris, seront jointes à cet acte.

« Art. 16. — Des copies authentiques de cet acte et des pièces jointes seront adressées tant à la municipalité du domicile du demandeur en adoption qu'à la municipalité du domicile de l'enfant.

« L'une et l'autre donneront au bas de la copie leur avis, savoir : la première sur la moralité et les moyens d'existence du demandeur ; la seconde sur la situation de l'enfant et l'utilité qu'il peut trouver à être adopté.

« Art. 17. — Si le demandeur et l'enfant sont domiciliés dans le ressort de la même municipalité, cette municipalité s'expliquera sur tous les points exprimés dans l'article précédent.

« Art. 18. — L'avis des maires et adjoints sera, par l'intermédiaire du sous-préfet de l'arrondissement communal dans lequel résidera l'enfant, et avec l'avis personnel de ce sous-préfet, transmis au préfet qui en fera le renvoi au Conseil de préfecture.

« Art. 19. — Le Conseil de préfecture examinera : 1° si toutes les conditions de la loi sont remplies ; 2° si la personne qui se propose d'adopter jouit d'une bonne réputation ; 3° si, d'après sa situation, comparée à celle de l'enfant, l'adoption offre à celui-ci de vrais avantages.

« Art. 20. — Le conseil de préfecture recevra à ce sujet tous

de Bonaparte, il s'en remettait, pour l'enquête, aux soins d'un organe administratif, le conseil de préfecture.

C. — Effets de l'adoption.

Le premier projet faisait déjà sortir l'adopté de sa famille primitive. Il ne laissait subsister entre lui et elle qu'une obligation alimentaire. En revanche, l'adopté appartenait à la famille de l'adoptant dans tous ses degrés directs et collatéraux¹. Ces dispositions ne purent être examinées.

les éclaircissemens qui lui seront fournis ; il devra provoquer tous ceux qui lui sembleront utiles.

« Art. 23. — Lorsque tous les préliminaires seront remplis, le Conseil de préfecture donnera son avis définitif.

« Art. 24. — Cet avis sera, avec toutes les pièces relatives à l'adoption, transmis au gouvernement par la voie du Ministre de la justice.

« Art. 25. — Si, sur le rapport du ministre, et après avoir entendu le Conseil d'État, le gouvernement pense que l'adoption doit avoir lieu, il en fera la proposition au Corps législatif. »

1. « Art. 17. L'adoption transfère au père ou à la mère qui adopte la qualité de père ou mère légitime ; elle établit entre l'adoptant et le fils adoptif les mêmes droits et devoirs qu'entre père et enfant légitimes. L'enfant adoptif prend le nom de la personne qui l'adopte. »

« Art. 18. — L'adoption ne laisse subsister entre les père et mère et l'enfant donné en adoption que l'obligation naturelle et réciproque de se fournir des alimens dans le besoin.

« Art. 19. — L'enfant adoptif sort de sa famille naturelle et

Le deuxième projet reproduisait, pour le fond, les règles du premier. Avant même qu'on le discutât, Bonaparte avait fait connaître sa manière de voir. « L'adoption, disait-il, doit faire naître entre l'adoptant et l'adopté les sentiments de père et de fils. » Comme Réal observait : « la loi ne pourra jamais faire que des héritiers », il riposta : « les hommes ont les sentiments qu'on leur inculque. Si l'adopté est formé de bonne heure, il préférera son père adoptif au naturel. » Un peu après, le Premier Consul dit ne plus comprendre la paternité fictive si elle ne donnait au fils adoptif tous les droits du fils naturel. On discuta enfin les propositions de Berlier. Les deux premiers articles ne soulevèrent aucune critique. L'enfant adoptif prendrait le nom de l'adoptant. Il ne resterait plus entre lui et sa famille d'origine qu'une obligation alimentaire. On décida de même, malgré le conseiller Lacuée, que l'adoption transpor-

appartient, dès que l'adoption a eu lieu devant l'officier de l'état civil, à la famille de l'adoptant dans tous ses degrés directs et collatéraux. Néanmoins tous parens de l'adoptant pourront, par une disposition spéciale, exclure l'enfant adoptif de toute part à leur succession ; mais ceux qui auront usé de cette faculté feront perdre aux leurs le droit de succéder à l'enfant adoptif et aux siens.

« Art. 20. — Dans le cas où après l'adoption il naîtrait à l'adoptant des enfans en mariage, l'enfant adoptif conservera dans la succession la part d'un enfant légitime. »

tait au père ou à la mère qui adopte, la qualité de père ou mère légitime ; entre adoptant et fils adoptif existeront les mêmes droits et les mêmes devoirs qu'entre père et enfant légitime. Quant à l'article qui permettait à l'adopté d'apporter dans sa nouvelle famille les biens et droits qui auraient pu lui être acquis dans l'autre au moment de l'adoption, il fut vivement attaqué par Bonaparte. « Un enfant, disait-il, naît nu et sans biens ; il doit donc naître dans cet état à la nouvelle famille que l'adoption lui donne. » Berlier, Marmont, firent observer que ce système faciliterait aux familles le moyen de s'emparer des biens d'un mineur, en le donnant en adoption. Régnier défendit aussi l'article, disant que l'enfant adoptif doit tout acquérir et ne rien perdre. Finalement l'article fut ajourné.

On vota ensuite sans difficulté l'article qui faisait dater l'adoption du jour où l'acte a été rédigé, et aussi celui qui maintenait à l'enfant adoptif une part d'enfant légitime dans la succession de l'adoptant, même s'il survenait des enfants à celui-ci. Mais lorsque fut présentée la disposition suivante : « l'enfant adoptif appartient à la famille de l'adoptant dans tous les degrés directs et collatéraux. Néanmoins tous parens de l'adoptant pourront par une disposition spéciale exclure l'enfant adoptif de toute part à leur succession et à celle de leurs descendans ; ceux qui

auront usé de cette faculté feront perdre aux leurs le droit de succéder à l'enfant adoptif et aux siens », Cambacérès demanda l'ajournement de cette faculté laissée aux parents. Il fallait attendre que fût discuté le titre des successions. Le Conseil fut de cet avis et l'article fut voté avec le retranchement proposé.

On reprit ensuite la question des biens et droits acquis à l'enfant adoptif dans sa famille primitive au moment de l'adoption. Un amendement du conseiller Marmont fut voté, qui empêchait l'enfant adoptif d'apporter ces biens dans sa famille nouvelle, mais obligeait le père adoptif à assurer à cet enfant une somme égale à celle que lui faisait perdre l'adoption.

Le Conseil décida ensuite, sur la proposition de Cambacérès, que l'adopté ne serait pas tenu au rapport de cette somme au partage de la succession du père adoptif.

Lorsque fut présenté le troisième projet, tous ces articles furent votés sans discussion, sauf un seul, très important d'ailleurs : « L'enfant adoptif appartiendra à la famille de l'adoptant dans tous les degrés directs et collatéraux. » Tronchet déclara que si le législateur pouvait, par une loi et une dispense particulière, sanctionner une convention particulière en ce qui concerne les individus qui y consentent, il ne pouvait le faire au préjudice du droit que la loi géné-

rale accorde à des tiers. Portalis riposta que s'il était permis à la loi d'établir l'adoption, il ne pouvait lui être défendu d'en créer les conséquences. « Quand on admet que la loi peut faire d'un enfant autre chose que ce qu'en a fait la nature, on ne peut contester à la loi le pouvoir beaucoup moins étendu de régler comment il succédera. » L'article fut adopté.

Irrévocabilité. — Le premier projet¹ déclarait l'adoption irrévocable de la part de l'adoptant et de ceux qui l'avaient donné en adoption, révocable de la part de l'adopté, jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.

Le second projet autorisait la renonciation seulement de vingt et un à vingt-deux ans. Le Conseil, après avoir discuté sur la question des formes, décida, à la séance du 14 frimaire an X, que l'adoption serait irrévocable. C'était la conséquence du système adopté pour les dites formes. La troisième rédaction contenait donc un article en ce sens. Réal eut beau protester que c'était faire bon marché des droits de l'enfant. « C'est la loi qui fait les pères, répondit Bonaparte, et l'homme ne fait presque rien par le pur mouvement de sa volonté. S'il fallait ne compter la volonté que lorsqu'elle agit spontanément, il n'y aurait pas de raison pour regarder l'âge

1. Voir p. 130.

de vingt et un ans comme celui où l'on peut user de sa liberté ; car il est possible d'alléguer aussi qu'à cet âge l'homme n'a pas encore reçu les leçons de l'expérience, et que sa vue est troublée par les passions. » L'article fut voté.

Tel était, au 4 nivôse an X, l'état des travaux du Conseil d'État. Ces travaux furent interrompus, comme l'on sait, ainsi que tous les débats relatifs au Code civil, par le message consulaire du 12 nivôse, adressé au Corps législatif¹. Ils ne devaient être repris qu'un an après.

§ II. — PÉRIODE POSTÉRIEURE

A LA REPRISE DES TRAVAUX

Trois séances furent de nouveau consacrées à l'adoption, celles du 27 brumaire, du 11 frimaire et 18 frimaire an XI. Mais les débats n'offrent plus le même intérêt. Les arguments semblent de part et d'autre un peu épuisés, et c'est l'esprit de réaction qui se développe de plus en plus contre les nou-

1. « Législateurs, le gouvernement a arrêté de retirer les projets de loi du Code civil. C'est avec peine qu'il se trouve obligé de remettre à une autre époque les lois attendues avec intérêt par la nation, mais il s'est convaincu que le temps n'est pas venu, où l'on portera dans ces grandes discussions le calme et l'unité d'intention qu'elles demandent ».

veautés du droit intermédiaire bien plutôt que l'éloquence des adversaires de l'adoption, qui amènera un remaniement des articles déjà votés. A la séance du 27 brumaire, les critiques portèrent principalement, comme l'on devine, sur les formes de l'adoption, accusées d'être trop solennelles, sur ses effets, accusés d'être trop radicaux, sur l'irrévocabilité, accusée d'être injuste et dangereuse, enfin sur le changement de nom imposé à l'adopté. Le nouveau projet qu'avait présenté Berlier s'en fut à la Section, pour être amendé dans le sens de ces critiques.

Une nouvelle rédaction fut donc apportée à la séance du 11 frimaire. Berlier distinguait : 1° l'adoption des enfants auxquels l'adoptant a rendu des services pendant leur minorité ; 2° l'adoption des individus dont l'adoptant lui-même a reçu d'importants services.

La première peut porter soit sur une personne parvenue à sa majorité que l'adoptant, tuteur officiel, se sera engagé, alors qu'elle n'avait pas encore dix-huit ans, à garder jusqu'à la dite majorité, et à traiter « en bon père de famille », soit sur tout individu qu'on aura recueilli mineur, et auquel on aura donné des soins pendant six ans. Dans le premier cas, l'adoptant aura dû s'engager, en recueillant le mineur, à lui verser une indemnité au cas où plus tard l'adoption n'aurait point lieu. Dans les

deux cas, le contrat d'adoption sera dressé, par le juge de paix, à la majorité de l'adopté, si ce dernier et son bienfaiteur n'ont point changé d'avis. Le tribunal de première instance homologuera et le tribunal d'appel confirmera.

La deuxième exigera seulement que l'adoptant soit le plus âgé. Même procédure que ci-dessus. Dans les deux cas l'adopté ajoutera à son nom celui de l'adoptant. Il aura sur la succession de son bienfaiteur les droits d'un enfant légitime.

Les débats portèrent exclusivement sur l'indemnité que le futur adoptant devait s'engager à verser à l'enfant au cas où pour un motif quelconque l'adoption n'aurait point lieu. Tronchet déclara que « la loi ne devait pas sanctionner par une disposition l'espèce de vente qu'un père ferait de son enfant, en stipulant une somme dans le cas où celui qui le prend voudrait dans la suite le lui rendre. L'adoption doit être le résultat du sentiment, et non un marché. » « Mais que fait-on journellement dans les contrats de mariage? » répondit Berlier. Berlier déclara d'ailleurs que l'on pouvait supprimer cette indemnité; mais du moins fallait-il prévoir le cas où l'adoptant, tuteur officieux, mourrait avant la majorité de son pupille. Le projet fut encore une fois renvoyé à la section.

Une sixième rédaction fut donc apportée à la

séance du 11 frimaire an XI. Les conditions et les effets de la tutelle officieuse étaient modifiés :

« Article 4. — La tutelle officieuse ne pourra avoir lieu qu'au profit d'enfans âgés de moins de quinze ans. Elle emportera avec soi l'obligation de nourrir et élever le pupille et de lui rendre tous les soins d'un bon père de famille, jusqu'à ce que le pupille soit lui-même en état de pourvoir convenablement à son existence.

« Art. 5. — Dans l'intervalle de la tutelle officieuse à la majorité du pupille, celui-ci n'aura d'autres droits que ceux exprimés dans l'article précédent, ou qui auraient été particulièrement stipulés.

« Néanmoins, si le tuteur officieux cinq ans après la tutelle, et dans la prévoyance de son décès avant la majorité de son pupille, lui confère l'adoption par acte testamentaire, cette disposition sera valable. S'il n'y a pas de dispositions de cette nature, et que le tuteur officieux meure avant la majorité du pupille, et sans que celui-ci ait été mis en état de gagner convenablement sa vie, il sera dû à ce pupille, durant sa minorité, des secours dont la quotité et l'espèce, s'il n'y a été antérieurement pourvu par stipulation précise du tuteur officieux lui-même seront réglées soit amiablement entre les représentans respectifs de ce tuteur et de son pupille, soit judiciairement en cas de contestation. « On décida,

au cours de la discussion, que le tuteur officieux devrait aussi remplir les fonctions du tuteur ordinaire. Tronchet demanda aussi que fût précisée l'adoption rémunératoire.

Alors Berlier donna lecture d'un nouveau projet, le septième, qui consacrait à l'adoption et à la tutelle officieuse deux chapitres distincts, et tenait compte, disait-il, des idées exprimées au cours de la séance. Ce projet fut immédiatement voté par le Conseil d'Etat¹.

1. Voici le texte de ce projet :

« CHAPITRE I^{er}. — DE L'ADOPTION.

Section I^{re}. — De l'Adoption et de ses effets.

« Art. 1^{er}. — L'adoption n'est permise qu'aux personnes de l'un ou l'autre sexe qui seront âgées de plus de cinquante ans et qui n'auront à l'époque de l'adoption ni enfans ni descendans légitimes.

« Art. 2. — Un époux ne peut adopter qu'avec le consentement de l'autre conjoint. L'adoption en commun ne peut être faite que par deux époux.

« Art. 3. — La faculté d'adopter ne pourra être exercée qu'envers l'individu à qui l'on aura, dans sa minorité et pendant six ans au moins, fourni des secours et donné des soins non interrompus, ou envers l'individu moins âgé que l'adoptant qui aurait sauvé la vie à ce dernier, soit dans un combat, soit en le retirant des flammes ou des flots.

« Art. 4. — L'adoption ne pourra en aucun cas avoir lieu avant la majorité de l'adopté.

« Art. 5. — L'adoption conférera le nom de l'adoptant à l'adopté en l'ajoutant au nom propre de ce dernier.

Elle donnera à l'adopté, sur la succession de l'adoptant, les

Ensuite eut lieu la communication officielle au tribunal. Les tribuns proposèrent un assez grand

mêmes droits que ceux qu'y aurait l'enfant né en mariage même quand il y aurait d'autres enfans de cette dernière qualité nés depuis l'adoption et existant lors du décès de l'adoptant.

« Art. 6. — Si l'adopté meurt sans descendans légitimes, l'adoptant ou ses descendans succéderont aux choses données par l'adoptant et qui existeront en nature lors du décès de l'adopté. Le surplus de la succession de l'adopté appartiendra à ses propres parens, et ceux-ci excluront toujours pour les objets même spécifiés au présent article tous héritiers de l'adoptant autres que ses descendans.

« Art. 7. — Si du vivant de l'adoptant, et après le décès de l'adopté, les enfans ou descendans laissés par celui-ci mouraient eux-mêmes sans paternité, l'adoptant succédera aux choses par lui données, comme il est dit en l'article précédent; mais ce droit sera inhérent à la personne de l'adoptant, et non transmissible à ses héritiers même en ligne descendante.

Section II. — Des formes de l'adoption.

« Art. 8. — La personne qui se proposera d'adopter et celle qui voudra être adoptée se présenteront devant le juge de paix du domicile de l'adoptant, pour y passer acte de leurs consentemens respectifs.

« Art. 9. — Cet acte sera transmis dans les dix jours suivans au commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouvera le domicile de l'adoptant, pour être soumis à l'homologation de ce tribunal.

« Art. 10. — Le tribunal, réuni en la chambre du conseil, et après s'être procuré les renseignemens convenables, vérifiera : 1° si toutes les conditions de la loi sont remplies; 2° si la personne qui se propose d'adopter jouit d'une bonne réputation.

« Art. 11. — Après avoir entendu le commissaire du gouver-

nombre de modifications, principalement au sujet des conditions et des effets de la paternité fictive.

nement et sans aucune autre forme de procédure, le tribunal prononcera, sans énoncer de motifs, en ces termes : Il y a lieu, ou il n'y a pas lieu à l'adoption.

« Art. 12. — Dans le mois qui suivra le jugement du tribunal de première instance, ce jugement sera, sur les poursuites de la partie la plus diligente, soumis au tribunal d'appel qui instruira dans les mêmes formes que le tribunal de première instance et prononcera sans énoncer de motifs : Le jugement est confirmé, ou le jugement est réformé ; et en conséquence il y a lieu ou il n'y a pas lieu à l'adoption.

« Art. 13. — Tout jugement du tribunal d'appel qui admettra une adoption sera prononcé à l'audience, et affiché en tels lieux et en tel nombre d'exemplaires que le tribunal jugera convenable.

« Art. 14. — Dans le mois qui suivra ce jugement l'adoption sera inscrite, à la réquisition de l'un ou de l'autre des parties sur les registres de l'état civil du lieu où l'adoptant sera domicilié. Cette inscription n'aura lieu que sur le vu d'une expédition en forme du jugement du tribunal d'appel, et l'adoption n'obtiendra ses effets qu'à dater du jour de cette inscription.

« Art. 15. — Si néanmoins l'adoptant venait à mourir après l'acte d'adoption fait devant le juge de paix, et avant que les tribunaux eussent prononcé, l'instruction sera continuée et l'adoption admise s'il y a lieu.

« Les héritiers de l'adoptant pourront s'ils croient l'adoption inadmissible remettre au commissaire du gouvernement tous mémoires et observations à ce sujet.

« CHAPITRE II. DE LA TUTELLE OFFICIEUSE.

« Art. 16. — Tout individu âgé de plus de 50 ans, et sans enfans ni descendans légitimes, qui voudra, durant la minorité

Toutes furent admises par le Conseil d'Etat, sauf l'interdiction au célibataire d'adopter et la dispense

d'un individu se l'attacher par un titre légal, pourra devenir son tuteur officieux, en obtenant le consentement des père et mère de l'enfant, ou du survivant d'entre eux, ou à leur défaut, d'un conseil de famille; ou enfin si l'enfant n'a pas de parens connus, en obtenant le consentement des administrateurs de l'hospice où il aura été recueilli, ou de la municipalité du lieu de sa résidence. »

« Art. 17. — Le juge de paix du domicile de l'enfant dressera procès-verbal des demandes et consentemens relatifs à la tutelle officieuse.

« Art. 18. — Cette tutelle ne pourra avoir lieu qu'au profit d'enfans âgés de moins de quinze ans. Elle emportera avec soi sans préjudice de toutes stipulations particulières l'obligation de nourrir le pupille, de l'élever et de le mettre en état de gagner sa vie.

« Art. 19. — Si le pupille a quelque bien et s'il était antérieurement en tutelle, l'administration de ses biens, comme celle de sa personne, passera au tuteur officieux, qui ne pourra néanmoins imputer les dépenses d'éducation sur les revenus du pupille.

« Art. 20. — Si le tuteur officieux, après cinq ans révolus depuis la tutelle et dans la prévoyance de son décès avant la majorité du pupille, lui confère l'adoption par acte testamentaire, cette disposition sera valable.

« Art. 21. — Dans le cas où le tuteur officieux mourrait, soit avant les cinq ans, soit après ce temps, sans avoir adopté son pupille, il sera fourni à celui-ci durant sa minorité des moyens de subsister dont la quotité et l'espèce s'il n'y a été antérieurement pourvu par une convention formelle, seront réglées soit amialement entre les représentans respectifs du tuteur et du pupille, soit judiciairement en cas de contestation.

« Art. 22. — Si à la majorité du pupille son tuteur officieux

réclamée en faveur de l'oncle vis-à-vis de son neveu des soins préalables exigés de l'adoptant en général¹. Puis Berlier présenta le projet au Corps légis-

veut l'adopter, et que le premier y consente, il sera procédé à l'adoption selon les formes prescrites au chapitre précédent, et les effets en seront en tous points les mêmes.

« Art. 23. — Si dans le mois qui suivra la majorité du pupille, l'acte d'adoption n'a point eu lieu par le refus du tuteur officieux et que le pupille ne se trouve point en état de gagner sa vie, le tuteur officieux pourra être condamné à l'indemnité résultant au pupille de l'incapacité où il sera de pourvoir à sa subsistance. Cette indemnité se résoudra en secours propres à lui procurer un métier, le tout sans préjudice des stipulations qui auraient pu avoir lieu dans la prévoyance de ce cas.

« Art. 24. — Le tuteur officieux qui aurait eu l'administration de quelques biens pupillaires en devra rendre compte dans tous les cas. »

1. Voici la rédaction définitive du Conseil d'État :

« CHAPITRE I. — DE L'ADOPTION

« Section I. — De l'adoption et de ses effets.

« Art. 1^{er}. — L'adoption n'est permise qu'aux personnes de de l'un ou de l'autre sexe, âgées de plus de cinquante ans, qui n'auront, à l'époque de l'adoption, ni enfans, ni descendans légitimes, et qui auront au moins quinze ans de plus que les individus qu'elles se proposeront d'adopter.

« Art. 2. — Nul ne peut être adopté par plusieurs si ce n'est par deux époux. Hors le cas de l'article 24 ci-après, nul époux ne peut adopter qu'avec le consentement de l'autre conjoint.

« Art. 3. — La faculté d'adopter ne pourra être exercée qu'envers l'individu à qui l'on aura dans sa minorité et pendant 6 ans au moins fourni des secours et donné des soins non interrompus, ou envers celui qui aurait sauvé la vie à l'adoptant,

latif (21 ventôse an XI), qui le fit ensuite parvenir officiellement au tribunal, où il fut défendu par le

soit dans un combat, soit en le retirant des flammes ou des flots.

« Il suffira dans ce 2^e cas que l'adoptant soit majeur, plus âgé que l'adopté, sans enfans ni descendans légitimes, et, s'il est marié, que son conjoint consente à l'adoption.

« Art. 4. — L'adoption ne pourra en aucun cas avoir lieu avant la majorité de l'adopté. Si l'adopté ayant encore ses père et mère ou l'un des deux, n'a point accompli sa 25^e année, il sera tenu de rapporter le consentement donné à l'adoption par ses père et mère ou par le survivant; et s'il est majeur de 25 ans, de requérir leur conseil.

« Art. 5. — L'adoption conférera le nom de l'adoptant à l'adopté en l'ajoutant au nom propre de ce dernier.

« Art. 6. — L'adopté restera dans sa famille naturelle et y conservera tous ses droits : néanmoins le mariage est prohibé entre l'adoptant, l'adopté et ses descendans; entre les enfans adoptifs du même individu; entre l'adopté et les enfans qui pourraient survenir à l'adoptant; entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté.

« Art. 7. — L'obligation naturelle qui continuera d'exister entre l'adopté et ses père et mère de se fournir des alimens dans les cas déterminés par la loi sera considérée comme commune à l'adoptant et à l'adopté l'un envers l'autre.

« Art. 8. — L'adopté n'acquerra aucun droit de successibilité sur les biens des parens de l'adoptant, mais il aura sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que ceux qu'y aurait l'enfant né en mariage, même quand il y aurait d'autres enfans de cette dernière qualité nés depuis l'adoption.

« Art. 9. — Si l'adopté meurt sans descendans légitimes, les choses données par l'adoptant ou recueillies dans sa succes-

tribun Perreau (1^{er} germinal an XI). Le projet revint enfin devant le Corps législatif qui le vota sans mot

sion et qui existeront en nature lors du décès de l'adopté retourneront à l'adoptant ou à ses descendants, à la charge de contribuer aux dettes et sans préjudice des droits des tiers. Le surplus des biens de l'adopté appartiendra à ses propres parens et ceux-ci excluront toujours pour les objets même spécifiés au présent article tous héritiers de l'adoptant autres que ses descendants.

« Art. 10. — Si du vivant de l'adoptant et après le décès de l'adopté les enfans ou descendants laissés par celui-ci mouraient eux-mêmes sans postérité, l'adoptant succédera aux choses par lui données, comme il est dit en l'article précédent, mais ce droit sera inhérent à la personne de l'adoptant et non transmissible à ses héritiers même en ligne descendante.

Section II. — Des formes de l'adoption.

Les articles ne subirent que deux modifications. Au second article les mots « cet acte sera transmis » furent remplacés par « une expédition de cet acte sera remise ». A l'avant-dernier article, les mots « l'adoption n'obtiendra ses effets qu'à dater du jour de cette inscription » furent remplacés par ceux-ci « l'adoption restera sans effet si elle n'a été inscrite dans ce délai ». On voulut établir une peine en prévision de la négligence des parties.

CHAPITRE II. *De la tutelle officieuse.* — On ajouta seulement deux dispositions nouvelles : 1^o un époux ne peut devenir tuteur officieux qu'avec le consentement de l'autre conjoint ; 2^o l'adoption faite par le tuteur officieux au moyen d'un acte testamentaire n'est valable que si ce tuteur n'a pas d'enfans légitimes. De plus, le délai établi pour la requête à fin d'adoption lors de la majorité fut porté de un mois à trois mois.

dire, puisqu'il était muet... (2 germinal an XI) et en fit la loi du 12 germinal de la même année¹.

1. Une loi spéciale, du 25 germinal an XI, fixa le sort des enfants adoptés entre le 18 janvier 1792 et la promulgation du Code civil :

« Art. 1^{er}. — Toutes adoptions faites par actes authentiques depuis le 18 janvier 1792 jusqu'à la publication des dispositions du Code civil relatives à l'adoption, seront valables, quand elles n'auraient été accompagnées d'aucune des conditions depuis imposées pour adopter et être adopté.

« Art. 2. — Pourra néanmoins celui qui aura été adopté en minorité, et qui se trouverait aujourd'hui majeur, renoncer à l'adoption dans les trois mois qui suivront la publication de la présente loi. La même faculté pourra être exercée par tout adopté aujourd'hui mineur, dans les trois mois qui suivront sa majorité. Dans l'un et l'autre cas, la renonciation sera faite devant l'officier de l'état civil du domicile de l'adopté, et notifiée à l'adoptant dans un autre délai de trois mois.

« Art. 3. — Les adoptions auxquelles l'adopté n'aura point renoncé produiront les effets suivans : si ses droits ont été réglés par acte ou contrat authentique, dispositions entre vifs ou à cause de mort, faits sans lésion de légitime d'enfant, transaction ou jugement passé en force de chose jugée, il ne sera porté aucune atteinte auxdits acte, contrat, disposition, transaction ou jugement, lesquels seront exécutés selon leur forme et teneur.

« Art. 4. — En l'absence ou à défaut de toute espèce d'actes authentiques spécifiant ce que l'adoptant a voulu donner à l'adopté, celui-ci jouira de tous les droits accordés par le Code civil, si, dans les six mois qui suivront la publication de la présente loi, l'adoptant ne se présente devant le juge de paix de son domicile, pour y affirmer que son intention n'a pas été de conférer à l'adopté tous les droits de successibilité qui appartiendraient à un enfant légitime. Cette faculté d'affirmer est un droit personnel à l'adoptant, et n'appartiendra pas à ses héritiers.

« Art. 5. — Dans le cas où l'adoptant aurait fait l'affirmation

COUP D'ŒIL D'ENSEMBLE SUR LES TRAVAUX
DU CONSEIL D'ÉTAT
ET RÔLE DE BONAPARTE.

N'ayant point prétendu écrire un traité sur l'adoption, qui viendrait d'ailleurs après beaucoup d'autres, nous n'avons pas à donner ici un commentaire juridique de tous les articles consacrés à cette matière. Mais il nous faut insister, à la fin de cette étude, sur les longues discussions du Conseil d'État d'où sortit le texte définitif.

énoncée dans l'article précédent et dans le délai prescrit par cet article, les droits de l'adopté seront, quant à la successibilité, limités au tiers de ceux qui auraient appartenu à un enfant légitime.

« Art. 6. — S'il résultait de l'un des actes maintenus par l'article 3, que les droits de l'adopté fussent inférieurs à ceux accordés par le Code civil, ceux-ci pourront lui être conférés en entier par une nouvelle adoption, dont l'instruction aura lieu conformément aux dispositions du Code, mais sans autres conditions, de la part de l'adoptant, que d'être sans enfans ni descendans légitimes, d'avoir quinze ans de plus que l'adopté, et si l'adoptant est marié, d'obtenir le consentement de l'autre époux.

« Art. 7. — Les articles 341, 342, 343, 345 et 346 du Code civil, au titre de l'*Adoption*, sont au surplus déclarés communs à tous les individus adoptés depuis le décret du 18 janvier 1792 et autres lois y relatives. »

Ce qui frappe surtout à la lecture de ces débats, c'est la persistance et le déclin de l'idée révolutionnaire à une époque où l'on réagit de plus en plus contre elle. Berlier, Bonaparte surtout, sont, en la circonstance, ses représentants. Sans doute on ne prétend plus imposer à personne l'obligation d'adopter, on abandonne les calculs contre les grandes fortunes, il n'est plus question de permettre au père de famille de se donner fictivement des enfants. Mais, jusqu'à la suspension des travaux, on admet sans discussion la rupture de presque tous les liens entre l'adopté et sa famille véritable. Seule une obligation alimentaire subsistera. On veut en revanche que l'adopté appartienne à la famille de l'adoptant dans tous les degrés directs et collatéraux. Portalis, qui dans toute cette affaire se tint aux côtés du Premier Consul, déclare : « Quand on admet que la loi peut faire d'un enfant autre chose que ce qu'en a fait la nature, on ne peut contester à la loi le pouvoir de régler comment il succédera. » Les effets de la paternité fictive seront donc aussi énergiques que possible, comme dans l'ancien droit romain.

C'était aussi une idée révolutionnaire¹ que celle de faire prononcer par une assemblée législative toutes

1. Nous n'attachons, bien entendu, à ce mot pris en lui-même aucun sens défavorable.

les adoptions, et c'est elle qui triompha jusqu'au message du 12 nivôse. Le Corps des représentants du pays a le pouvoir « de faire passer le fils des os et du sang dans les os et le sang d'un autre ». — « Qui tient lieu de Dieu sur la terre ? » dit Bonaparte. « Le législateur. » C'était bien la doctrine de la Convention.

L'apaisement n'est pas encore complet. Les opinions politiques se mêlent aux discussions juridiques ; pour les uns l'adoption est entachée d'aristocratie, pour les autres c'est une institution éminemment républicaine. On professe le respect de la propriété, mais certains font bon marché des collatéraux et mettent le droit de successibilité à la merci des législateurs. On n'est pas encore entièrement revenu des déclamations, de la sensiblerie, et on ose encore plutôt dire que l'adoption est dangereuse que de dire qu'elle n'est pas bien utile.

Mais après la suspension des travaux, qui sans doute a porté conseil, des idées plus raisonnables l'emportent. Ce seront les tribunaux et non plus le Corps législatif qui décideront. L'adopté restera dans sa famille naturelle. La paternité fictive ne créera de relations juridiques qu'entre lui et son bienfaiteur.

Quel fut au juste le rôle de Bonaparte ? On a prétendu qu'il avait prescrit à la section législative du

Conseil d'État de combler la lacune du projet de l'an VIII. En tout cas aucune trace ne nous est parvenue de cet ordre et nous avons vu que le tribunal d'appel de Paris et le tribunal de Cassation avaient adressé des requêtes formelles en faveur de l'adoption. Quant à l'attitude du Premier Consul pendant la première partie des débats, elle a été en général très sévèrement appréciée, et c'est justice. Mais il ne faudrait pas dire, comme on l'a dit, que Bonaparte a été chercher dans les souvenirs de l'antiquité la plus lointaine ses idées sur la matière. Nous espérons en avoir montré l'origine, beaucoup plus rapprochée, dans les projets de l'époque révolutionnaire. C'est là que l'ancien ami de Robespierre le jeune a retrouvé cette *adoptio plena* réclamée par Mercier et admise par Berlier et Lanjuinais ; et l'on se rappelle les termes d'Azéma : « C'est en face du ciel et de la terre, c'est devant le peuple, que les actions qui assurent le plus le bonheur et la félicité doivent être faites... » Dans les trois premiers projets présentés au Conseil d'État par Berlier, l'adoption produisait encore les mêmes effets. Le Premier Consul n'a donc pas retardé de vingt siècles, mais de sept ou huit ans ¹.

1. Il ne fut pas très fier par la suite de son rôle en cette affaire. Ce fut lui, paraît-il, qui empêcha la publication dans les *procès-verbaux du Conseil d'État* des discussions relatives à ce sujet.

Il est infiniment probable que Bonaparte, comme le pensèrent les contemporains, avait des raisons personnelles de réclamer pour l'adoption des effets aussi énergiques que possible. Il voulait se réserver un nouveau moyen de fonder une dynastie si Joséphine « continuait à ne pas lui faire de garçons ». Lorsque fut établi l'Empire, le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII contient un article 4 ainsi conçu : « Napoléon Bonaparte peut adopter les enfants ou petits-enfants de ses frères pourvu qu'ils aient l'âge de 18 ans accomplis et que lui-même n'ait point d'enfant mâle, au moment de l'adoption. Ses fils adoptifs entrent dans la ligne de sa descendance directe.

Si, postérieurement à l'adoption, il lui survient des enfants mâles, ses fils adoptifs ne peuvent être appelés qu'après la descendance naturelle et légitime. L'adoption est interdite aux successeurs de Napoléon Bonaparte et de leurs descendants. »

A l'égard des autres membres de la maison impériale l'article 12 des statuts du 30 mars 1806 déclare qu'ils « ne peuvent, sans le consentement exprès de l'Empereur, ni adopter, ni se charger de tutelle officielle, ni reconnaître leurs enfants naturels. »

Napoléon devenu empereur songea longtemps à adopter le fils aîné de son frère Louis et d'Hortense de Beauharnais, Napoléon Charles, et, comme bien

l'on pense, Joséphine le poussa de toutes ses forces à cette mesure¹. Il songea peut-être aussi à adopter et à choisir comme héritier son fils naturel Léon qu'il avait eu en 1806 d'Éléonore Denuelle². Par contre il adopta expressément Stéphanie de Beauharnais, nièce de l'Impératrice, qui épousa le prince héréditaire de Bade, et aussi le prince Eugène, en stipulant que son adoption ne lui donnerait de droits que sur la couronne d'Italie³.

1. V. *Napoléon et sa famille* de M. Frédéric Masson, tomes 2 et 4.

2. Napoléon voulut même un instant, d'après M. Frédéric Masson, reconstruire en quelque sorte sa famille par un système d'adoption. Il aurait fait, disait-il, des enfants avec ses doigts et sa plume. Mais, ajoute M. Masson, « comme le flot aux grèves, l'idée corse de la famille, tenace et continue, revint couvrir l'idée romaine de l'adoption ».

3. A S^{te}-Hélène, et quelque peu désabusé, Napoléon proféra ces paroles : « Si Eugène me succédait, je ne fondais pas une dynastie, car la paternité par adoption n'est qu'une fiction et le bon sens des peuples la rejetterait. Le sang de la 4^e dynastie serait celui d'un Beauharnais et non celui d'un Napoléon. » Monthono : *Récit de la captivité...*, tome II, p. 470.

CONCLUSION

Voilà plus d'un siècle que l'adoption est inscrite dans les lois de la France. Berlier la considérait comme « une vaste carrière de secours pour les enfans pauvres » ; Bonaparte, comme « un supplément rare aux effets du mariage ». C'est à ce dernier que l'événement a donné raison. Le relevé officiel des adoptions admises par la Cour royale de Paris, depuis l'année 1837 jusqu'à l'année 1841, offre le résultat suivant :

1837 — 15 adoptions, dont 6 d'enfants naturels reconnus.					
1838 — 16	—	—	8	—	—
1839 — »	—	—	14	—	—
1840 — 23	—	—	9	—	—

Total : 70 adoptions, dont 37 d'enfants naturels reconnus, pour quatre ans.

Citons encore le rapport du garde des sceaux sur l'administration de la justice civile en France en 1892 : « Le nombre des arrêts en matière d'adoption va sans cesse en diminuant comme les actes d'adoption. Dans la période quinquennale de 1881 à 1885, le

nombre total des adoptés a été de 311 hommes et de 322 femmes ; dans les cinq années suivantes, de 1886 à 1890, de 255 hommes et 292 femmes. » Les adoptés, on le voit, appartiennent en plus grand nombre au sexe féminin. En 1892 il y a eu 105 adoptants et 116 adoptés des deux sexes.

Enfin quelques chiffres plus récents encore. En 1897, 95 adoptions, dont 26 d'enfants naturels. En 1899, 73 adoptions, dont 13 d'enfants naturels.

Nous ne connaissons guère d'adoptions faites par des personnages célèbres¹.

En revanche la littérature paraît s'être parfois occupée de notre sujet, mais point la grande littérature...²

1. Le 31 juillet 1810 Napoléon approuva l'acte d'adoption fait par le duc de Lodi en faveur de son neveu Jean François Melzi et la transmissibilité sur sa tête et dans sa descendance masculine du titre et de la dotation du duché de Lodi.

Sous la Restauration Fontanes adopta le jeune Saint-Marcellin dont la mort à la suite d'un duel hâta sa propre fin.

Le physicien Pierre Pelletan, qui a professé à la faculté de médecine de Paris et est mort en 1846, avait adopté son beau-fils J. de Kinklin lequel s'est distingué sous le nom de Jules Pelletan.

2. M. Jules Couët, dont l'érudition égale la bienveillance, veut bien me communiquer une liste d'œuvres littéraires qui roulent sur l'adoption : Peu de temps après la promulgation du Code civil, une comédie en prose de Marsollier, avec musique de Nicolo, qui fut représentée à l'Opéra-Comique pour la première fois le 18 novembre 1805 : *Léonce ou le fils adoptif*, imprimé à

Convierait-il, pour rendre plus fréquents les actes d'adoption, de modifier quelques-unes des règles établies par le Code civil ? de supprimer par exemple l'irrévocabilité ? On serait sans doute amené dans ce cas à prescrire cette promesse d'indemnité que Berlier voulait obtenir de l'adoptant pour le cas où l'adoption n'aurait pas lieu, ce qui pourrait faciliter des combinaisons fâcheuses. A notre avis, il est préférable de laisser les choses en état. Dans nos sociétés modernes, fondées sur le mariage, la paternité fictive sera presque toujours, comme le disait l'Empereur à Sainte-Hélène, repoussée par le bon sens des peuples. Seront seuls à y recourir les parents d'enfants illégitimes, lorsque le mariage n'est plus possible, et aussi parfois ces personnes d'élite dont la charité ardente et téméraire s' imagine sans cesse n'en avoir pas fait assez.

Paris, même année. Le 3 mai 1810 le théâtre de la Gaîté représente une *Fille adoptive* de Caigniez. A l'époque de la Restauration : *Les deux orphelines* dans les *Contes à mes petites amies* de Bouilly ; enfin le roman d'Edouard Cadol « *Le fils adoptif* », Paris, 1892. Beaucoup d'autres pièces et romans sembleraient par leur titre porter sur notre sujet, mais n'étudient en réalité que l'adoption au sens large du mot.

APPENDICE

CONVENTION NATIONALE

RAPPORT ET PROJET DE LOI SUR L'ADOPTION, présentés à la Convention nationale, au nom du Comité de législation par Michel Azéma, député du département de l'Aude, le 4 juin 1793.

Principes et bases

La nature, la raison, la philosophie, la justice, l'humanité et l'intérêt de la société doivent seulement nous guider dans la loi d'adoption que nous allons faire. Tâchons donc de n'écouter que leurs voix, de ne suivre que leurs principes, ils nous conduiront à notre but, à rendre les hommes plus heureux.....

L'adoption doit suivre la nature en ne donnant des enfans qu'à celui qui est en âge d'en avoir ; c'est-à-dire qui est en état de les protéger, de les nourrir, de les élever.

L'adoption doit faire le bien général de la société en faisant le bien particulier de ceux qui en sont l'objet.....

L'adoption intéresse l'ordre social. Elle doit être faite et reçue par la société, c'est-à-dire en présence et avec l'intervention des magistrats du peuple.

Les liens de l'adoption doivent lier comme ceux de la nature, d'autant plus que l'adoption est du fait et du choix seulement de ceux qui en sont l'objet ; au lieu que d'après la nature, c'est le hasard qui donne les pères et les enfans.....

Projet de loi

Art. 1^{er}. — Toute personne majeure libre et pouvant disposer de ses biens pourra adopter un ou plusieurs enfants.

Art. 2. — L'adoption sera faite publiquement, solennellement, et constatée comme les naissances, les mariages et les décès. Les municipalités en recevront et en conserveront les actes de la même manière.

Art. 3. — Le père adoptant devra avoir au moins quinze ans de plus que le fils adopté.

Art. 4. — Toute personne pourra adopter, quel que soit son âge avancé.

Art. 5. — L'adoption ne pourra avoir lieu qu'en faveur des enfans de familles pauvres, telles que celles des manouvriers, artisans ou autres de la classe indigente.

Art. 6 et 7. — Les orphelins, les enfans naturels nés hors le mariage, sont compris dans le nombre de ceux qui peuvent être adoptés.

Art. 8. — L'adoption ne pourra avoir lieu qu'en faveur des enfans d'une famille française ou autre qui aurait obtenu le droit de cité en France.

Art. 9. — Le père d'un enfant légitime et naturel ne pourra point adopter.

Art. 10. — L'enfant adopté dans l'âge où il n'a pu donner son consentement à l'adoption pourra en réclamer dans l'an de sa majorité.

Art. 11. — Cette réclamation sera faite devant la municipalité qui aura reçu et qui conservera l'acte d'adoption.

Art. 12. — Le réclamant sera libre, en notifiant cet acte au père adoptif.

Art. 13. — Si l'adopté ne réclame pas, ou s'il ne notifie pas l'acte de réclamation à son père adoptif, dans l'an de sa majorité, il sera censé avoir donné son consentement à l'adoption.

Art. 14. — L'enfant majeur ne pourra être adopté qu'avec son consentement.

Art. 15. — Le père adoptif aura sur le fils adopté les mêmes droits que s'il était son fils légitime et naturel.

Art. 16. — Le fils adopté aura seulement sur les biens de son père adoptif les mêmes droits que s'il était légitime et naturel.

Art. 17. — L'enfant adopté perdra tous ses droits primitifs sur les biens de son père naturel, tant qu'il aura des frères naturels.

Art. 18. — Si les frères naturels d'un adopté viennent à décéder avant lui, il rentrera dans ses droits sur les biens de son père naturel.

Art. 19. — Si un père adoptif vient à avoir des enfans légitimes, les enfans déjà adoptés conserveront les mêmes droits qu'eux.

Art. 20. — L'enfant adopté prendra le nom de son père adoptif et conservera celui de son père naturel.

Art. 21. — La patrie reconnaissante envers les pères morts pour sa défense, ou qui ont bien mérité d'elle, adopte leurs enfans.

Art. 22. — La patrie adopte tous les orphelins.

Art. 23. — La patrie fera élever tous ses enfans adoptifs.

Art. 24. — La patrie fournira à l'entretien et à l'établissement de tous ses enfans adoptifs qui sont sans moyens.

Suit une courte notice historique sur l'adoption et un exposé des motifs à l'appui de chacun des vingt-quatre articles du projet.

Notons : à propos de l'article 2 : « Le dépôt est utile à la société et nécessaire aux parties contractantes ; on ne saurait donc prendre trop de précautions, trop de sûreté pour le faire ; *c'est en face du ciel et de la terre, c'est devant le peuple*, que les actions les plus principales, les plus grandes, les plus mémorables, les plus essentielles, qui assurent le plus leur bonheur et leur félicité doivent être faites..... »

A propos de l'article 5 : « Plus nous nivelerons les fortunes,

plus nous nivelerons les hommes, plus nous diviserons les fortunes, plus nous les multiplierons, plus nous les accroîtrons, et plus nous soustrairons la misère et l'indigence de la société. L'adoption nous fournit un moyen bien naturel, bien facile et bien juste de répandre les biens des riches qui n'ont point d'enfans et qui voudraient en adopter sur les pauvres, en ne leur donnant la liberté de choisir que dans les familles pauvres et dans la classe indigente. L'intérêt de la liberté et de l'égalité exige que la loi sur l'adoption prévienne l'accumulation des fortunes, en lui évitant le moyen de les amonceller sur une seule tête... Au fond, à mesure que l'inégalité de fortunes disparaîtra, l'égalité s'établira parmi les hommes. Ils s'en chériront davantage et en seront d'autant plus heureux. »

A propos des articles 6 et 7 : « Il doit être permis à toute personne d'adopter un enfant naturel né hors du mariage, parce que l'adoption doit suivre les voies de la nature et ne s'en écarter que le moins possible... pourquoi vouloir réformer cette mère commune à tous les hommes ? Elle est infiniment plus juste, plus parfaite que nous, qui sommes devenus des enfans dénaturés et injustes, en livrant à la mort civile une partie des enfans de la nature... ...En permettant l'adoption des enfans naturels aux auteurs de leur vie et de leurs jours, nous ne ferons que restituer à l'homme un droit, une propriété même qu'il tient de la nature ; ce droit et cette propriété sont inaliénables, imprescriptibles, parce que les hommes ne peuvent, dans aucun cas, être dans le commerce des hommes, comme les choses sacrées, saintes et religieuses, jadis. Par ce moyen nous ferons disparaître cette distinction révoltante entre les enfans naturels et légitimes..... »

A propos de l'article 8 : « Toutes les sections de la grande cité universelle n'ont pas encore recouvré la lumière, la liberté, dont les sangsues des peuples les ont privées..... Nous ne pouvons donc pas encore fraterniser avec elles..... »

A propos de l'article 9 : « Un pareil acte révolterait la nature et la raison... Ce serait le délire de la raison d'au-

toriser une personne à répudier, pour ainsi dire, son propre fils, pour adopter celui d'autrui ;si l'enfant est coupable, le père l'est bien davantage de l'en avoir rendu par ses exemples ou par sa négligence..... »

A propos de l'article 16 : « L'adoption ne doit pas servir à détruire la liberté et l'égalité en fournissant des occasions d'accumuler les fortunes sur une même tête d'un enfant adopté. »

A propos de l'article 17 : « Il est naturel qu'un fils adoptif devenu riche, de pauvre qu'il était, puisque l'adoptant ne pourra jamais prendre des enfans adoptifs que dans les familles pauvres, délaisse à ses frères naturels la petite fortune paternelle... L'enfant adopté est entré dans une nouvelle famille ; il doit donc être sorti entièrement de sa famille primitive..... »

A propos de l'article 23 : « C'est le moyen le plus efficace, le plus facile, de réunir tous les citoyens, de ne faire qu'un seul tout de vingt-sept millions de Français, et par conséquent de consolider la liberté, l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la République. Hâtons-nous donc de donner une éducation nationale, commune et publique, non seulement à tous les enfans adoptifs de la patrie, mais encore à tous les enfans de la patrie..... »

VU :

Le Président de la thèse,

AMBROISE COLIN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

L. LIARD,

VU :

Le Doyen :

P. CAUWÈS.

BIBLIOGRAPHIE

- Le tableau de Paris* de Mercier, 1783, t. VII, chap. DLXXVII.
Vœux d'un solitaire de Bernardin de Saint-Pierre, septembre 1789.
- Le nouveau Denisart*, 1783.
- Code Frédéric 1751*, traduit en français dès 1753. Ses dispositions principales passèrent dans le code prussien, promulgué en 1794.
- Adresse* de Lanthenas, président de la *Société de Paris des amis de l'union et de l'égalité dans les familles*, 11 août l'an II de la liberté des François. Imprimerie du Patriote françois.
- Mémoire sur l'adoption* adressé le 9 janvier 1792 au président de l'Assemblée législative par Delivet de Saint-Mars, député de l'Eure. Archiv. nat. DIII, 366.
- Rapport* présenté à l'assemblée législative sur l'organisation générale des secours publics et sur la destruction de la mendicité par Bernard d'Héry, député de l'Yonne, le 13 juin 1792.
- Moniteur universel*, séance du lundi 25 juin 1792.
- Procès-verbal* des séances des 6 et 7 septembre 1792 de la *Société des amis de la liberté et de l'égalité d'Orléans*. Archiv. nat. B¹20.
- Requête* du sieur Henry au comité de Législation de la Convention nationale. Archiv. nat. DIII 361.
- Adoption* du jeune Gerbauld. Arch. nation. C233, n° 190.
- Procès-verbal* de la séance du soir à la Convention 2 décembre 1792, au t. IV des *Procès-verbaux* de la Convention.

Moniteur du 26 décembre 1792.

Rapport sur l'adoption présenté à la Convention le 9 avril 1793 par Lanjuinais. Imprimé par ordre de la Convention.

Rapport sur l'adoption présenté à la Convention nationale au nom du Comité de législation par Michel Azéma, député de l'Aude, le 4 juin 1793. Imprimé par ordre de la Convention nationale. Arch. nat. ADXVIII c., t. 325.

Plan de code civil et uniforme pour toute la République française par Durand-Maillane, ADII, 51.

Idées offertes à la méditation de ses collègues par Berlier. Imprimé par ordre de la Convention.

Essai sur les principes de la législation des mariages privés et solennels, du divorce et de l'adoption, par Oudot. Imprimé par ordre de la Convention.

Exposé sommaire des motifs qui ont déterminé les bases que renferme le projet de code civil sur l'adoption, par Berlier. Imprimé par ordre de la Convention. Arch. nat. ADXVIII c, t. 325.

Rapport sur le premier projet de code civil, par Cambacérès. On en trouvera le texte dans le tome I^{er} du *Recueil* de Fenet. On trouvera dans le même tome le texte des articles consacrés à l'adoption par les trois premiers projets de Code civil et les rapports de Cambacérès.

L'Adoption villageoise ou l'Écouteur aux portes par Arm. Charlemagne, Paris, Cailleau, 1794, pièce représentée au théâtre de la Cité. La première est du 28 floreal an II. Un opéra en est tantôt tiré qui est joué pour la première fois le 19 thermidor an II.

Moniteur du 25 fructidor an III.

Modèles d'actes d'adoption et de renonciation à l'adoption dans le tome I du *Recueil* de Fenet.

Moniteur du 11 ventôse an V, des 28 et 29 frimaire an VI.

Requête de Daubermesnil. Arch. nat. ADII, 30.

- Rapport de la commission des secours publics.* Bib. nat. Lc.³³ 3Y12.
- Adoption nation. de Suzanne Lepelletier.* Arch. nat. C. 243 n° 316.
- Adresse des administrateurs du district de Saint-Fargeau.* Arch. nat. C. 247, n° 357.
- Procès-verbal de la Société des amis de la liberté et de l'égalité de Chaumont.* Arch. nat. C. 250, n° 408.
- Pétition adressée à la fin de l'an V au Directoire par Amédée Lepelletier.*
- Deux mémoires adressés par Amédée Lepelletier à la commission spéciale.*
- Mémoire adressé à la même commission par Félix et Amédée Lepelletier.*
- Rapport de Chazal, lu à la séance du 22 frimaire an VI.*
- Moniteur du 8 nivôse an VI.*
- Examen du rapport de Chazal par Félix et Amédée Lepelletier.*
- Journal de Paris, 7 nivôse an VI.*
- Moniteur du 22 germinal an VI, du 15 ventôse an VI, du 7 pluviôse an VI, du 23 pluviôse an VI.*
- Opinion de Laloy.* Imprim. nat., nivôse an VI. Arch. nat., ADII 30.
- Félix et Amédée Lepelletier aux Cinq-Cents.* Arch. nat. AD II 30.
- Opinion de Laujacq.* Arch. nat. ADII 30.
- Réponse de Félix et Amédée Lepelletier à Laujacq.* Arch. nat. ADII 30.
- Conférence des tribunaux d'appel sur le projet de Code civil.* Paris, imprimerie de la République, thermidor an IX.
- Observations sur le nouveau projet de Code civil, par Julien-Michel Dufour.* Paris, Courcier (sans date).
- Analyse critique du projet de Code civil parue, sans nom d'auteur, en messidor an IX chez Garnery.*
- Mémoire sur l'adoption considérée dans ses rapports avec la loi naturelle, la morale et la politique, par le tribun Challan.* Versailles, fructidor an IX.

- Discours historique sur l'adoption* par le tribun Grenier, paru sous le titre d'*Essai sur l'adoption* en vendémiaire an IX. On le trouvera à la suite du tome III du *Traité des donations et testaments*, publié par Grenier en 1807.
- Discussions au Conseil d'État et texte des sept rédactions successives du titre de l'adoption*, dans le *Recueil de Fenet*, tome X.
- Discours, rapports et travaux inédits sur le Code civil* de Portalis, publiés par son petit-fils, l'avocat Frédéric Portalis, en 1844.
- Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'État*, par Jacques de Maleville, tome I, 1805.
- Mémoires sur le Consulat* par le Conseiller d'État Thibaudeau, 1826.
- De la part prise par le premier consul à la confection du Code civil*, par Nicias Gaillard. Paris, Lahure, 1855.
- Le premier consul législateur*, par A. Madelin, 1865.
- Bonaparte et le Code civil* : Ernest Jac, Paris, 1898.
- Napoléon et sa famille*, par M. Frédéric Masson, 1898, t. II, p. 362 et s. et 368 ; t. III, pp. 166, 178, 183, 184.
- Traité sur l'adoption*, par Verneuil, 1804.
- Traité de l'adoption*, par Garez. Paris, an XII.
- Histoire de la famille* par Koenigswarter, 1851.
- Etude sur l'adoption* par Emile Tétu, Paris, 1896.
- La législation civile de la Révolution française* par M. Sagnac, 1898.
- Histoire du droit civil français* par M. Paul Viollet, 3^e édition, Paris, 1905.
- Histoire du droit français de 1789 à 1814* par M. A. Esmein, 1908.
- Traité de droit civil* de Baudry-Lacantinerie, 2^e édition, 1905, t. IV.
- Traité élémentaire de droit civil* de M. Marcel Planiol, t. I, Paris, 1908.
- Thèses* : Voir en particulier celles de M. Lefebvre du Prey, Douai, 1882, et celle M. Le Provost de Launay, Caen, 1874.
-

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.	IX
CHAPITRE I ^{er} . — Premières requêtes en faveur de l'adoption.	I
CHAPITRE II. — Les Assemblées Constituante et Législative	14
§ I ^{er} . — La Constituante	14
§ II. — La Législative.	18
CHAPITRE III. — La Convention nationale.	28
CHAPITRE IV. — Le Directoire	68
CHAPITRE V. — L'adoption nationale	81
L'affaire Lepelletier de Saint-Fargeau	83
CHAPITRE VI. — Le rétablissement de l'adoption dans le Code civil.	119
§ I ^{er} . — Période antérieure à l'interruption des travaux.	119
Tableau des décisions du Conseil d'Etat	143
A. Conditions de l'adoption	143
B. Formes de l'adoption	156
C. Effets de l'adoption	167
§ II. — Période postérieure à la reprise des travaux	172
Coup d'œil d'ensemble sur les travaux du Conseil d'Etat et rôle de Bonaparte.	184
CONCLUSION.	190
APPENDICE	193
BIBLIOGRAPHIE	199

